

# cahiers

## LEON TROTSKY



### COMMUNISME ET OPPOSITIONS EN ITALIE

- A. Pian**  Le chemin de Tresso.  **G. Telloli**  Alfonso Leonetti.  **A. Moscato**  Correspondance Trotsky - Leonetti sur la guerre d'Ethiopie.  **S. Lambert**  L'histoire du trotskysme en Italie.  **P. Broué**  Le P.C. italien, la guerre et la révolution.

29

*mars 1987*

## CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

*L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).*

### BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière,  
Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*  
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

### ABONNEMENT :

#### Particuliers :

France : 4 n<sup>os</sup> (1 an) 200 F — Etranger : 250 FF ou \$ 50 U.S.  
France : 8 n<sup>os</sup> (2 ans) 400 F — Etranger : 500 FF ou \$ 100 U.S.

#### Institutions :

France : 4 n<sup>os</sup> (1 an) 300 F — Etranger : 350 FF ou \$ 70 U.S.  
France : 8 n<sup>os</sup> (2 ans) 600 F — Etranger : 650 FF ou \$ 130 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n<sup>os</sup> 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire  
ou postal libellé à l'ordre de :

JOUBERT - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean P. Joubert  
*Publié avec le concours du Centre National des Lettres  
et de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble*

# cahiers LEON TROTSKY

N° 29

MARS 1987

## COMMUNISME ET OPPOSITIONS EN ITALIE

### ARTICLES

- Alberto Pian — Le chemin de Tresso vers l'Opposition de gauche ..... 5  
Giancarlo Telloli — Alfonso Leonetti dans le S.I. de l'Opposition de  
gauche et de la L.C.I. .... 18  
Antonio Moscato — Correspondance Trotsky-Leonetti sur  
la guerre d'Ethiopie ..... 43  
Serge Lambert — Notes sur l'histoire du trotskysme en Italie :  
le P.O.C. .... 57

### CHRONIQUE

- Pierre Broué — Le P.C. italien, la guerre et la révolution ..... 70

### DOCUMENTS

- Domenico Sedran — Mémoires d'un prolétaire révolutionnaire ..... 80  
Carlo Rosselli — Lettre à Trotsky - Rencontre avec Trotsky ..... 98

### NOTES DE LECTURE

- Memoria antologica saggi critici e appunti biografici, un ricordo di  
Camillo Berneri. .... 105  
Joan Barth Urban — Moscow and the Italian Communist Party. .... 105  
Reiner Tosstorff — Die POUM während des Spanischen Bürgerkriegs .. 107  
J. Maitron — Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier  
international ..... 109

- COURRIER ..... 111

**LES DÉPARTS**

|                                     |     |
|-------------------------------------|-----|
| Sam Fishman (1924-1986) .....       | 112 |
| Raoul Faure (1895-1986) .....       | 112 |
| Clara Thalmann (1907-1987) .....    | 113 |
| Juan García Durán (1915-1986) ..... | 113 |
| Nahuel Moreno (1924-1987) .....     | 114 |

Institut Léon Trotsky

## Communisme et Oppositions en Italie

*Ce numéro des Cahiers sur l'Italie, réalisé sous la direction de Serge Lambert, est déjà un vieux projet retardé par la réalisation tardive d'une promesse. L'essentiel du matériau nous vient d'Italie.*

*Il n'y a pas de tradition de l'Opposition de gauche en Italie, à la fois sans doute parce que la Fraction bordiguiste occupait le terrain sur lequel elle aurait pu s'enraciner et parce que la répression fasciste qui interdisait de fait un parti communiste était a fortiori capable d'interdire son opposition. Les « trois » dirigeants du P.C.I. qui ont rallié en 1930 l'Opposition, Blasco, Leonetti, Ravazzoli n'étaient pourtant nullement des personnalités falotes au regard des Togliatti, Grieco et Longo... Le résultat est qu'il n'y a nulle tradition d'historiographie du trotskysme en Italie, et qu'il a fallu recourir pour ce numéro — et particulièrement pour Blasco et pour le rôle de Leonetti dans le Secrétariat international — à des hommes qui relèvent d'une autre tradition historique, celle des partis traditionnels qui seuls ont survécu en Italie, sous une forme nouvelle, à la seconde guerre mondiale.*

*Alberto Pian nous a donc donné une partie de sa thèse sur Pietro Tresso, dit Blasco, à propos du cheminement de ce dirigeant du P.C.d'I. vers l'Opposition de gauche à travers son combat contre le « tournant » de 1930 du Parti communiste d'Italie. Giancarlo Telloli, auteur d'une thèse sur Leonetti, retrace l'itinéraire d'Alfonso Leonetti dans le Secrétariat international de l'Opposition de gauche puis de la Ligue communiste internationaliste, jusqu'à son éloignement du mouvement trotskyste. Antonio Moscato, réalisant une des dernières volontés de Leonetti, restitue la discussion entre ce dernier et Trotsky sur la guerre d'Ethiopie. Il met surtout à jour cette occasion un aspect nouveau et inconnu des divergences importantes qui eurent lieu dans le P.C.I. et l'I.C. à propos de l'attitude à adopter face à la guerre d'Afrique de Mussolini et à la défense des peuples éthiopiens. Serge Lambert a repris, à la fois dans sa thèse sur la tradition révolutionnaire et le « nouveau parti » communiste italien, et dans ses travaux plus anciens, des éléments pour une histoire du trotskysme italien, et a étudié la première organisation trotskyste qui ait existé sur le sol d'Italie, ce Parti ouvrier communiste né des efforts de Nicola Di Bartolomeo, qui tenta la gageure de réunir des trotskystes et des bordiguistes. Pierre Broué, dans sa chronique sur la thèse de S. Lambert, montre comment le P.C.I. de l'après seconde guerre mondiale s'est constitué en se débarrassant de sa propre tradition révolutionnaire qui s'est incarnée entre 1942 et 1945 tant dans des organisations indépendantes (Stella Rossa de*

*Turin, Bandiera Rossa de Rome, Il Lavoratore de Legnano, etc.) que dans certaines de ses fédérations tout entières dans le sud du pays.*

*Du côté des documents, nous publions les mémoires du vieux militant Domenico Sedran, dit Carlini, malheureusement écourtées, faute de place. Enfin, nous avons choisi une lettre de Carlo Rosselli à Trotsky et le récit qu'il a fait de sa rencontre avec celui qui, pour le dirigeant de Giustizia e Libertà, personnifiait « la révolution victorieuse ».*

*Institut Léon Trotsky*

Alberto Pian

## Le Chemin de Tresso vers l'Opposition de gauche

Le chemin qui conduit Tresso de la direction du P.C.I. à l'Opposition de gauche internationale commence le 28 août 1929 et s'achève une année plus tard, après la réunion du bureau politique où l'ordre du jour appelle les décisions du X<sup>e</sup> plénum de l'Internationale communiste.

Cette réunion s'était tenue à Moscou du 3 au 19 juillet 1929 : au terme d'un déclin amorcé dès le VI<sup>e</sup> congrès de l'I.C. en été 1928, elle avait consacré la défaite pratiquement sans combat du groupe de dirigeants soviétiques en qui l'on reconnaissait généralement l'opposition de droite, Boukharine et ses proches. A peu près au même moment, la capitulation de nombreux déportés de l'Opposition de gauche à la suite de Radek, Préobrajensky et Smilga, pendant que se déroulait le plénum, contribuait à valoriser la victoire remportée par Staline.

Au X<sup>e</sup> plénum est sanctionné un nouveau cours de l'I.C. en corrélation avec la politique intérieure du P.C. de l'U.R.S.S. qui se prépare à combattre les koulaks et promouvoir la collectivisation forcée. C'est le 3 juillet que Boukharine est relevé de ses fonctions de président de l'Internationale et exclu de l'exécutif.

Les répercussions sont considérables dans toutes les sections de l'I.C., renforçant les révisions déchirantes imposées par les graves échecs du cours précédent, l'attachement au comité syndical anglo-russe et la dissolution de fait du P.C. chinois dans les rangs du Guomindang. Dans un premier temps, la discussion est centrée sur l'appréciation de la situation politique où Boukharine avait vu « une stabilisation du capitalisme », tandis que les rapporteurs au X<sup>e</sup> plénum, Manouïlsky et Kuusinen y voient au contraire une montée révolutionnaire et qu'apparaissent au premier plan la théorie du social-fascisme — la « fascisation » inéluctable de la social-démocratie — et celle de la « radicalisation des masses ».

### La Commission italienne

C'est évidemment dans ce cadre qu'il convient de considérer la volte-face de Togliatti qui avait au VI<sup>e</sup> congrès encore exprimé des critiques contre la ligne alors esquissée du « social-fascisme » et de la « radicalisation » et était apparu du côté de Boukharine. Le P.C. d'I est sévèrement critiqué au plénum

pour n'avoir pas combattu sa propre opposition de droite incarnée par Tasca <sup>1</sup>. « Staline n'avait aucun désir de perdre son temps en discussions. Le moment du *reddé rationem* était finalement arrivé : capituler complètement ou s'en aller » <sup>2</sup>. Telle était en effet l'alternative tracée au plénum.

« L'ancienne orientation du parti » de la période d'avant le X<sup>e</sup> plénum est incompatible avec la nouvelle politique : tel est le sens de la discussion qui se développe dans la commission italienne autour du mot d'ordre de l'« assemblée républicaine » — indépendamment de l'existence en Italie d'un régime fasciste. Togliatti et les autres dirigeants italiens ont dans un premier temps cherché à résister, essayant d'adapter les vieux mots d'ordre aux nouveaux, et à une critique qui, selon l'expression de Ruggero Grieco, détruisait « tout le travail réalisé depuis dix ans » <sup>3</sup>. L'opération pourtant s'avère impossible et c'est en vain que Togliatti se dépense pour concilier les deux lignes, proposant de « donner un contenu de classe » à l'assemblée républicaine et de « dire que nous voulons la république des ouvriers et des paysans » <sup>4</sup>.

De toute évidence, la conception même de la révolution en Italie telle que l'entendent Togliatti et Tasca, en particulier comme une révolution « populaire » et non prolétarienne, est en contradiction avec la nouvelle orientation de l'I.C. laquelle, devant une « impétueuse montée » des masses et une aggravation de la lutte de classes, met à l'ordre du jour la révolution prolétarienne en Italie. Sur ce point aussi, on peut relever un soupçon de résistance de la part de Togliatti. Il assure que « la révolution en Italie doit avoir ce caractère (populaire) sans lequel elle ne pourra pas vaincre » <sup>5</sup>. Mais il finit par s'incliner : « si le Comintern, assure-t-il, dit que ce n'est pas juste de poser la question ainsi, nous ne le ferons plus : on dira seulement que la révolution antifasciste sera une révolution prolétarienne » <sup>6</sup>.

La délégation italienne a parfaitement conscience de jusqu'où peut conduire la nouvelle ligne. Grieco <sup>7</sup> l'exprime clairement : « Si Manouïlsky pousse sa critique à fond, malgré les meilleures intentions de résoudre le problème avec le moins de heurts possibles, cela mènera à une scission de notre groupe dirigeant » <sup>8</sup>. Pour autant, ils ne veulent pas résister. « Nous pouvons et nous devons faire, je crois, des concessions à l'Internationale communiste » <sup>9</sup> dit finalement Di Vittorio <sup>10</sup>. Stepanov <sup>11</sup> s'étant insurgé, car l'I.C. ne saurait négocier un « compromis », Di Vittorio recule encore : « En fait, ce n'est pas ce que j'ai voulu dire. Je veux dire qu'en vérifiant cette ligne, nous nous approchons de ce que l'I.C. demande et il doit être possible d'arriver à un accord complet, pas un compromis comme mon expression pouvait le laisser croire, mais un accord qui naisse de la conviction et qui permette à notre parti, dans la situation difficile où il doit développer son action, de travailler en plein accord avec l'Internationale communiste et avec son aide et sa collaboration plus effective » <sup>12</sup>. Cet accord n'est réalisable que sur le terrain de l'acceptation du « tournant » que Grieco caractérise comme un retour « au bordiguisme » <sup>13</sup>, mais ils l'acceptent.

Il reste alors aux délégués de Moscou à convaincre les autres dirigeants et d'abord le bureau politique de faire le même chemin qu'eux. Situation peu enviable que d'avoir à faire un rapport comme ils n'en auraient pas — sauf

peut-être Longo <sup>14</sup> — rêvé d'en faire un semblable dans leurs cauchemars. Mais Togliatti a bien retenu la leçon de Moscou : ce que la discussion n'obtient pas, ce sont les sanctions disciplinaires qui l'obtiendront.

### La réunion du B.P. du 28 août 1929

Au congrès de Lyon en 1926, sous l'impulsion de Gramsci, le parti italien avait officiellement rompu avec son passé et l'extrémisme de Bordiga <sup>15</sup>. Contre Bordiga, qui ne voyait nulle différence entre fascisme et démocratie, les thèses du congrès de Lyon appelaient le parti à revendiquer et lancer les mots d'ordre démocratiques et à s'engager dans la lutte pour le front unique.

Le tournant italien était donc rendu plus difficile encore par des conditions supplémentaires. En premier lieu, il était en contradiction avec les thèses de Lyon sur les deux points évoqués ci-dessus et, en second lieu, il impliquait une adaptation en revendiquant pour le processus révolutionnaire un caractère prolétarien. Un troisième aspect vient cependant compliquer encore la tâche de Togliatti, jusque là partisan déclaré de la « révolution par étapes », ce qui fait de lui le moins qualifié pour soutenir le caractère direct et immédiat de « révolution prolétarienne » de la révolution qui vient.

Il commence donc à essayer de contourner l'obstacle. Il présente la nouvelle ligne comme si elle n'était que le produit d'un « changement objectif » dans la lutte de classes : ainsi peut-il se dégager de ses positions passées tout en défendant le tournant. Il assure :

« J'estime que, notwithstanding les difficultés de la situation, notre parti a bien marché, il a bien tenu face aux événements, il a marché de telle sorte que j'affirme aujourd'hui qu'il serait erroné de dire que la ligne de notre parti pendant ces trois ans a été fautive [...]. Aujourd'hui, la situation s'est radicalisée et par conséquent, notre ligne change » <sup>16</sup>.

C'est sur la base de cette argumentation qu'il en vient à considérer par conséquent que le mot d'ordre d'« assemblée républicaine » n'est justifié en Italie à ce moment par aucun argument. Il faut lui substituer la propagande pour la grève politique et la lutte contre la concentration antifasciste pour « rendre évident son passage à une position pro-fasciste ».

La lutte contre « l'opportunisme de droite » est une des dimensions nécessaires, comme cela a été démontré à Moscou : il en confirme l'importance en proposant l'exclusion de Tasca.

Les membres du bureau politique ne peuvent qu'être profondément troublés par ce revirement de Togliatti et Grieco. Bien qu'avec des motivations diverses, les uns après les autres, Tresso, Leonetti, Ravazzoli <sup>17</sup> et Longo demandent des précisions sur cette autocritique concernant la politique passée du parti qui a été soigneusement éludée par les rapporteurs.

Ce qui caractérise l'intervention de Tresso, c'est que, tout comme d'ailleurs Leonetti et Ravazzoli, il ne comprend pas la portée réelle du tournant. Essentiellement, il tente de s'appuyer sur certaines formulations de la ligne du X<sup>e</sup> plénum — à partir de la « radicalisation des masses » ou sur l'actualité du mot d'ordre de « grève politique » pour remettre en cause la conception de

« révolution populaire » avec laquelle il n'a jamais été d'accord — ce qu'il ne s'est pas privé de dire. Aussi n'apparaît-il pas en désaccord avec les thèses du X<sup>e</sup> plénum. Il soutient par exemple qu'il est juste de traiter de « social-fasciste » la concentration antifasciste. Il se déclare également d'accord avec l'appréciation de la situation internationale selon laquelle, résume-t-il, « nous nous trouvons devant une aggravation des contradictions internes et externes de l'impérialisme ». Il assure également qu'il est « d'accord avec le camarade Ercoli quand celui-ci dit qu'en Italie le moment est venu de faire de la propagande pour la grève politique »<sup>18</sup>. Mais il est en désaccord avec la ligne suivie par le P.C. d'I. depuis 1927 et reproche à Togliatti de n'en pas parler. Il proteste quand Togliatti essaie d'identifier les Thèses de Lyon avec la politique de « révolution populaire » :

« La ligne fondamentale de notre parti a-t-elle été juste ? Il faut s'entendre sur l'expression « ligne fondamentale du parti ». Si on entend par là qu'il y a à l'ordre du jour en Italie, historiquement, une révolution prolétarienne, nous pouvons dire qu'elle a été juste. On a cependant commencé à fausser cette ligne fondamentale quand on a dit dans la motion de 1927 que nous aurions une « révolution populaire » qui se transformerait en révolution prolétarienne »<sup>19</sup>.

Il lui est donc désormais impossible de ne pas relever qu'au moment où le X<sup>e</sup> plénum va à gauche et liquide l'opposition de droite, Togliatti fait comme s'il n'avait jamais été d'accord avec Tasca et comme s'il avait toujours été partisan de « la ligne fondamentale » des thèses de Lyon. Et, pour se dégager, Togliatti fait de Tasca le bouc émissaire.

### Tresso soutient le tournant

Il semble utile, pour éclairer la pensée politique de Tresso, de s'arrêter sur les points en discussion. Comment peut-il s'appuyer sur la ligne du X<sup>e</sup> plénum pour défendre certains aspects des thèses de Lyon contre la ligne suivie depuis 1927 par le P.C. d'I. et qui fut la ligne Togliatti ?

Le X<sup>e</sup> plénum est certes un coup de barre à gauche qui élimine l'ambiguïté de la politique précédente de la « révolution populaire » mais sur la base d'une ligne nouvelle qui rompt, en liaison avec la crise interne du P.C. de l'U.R.S.S., avec les acquis théoriques et stratégiques de l'I.C. du temps de Lénine. Tresso, au début, ne s'en rend pas compte, il ne voit que l'opposition entre cette politique nouvelle et la politique opportuniste de Togliatti-Tasca depuis 1926 et mène la discussion dans l'équivoque, faute d'éléments lui permettant de critiquer tant la ligne de Togliatti après 1926 que celle du X<sup>e</sup> plénum.

La même équivoque se retrouve autour de la question des mots d'ordre démocratiques. Lorsque l'I.C. a commencé, en 1921-22 à donner aux revendications démocratiques le poids qui en fait des revendications de transition vers un « gouvernement ouvrier et paysan », le P.C. d'I était sous l'influence de Bordiga, et Tresso, bordiguiste à l'époque, n'en a pas saisi l'importance. Quand se constitue autour de Gramsci la nouvelle direction, entre 1924 et 1926, l'I.C. est plus réticente à l'égard des revendications démocratiques et elles ne resurgissent que pour être liées en 27 à la « révolution populaire ».

Pour Tresso, elles sont le critère de l'abandon d'une politique de classe : quiconque est partisan de la révolution prolétarienne ne peut que répudier les revendications démocratiques. Et il pense en outre que le soutien de ces dernières va de pair avec la conception de la « révolution populaire » et qu'elles sont les deux faces d'une même politique. Il estime que la critique de la notion de révolution populaire conduit à renoncer aux revendications démocratiques :

« Cette position de la « révolution populaire se transformant en révolution prolétarienne, nous la voyons réfléchie dans les décisions de la conférence du parti où l'on pose les revendications de caractère démocratique »<sup>20</sup>.

Bien entendu, il ne s'agit pas des libertés de presse, de réunion, d'association, etc. pour lesquelles tous les communistes sont d'accord, mais des mots d'ordre définis comme « solutions intermédiaires », comme l'assemblée républicaine sur la base des comités ouvriers ou le droit d'élection dans les communes.

Mais l'illusion de Tresso est de croire que l'I.C. est avec lui. C'est avec Togliatti qu'elle est. Togliatti qui doit faire appliquer le tournant et qui a très bien vu que Tresso n'en comprend pas la portée, puisqu'il confie à Camilla Ravera au lendemain de la réunion du B.P. :

« Ravazzoli et Tresso ne représentent pas l'accord avec l'I.C. dont ils ignorent le fond des oppositions réelles. S'ils s'en rendaient compte, ils se retrouveraient contre l'I.C. »<sup>21</sup>.

Mais il faut du temps pour comprendre le lien entre le tournant et les événements d'U.R.S.S. La compréhension du phénomène de la dégénérescence du parti et de l'Etat né d'Octobre s'effectue au cours des mois suivants et la presse de l'Opposition de gauche française y contribue puissamment.

### Projet Gallo et contre-projet Tresso

Le 3 septembre 1929, le comité central unanime décide d'exclure Tasca du parti. Sa critique est la seule critique approfondie et complète qui soit faite du tournant. Tasca nie que la social-démocratie « se fascise », critique la conception de la « radicalisation des masses », assure que la seule tactique correcte dans la situation donnée est la lutte pour le front unique. Toutefois cette critique pertinente demeure liée à la conception ancienne de la « révolution populaire », base de son attaque contre les résolutions du X<sup>e</sup> plénum. Dans ces conditions, Togliatti a beau jeu de démontrer que Tasca est orienté vers l'instauration en Italie, à la place du fascisme, d'un pouvoir qui ne sera pas la dictature du prolétariat. Tresso, qui constate que la critique par Tasca de la ligne du X<sup>e</sup> plénum va de pair avec son abandon de la nature de classe de la révolution, ne connaît au C.C. aucune autre ligne que celle du X<sup>e</sup> plénum qui fournisse une base critique de la position de la droite. Il vote donc l'exclusion de Tasca, un alignement qui conforte énormément Togliatti.

Ce dernier, posant à l'exécutant fidèle, cherche à gagner l'appui de Longo, le seul, au fond, à pouvoir revendiquer une certaine parenté de ligne avec celle du X<sup>e</sup> plénum — ce qui lui permet de revendiquer bruyamment

une autocritique de la direction et un congrès du parti. Togliatti lui confie la rédaction de la résolution qui doit traduire en termes d'organisation la politique nouvelle, et ce « projet Gallo » est débattu au B.P. des 28-31 décembre 1929.

Longo préconise dans ce texte la constitution en Italie d'un « centre interne » du parti dans la perspective que « l'ensemble de l'appareil du parti (comités régionaux, sections de travail, B.P.) soit résolument orienté vers le retour en Italie »<sup>22</sup>, un objectif réalisable « dans les prochaines semaines » selon lui. La conclusion logique du tournant en ce qui concerne l'Italie est que la révolution va éclater d'un moment à l'autre dans ce pays où le réseau clandestin du parti a été démantelé : il faut donc au plus vite transférer l'appareil tout entier en Italie. Mais aussi les réalités s'éclairent : dans la situation donnée, la perspective dictée au parti par l'I.C. ne peut ouvrir que sur la défaite.

Et Tresso n'accepte pas ces conséquences au plan de l'organisation, notamment à la lumière de sa propre expérience de dirigeant de l'appareil clandestin les années précédentes. Le contre-projet qu'il oppose à Longo est, dans son esprit, une interprétation meilleure de la nouvelle politique. En réalité, tout en se situant formellement sur la base de la même résolution politique, les deux hommes abordent la question d'organisation de façon fondamentalement différente. Tout prêt à admettre qu'une explosion se prépare, Tresso insiste en effet sur le fait que le parti ne joue pour le moment aucun rôle et qu'il s'agit de faire en sorte qu'il puisse influencer les événements qui se préparent. Il écrit :

« 1. Les événements survenus en Italie démontrent combien les problèmes de classe se posent de façon aiguë et combien la situation se radicalise vite. De la passivité imposée aux masses, on passe directement à une série d'actions violentes des masses elles-mêmes, lesquelles, par leur énergie, leur caractère, la situation dans laquelle elles ont eu lieu, leur répétition sous des formes analogues dans des régions d'Italie différentes et éloignées les unes des autres, *doivent être* considérées comme les signes de manifestations prochaines et plus importantes de guerre civile.

2. Presque tous ces événements ont eu lieu en dehors et indépendamment de l'influence directe du parti. Ils ont éclaté sans préparation préalable spécifique de la part du parti [...]

3. Ce qui démontre la distance qui existe entre notre organisation de parti et sa capacité de diriger et d'intervenir dans la situation, et la situation elle-même »<sup>23</sup>.

Pour combler cette distance, Tresso propose le renforcement des centres régionaux en Italie, le maintien de certains contacts et rencontres à l'extérieur et qu'on ne courre pas le risque de faire tomber ce qui reste de la direction du parti en le transférant en Italie. On mesure ici le poids de son expérience personnelle dans sa prise de position. Quand Secchia<sup>24</sup>, au C.C. de mars, relève ce qu'il considère comme une incongruité entre l'analyse de la situation et la contre-proposition d'organisation de Tresso, celui-ci lui rétorque :

« Le projet Blasco n'est pas seulement une réaction contre le projet Gallo et le « tournant » comme il vous était exposé, le projet Blasco est surtout le fruit d'une expérience directe »<sup>25</sup>.

La dichotomie mécanique qui s'impose à Tresso (soit avec le X<sup>e</sup> plénum contre la droite, soit avec la droite contre le X<sup>e</sup> plénum) demeure cependant et atteint certainement son apogée au cours du C.C. de mars. Il ne va commencer à essayer de s'en dégager et de remonter aux causes internationales du tournant qu'avec l'aggravation de la situation dans le parti et les mesures disciplinaires prises contre lui.

En attendant, le B.P. du 29-31 décembre adopte le projet Longo et décide d'informer les militants du contenu du projet Blasco. Leonetti qui, comme Ravazzoli, s'est rangé du côté de Blasco, présente une lettre de caractère plus général que les propositions de Blasco ; on ne peut pas encore parler d'une « opposition commune » dans la direction. Le vote sanctionne pourtant une fissure. Togliatti, Ravera<sup>26</sup>, Secchia et Longo votent pour le projet Gallo, Tresso, Ravazzoli et Leonetti votent contre.

### Le C.C. de mars

La discussion rebondit dans la direction après un discours de Togliatti au C.C. de la F.G.C.<sup>27</sup> sur la ligne du X<sup>e</sup> plénum, qui va bien au-delà de ses interventions précédentes. Selon Tresso, Ravazzoli et Leonetti, Togliatti, embrassant de manière opportuniste les thèses du X<sup>e</sup> plénum, les applique avec tant de zèle qu'il va au-delà : sachant que Togliatti, dans son zèle, ne faisait pas trop dans le détail, nous nous permettons de penser qu'il restait cependant dans l'esprit de la politique même du plénum que ses critiques n'avaient pas encore saisie.

Du 8 au 28 février a lieu à Moscou un présidium élargi de l'I.C., dans lequel les responsables de l'I.C. cherchent à combler la fissure à l'intérieur du B.P. Nous ignorons ce qui s'est exactement passé et ce qu'il en est de ce qui aurait constitué une « capitulation » de Ravazzoli. On y a présenté une motion d'application des thèses du X<sup>e</sup> plénum à l'Italie, plus prudentes que celles de Togliatti, pour tenir compte des objections de Ravazzoli, sans rien changer au fond. Les dirigeants de l'I.C. veulent un apaisement qui ne remette pas en cause les décisions. Togliatti pourra aller au comité central muni de l'appui du présidium et Ravazzoli, grâce aux concessions faites, maintiendra les illusions de Tresso et de ses camarades dans l'I.C. et le tournant. Et c'est ainsi qu'au C.C. qui se tient à Liège le 20 mars 1930, Togliatti calque son intervention sur son discours à la F.G.C. cependant que Tresso le critique sur la base de la résolution du présidium de l'I.C., soutenu par Leonetti. Il dit :

« Je dois cependant noter qu'il existe effectivement une divergence entre certaines positions politiques exprimées dans la fameuse plate-forme d'Ercoli et camarades et la résolution de l'I.C. [...] Je me déclare d'accord avec la résolution de l'I.C. et en particulier le point où l'on parle du problème de la social-démocratie »<sup>28</sup>.

Ainsi, dans la période qui va d'août 1929 à mars 1930, Tresso continue à estimer que la ligne du X<sup>e</sup> plénum est un bon instrument politique pour combattre la politique de 1927-29 et l'opportunisme de Togliatti. Mais la ligne du X<sup>e</sup> plénum est en réalité avant tout l'expression des besoins de la

bureaucratie stalinienne en U.R.S.S. même, et Tresso perd peu à peu ses illusions à son sujet. Devant le C.C. de mars, il est évidemment contraint de retirer son contre-projet au profit de celui qu'a approuvé le présidium, mais il reste désarmé par le fait qu'il est lui-même sur la ligne du X<sup>e</sup> plénum. Leonetti et Ravazzoli l'imitent, déclarant « approuver les décisions de l'I.C. » et s'engageant à « les appliquer de toutes (leurs) forces partout et de quelque façon que le parti l'estimera nécessaire »<sup>29</sup>.

C'est alors que Togliatti et la majorité décident de frapper en sanctionnant les divergences politiques, en punissant les battus. Tresso, Ravazzoli, Leonetti et Silone<sup>30</sup> sont écartés du B.P. : Silone, malade et qui se soigne en Suisse, a marqué par lettre son désaccord avec Gallo, mais n'a participé à aucune réunion ! Leonetti, Ravazzoli, Teresa Recchia<sup>31</sup> sont exclus du comité central, Tresso étant rétrogradé et devenant suppléant. Parfaitement conscient du péril ouvert pour son opportunisme et sa position dans l'appareil par la critique de Tresso et des autres, il se propose d'exclure une opposition devenue dangereuse avant même que cette dernière ait compris l'enjeu de leur conflit !

### Le mécanisme des exclusions

Il est vraisemblable que Togliatti, indécis pendant l'hiver 1929, s'est décidé après le C.C. de mars 1930 à liquider l'opposition dans les rangs du parti. Le fait est que la nouvelle ligne est incompatible avec l'ancienne et sa position d'autant moins confortable que l'Internationale fait campagne contre la droite avec laquelle il était plus que compromis. S'il veut garder son poste de secrétaire général du P.C. d'I., il lui faut absolument liquider cette opposition qui, les pieds sur le terrain de la « troisième période » met en cause son opportunisme à lui. Il s'y attache donc.

Les choses se déroulent conformément à un scénario éprouvé et déjà mis en œuvre dans d'autres sections. On a dans un premier temps soigneusement confiné la discussion dans les organismes dirigeants, ne laissant rien filtrer dans le parti lui-même. Puis on alimente discrètement une campagne de calomnies contre les « trois » qui n'ont aucune possibilité de répondre, et, en même temps, on procède à leur éloignement graduel des responsabilités politiques qui étaient les leurs. *Lo Stato Operaio* n° 3 d'avril-mai publie deux articles polémiques contre leurs positions<sup>32</sup> sans qu'ils aient pu s'exprimer, même dans un bulletin intérieur. Ainsi prépare-t-on, sur la base d'informations unilatérales et souvent falsifiées, un climat d'intolérance qui assurera le succès de l'opération. Nous avons à ce sujet le témoignage de l'ancien maire de Reggio Emilia, Cesare Campioli, qui a participé à des réunions de cette période :

« En vérité, je ne connaissais pas les trois personnes objet de la discussion et je n'en avais même jamais entendu parler. Au fond, mon intervention avait trait à mon jugement sur la situation en Italie. Je n'avais jamais fait cela. Je m'y mis [...] mais je m'aperçus bien vite que j'allais à contre-courant et provoquais une vive réaction des présents. Les mots de « opportuniste » et « déviationniste » étaient lancés dans la salle [...] A [...] la suspension de séance, je m'aperçus que j'étais complètement isolé »<sup>33</sup>.

Le bruit qui circule avec le plus d'insistance tend à accréditer une explication déshonorante de l'opposition des trois : la vérité serait qu'ils ne veulent pas travailler en Italie, parce qu'ils ont peur, et qu'ils auraient cherché à le dissimuler sous des objections générales<sup>34</sup>. Cette accusation, en totale opposition avec le passé de courage et de dévouement sans réserve des trois hommes, leur porte évidemment préjudice.

On peut, dans ces conditions, imaginer leur état d'esprit pendant ces mois de sourde calomnie et comprendre comment cette situation les a déterminés à chercher, à partir du 18 avril, dans les colonnes de *La Vérité*<sup>35</sup>, cette possibilité de répliquer à la campagne de la direction qui leur était refusée dans le P.C. d'I. C'est en effet vainement qu'ils ont réclamé l'application de la décision du C.C. d'ouvrir la discussion dans le cadre de la préparation du congrès sur les questions qui sont l'objet du désaccord. Plus grave encore et plus durement ressenties sont les fausses informations. *Battaglie Sindacali* n° 3, d'avril 1930, annonce par exemple que Ravazzoli est exclu du comité directeur de la C.G.I.L. En fait, le comité directeur ne s'est pas réuni, mais la décision d'en exclure Ravazzoli a été prise par le B.P. et le C.C., confirmée ensuite par le B.P.<sup>36</sup> qui n'a aucune compétence pour prendre pareille décision. Le 19, Tresso, qui est membre du C.D. de la C.G.I.L. écrit à la direction de *Battaglie Sindacali* qu'il a été en contact quotidien avec le secrétaire confédéral, qu'il n'y a pas eu de réunion du comité directeur et qu'en réalité il est impossible que ce dernier ait décidé l'exclusion de Ravazzoli.

De tous les dirigeants du P.C. d'I., c'est Togliatti qui poursuit avec le plus de ténacité l'objectif de l'exclusion des « trois ». Au secrétariat de l'I.C., Grieco a proposé de leur confier des tâches dans les « organisations de masse » où ils ne pourraient « nuire », Internationale syndicale rouge, Secours rouge. Togliatti le combat : il ne faut leur donner aucune responsabilité et, surtout, il faut les disperser. Sans attendre la réponse de Grieco d'ailleurs, le C.E. du 28 avril avait relevé de toutes leurs fonctions dans le parti et le syndicat Leonetti comme Ravazzoli.

Il n'en est pas de même avec Tresso qui, pour l'instant, conserve son poste au C.C. et que Secchia est chargé de sonder, peut-être pour voir s'il pourrait être séparé des autres. Le secrétariat lui demande de condamner les publications et articles sur le P.C. d'I. parues dans la presse de l'Opposition de gauche française. Tresso répond le 17 mai :

« Je n'ai aucune position à prendre là-dessus. Je considère que ma position est liée aux interventions et à la position que mon parti assume face aux publications en questions »<sup>37</sup>.

Cette réponse sert de prétexte à la direction pour poser la question de l'appartenance de Tresso au C.C.

Le 5 juin, alors qu'il vient d'y avoir deux jours auparavant une réunion du secrétariat, un B.P. est convoqué. Togliatti y propose tout de go l'exclusion de Leonetti et de Ravazzoli. Il propose de poser à Tresso des conditions précises. Il semble qu'il songe à la méthode déjà utilisée à Moscou avec Zinoviev. On veut obtenir de Tresso la condamnation des articles parus dans *La Vérité* et un désaveu de l'activité des deux autres. Avec de telles déclarations,

on aurait de quoi empêcher que se poursuive une critique y compris extérieure au parti. C'est le refus des trois de souscrire à de telles déclarations qui déclenche le mécanisme d'exclusion décidé en principe par le C.C. du 5 juin 1930.

### Le zèle de Togliatti

L'attitude de Togliatti est évidemment commandée par les choix politiques qu'il a effectués en acceptant la ligne de la « troisième période ». Appliquer une ligne qui ne correspond pas à la situation réelle implique nécessairement l'étouffement de toute discussion et vie démocratique et la liquidation de l'opposition. Une discussion véritable aurait révélé la grogne des militants, le mauvais fonctionnement des structures et aurait mis en lumière tant l'opportunisme de Togliatti que ses « erreurs » de la troisième période. Que serait-il alors advenu de lui ?

En fait, le zèle de Togliatti et sa hâte à exclure les « trois » provoquent une certaine perplexité chez les dirigeants de Moscou eux-mêmes pourtant experts. Ils avaient souhaité rencontrer eux-mêmes les trois, éprouver eux-mêmes les possibilités alternatives et on n'avait pas exclu la possibilité de les faire capituler : on se souvenait de la résolution du présidium sur l'Italie, de la bonne volonté de Ravazzoli, de l'accord des autres. Le C.E. de l'I.C. propose une rencontre avec Togliatti et les opposants. Après la réponse négative de Togliatti, Grieco renouvelle l'invitation, proposant une rencontre « séparée » le 16 juillet : mais les trois sont déjà exclus. Togliatti, à la hâte, réunit un secrétariat élargi au B.P. qui juge « inadmissible et dommageable »<sup>38</sup> la proposition de l'I.C. Le 1<sup>er</sup> août, il écrit une lettre qui est une éclatante démonstration de ses préoccupations et de la précarité d'une victoire obtenue par manœuvres et procédés bureaucratiques :

« Peut-être (à Moscou) n'a-t-on pas conscience de la façon dont la bataille est désormais gagnée, totalement et à un point que l'on ne pouvait espérer. Dans notre cas, l'invitation à Moscou [...], outre qu'elle constitue un complet désaveu du C.C. du parti, ouvre de nouveau la lutte à l'intérieur du parti et le fait en faveur des trois, leur donne une nouvelle plateforme pour lutter contre nous. Je ne sais vraiment pas comment on a pu avoir une idée aussi puérile »<sup>39</sup>.

D'autres difficultés apparaissent cependant. Les vieux dirigeants communistes qui sont au bain sont encore fidèles à la tradition bolchevique de la discussion démocratique et du dépassement politique des divergences qu'ils ont expérimentées dans leurs rapports passés avec l'I.C. et, nonobstant leur isolement, la rareté et la minceur de leurs informations, ne peuvent pas être abusés aussi aisément que Togliatti l'espère.

Dans une lettre à la direction d'août 1930, Terracini<sup>40</sup>, après s'être plaint de son isolement, inchangé malgré des revendications précises et réitérées, comprend toute la différence entre les méthodes staliniennes de Togliatti et la méthode bolchevique qui avait été utilisée par Gramsci. Il écrit :

« De l'arrivée à la direction du parti du courant de l'*Ordine nuovo* à la fin 1926, il y avait eu un élément inspirateur et coordinateur dans le Centre, Antonio, qui nous

préparait séparément à maintenir une ligne de pensée commune, de sorte qu'on arrivait aux réunions du C.C. ayant déjà largement surmonté les contradictions possibles sur une résultante à laquelle nous adhérons tous ».

Ce n'est pas ainsi qu'a agi Togliatti :

« La rapidité avec laquelle on est arrivé des premières divergences aux mesures définitives, est stupéfiante. La question Bordiga, apparue en 1923 a été conclue personnellement en 1930. La question Tasca a duré de 1921 à 1929. Et personne ne pourra dire qu'on en a artificiellement pré-établi la conclusion : on a voulu au contraire que tous les éléments de ces deux questions soient éclairés sans équivoque devant tout le parti, avant d'en arriver à une solution d'organisation — et on a essayé aussi de voir s'il n'était pas possible de conserver au parti des forces qui pouvaient encore lui être utiles. Cette fois au contraire, en brûlant les étapes, en six mois on a liquidé tout un noyau, sinon de dirigeants, certainement de valeureux éléments révolutionnaires »<sup>41</sup>.

Les dirigeants communistes au bain montrent ainsi qu'ils ne sont pas sur la ligne du parti dans son application vulgaire de la ligne de l'I.C. Gramsci lui-même ne se trouve pas sur les positions de la direction, et ses idées, en particulier celles qui touchent à la phase démocratique après la chute du fascisme, ont des points communs avec celles de Trotsky.

Togliatti, de son côté, répond à Terracini le 12 septembre en redoublant ses calomnies contre les « trois », « chassés parce qu'alors qu'ils étaient encore dans le parti, ils ont conduit contre lui une campagne forcenée et honteuse de calomnies et de désagrégation, une campagne publique dans la presse trotskyste avec laquelle ils avaient passé un accord »<sup>42</sup>. Il ajoute que la base du parti « a réclamé l'expulsion ». La vérité est que le B.P. n'avait pas la preuve qu'ils étaient les auteurs des articles dans *La Vérité*, mais qu'ils furent exclus parce qu'ils ne les avaient pas condamnés.

Avant les « trois », peut-être, Togliatti avait en effet compris que la pierre de touche de la fidélité à Staline, c'est-à-dire la stabilité de l'emploi d'un dirigeant comme lui, se trouvait dans la lutte contre le « trotskysme ». Mais c'était précisément la raison pour laquelle ce fut dans « le trotskysme », c'est-à-dire les analyses de l'Opposition de gauche, que les trois allaient trouver la force de combattre un tournant suicidaire et néfaste et de s'engager dans le combat mondial pour le redressement de l'Internationale<sup>43</sup>.

## NOTES

1. Angelo *Tasca* (1892-1960), membre de la Jeunesse socialiste en 1909, puis du P.S.I., rejoint le P.C.I. dès 1921. Représentant de la « droite » du parti, membre de sa direction et représentant du P.C.I. à l'Exécutif de l'I.C., il prend parti pour Boukharine contre Staline. Exclu du P.C.I. en 1929, il rejoint la S.F.I.O. en 1933, puis le P.S.I. en 1935.
2. *Annali Feltrinelli*, Feltrinelli, Milano, p. 941.
3. « Il X<sup>e</sup> plenum, il dibattito alla commissione italiana », in *Studi storici*, n° 1, 1971, pp. 145-170, in Renzo de Felice, *Fascismo, democrazia, fronte popolare*, De Donato, Bari, 1973, p. 206.
4. *Ibidem*, p. 212.
5. *Ibidem*, p. 209.
6. *Ibidem*, p. 210.

7. Ruggero *Grieco* (1893-1955), membre du C.C. du P.C.I. dès 1921, très proche de Bordiga, il se rallie ensuite à Gramsci et devient membre du B.P. en 1926. Représente le P.C.I. à Moscou jusqu'en août 1930.
8. « Il X<sup>e</sup> plenum... », *op. cit.*, p. 216.
9. Giuseppe *Di Vittorio* (1892-1957), syndicaliste révolutionnaire, puis membre de la fraction de Serrati dans le P.S.I., rejoint le P.C.I. en 1924. Représentant du parti auprès du parti auprès de l'Internationale paysanne de 1928 à 1930.
10. *Ibidem.*
11. Stepanov était le pseudonyme de Stojan *Minev* (1893-1933?), un Bulgare, ancien organisateur des Jeunesses, membre repenté de l'Opposition de gauche.
12. « Il X<sup>e</sup> plenum... », *op. cit.*, p. 231.
13. *Ibidem.*, p. 215.
14. Luigi *Longo* (1900-1980), dirigeant de la Jeunesse socialiste, puis de la Jeunesse communiste. D'abord bordiguiste, rejoint Gramsci en 1925. Coopté en avril 1927 au C.C., au B.P. et au Secrétariat du P.C.I.
15. Amadeo *Bordiga* (1889-1970), dirigeant de la fraction intransigeante du P.S.I., fondateur du P.C.I. Battu par Gramsci au congrès de Lyon en 1926. Exclu du P.C.I. en mars 1930. Se retire de la politique jusqu'en 1943, après quoi il collabore avec différents groupes qui s'inspirent de ses positions.
16. Anna Feltrinelli, *L'azione svolta dal P.C.I. durante il fascismo, 1926-1936*, Milano, 1966, p. 238.
17. Alfonso *Leonetti* (1895-1984), socialiste internationaliste en 1913, collaborateur de Gramsci à l'*Ordine nuovo*, élu au C.C. du P.C.I. en 1926 au congrès de Lyon, dirigeant clandestin en Italie jusqu'en 1928 où le « centre » illégal du P.C.I. est transféré à Paris. Paolo *Ravazzoli* (1894-1940), ouvrier, proche de Bordiga en 1919, adhère au P.C.I. à sa fondation. Rejoint Gramsci en 1925, et est élu au C.C. au congrès de Lyon en 1926. Chargé du travail syndical clandestin, combat la politique du « social-fascisme » dès 1928.
18. Annali Feltrinelli, *L'azione svolta...*, *op. cit.*, p. 242.
19. *Ibidem.*, p. 241.
20. *Ibidem.*
21. Camilla Ravera, *Diario di trent'anni*, Editori Riuniti, Roma, 1973, p. 451.
22. Michele Salerno, *L'opposizione nel P.C.d'I. alla svolta del 1930*, Ed. del Gallo, Milano, 1966, p. 129.
23. *Ibidem.*, p. 76.
24. Pietro *Secchia* (1903-1973), ouvrier, adhère à la Jeunesse socialiste en 1919, puis au P.C.I. en 1921 à Livourne. Dirigeant de la J.C., membre en 1928 du C.C. et du B.P. du P.C.I.
25. M. Salerno, *op. cit.*, p. 58.
26. Camilla Ravera (née en 1889), enseignante, adhère au P.S.I. en 1918, rejoint le groupe de l'*Ordine nuovo*, puis le P.C.I. en 1921. Elue au C.C. en 1926, puis membre du secrétariat.
27. *Federazione della gioventù comunista.*
28. M. Salerno, *op. cit.*, p. 56.
29. *Ibidem.*, p. 60.
30. Ignazio *Silone* (1900-1978), écrivain-journaliste, de son vrai nom Secondino Tranquilli, socialiste dès 1915, passe au P.C.I. à Livourne, et devient dirigeant de la Jeunesse communiste. Membre du B.P. en 1927, s'oppose dès le début au « tournant » de 1930. Exclu en 1930.
31. Teresa *Recchia* (1894-1935) ouvrière, élue au C.C. au congrès de Lyon en 1926. Exclue en 1930.
32. Il s'agit de : « *La lotta contro l'opportunismo nella attuale situazione italiana* » et « *Reclutamento, lavoro di massa e sciopero politico di massa* ».
33. Cesare Campioli, *Cronache di lotta*, Guanda, 1965, pp. 66-67.
34. Voir Paolo Spriano, *Storia del partito comunista italiano*, Einaudi, Torino, 1976, vol. 2, p. 251.
35. Le 18 avril 1930, paraît dans *La Vérité* un article intitulé « Grave crise du P.C.I. » ; Trois autres articles signés Akros (Leonetti) paraissent dans les numéros 35, 37 et 38 des 25 avril, le 16 mai et 30 mai 1930.
36. *Archivio partito comunista* (A.P.C.) 837/3.
37. A.P.C., 851/3.

38. A.P.C., 837/4.
39. A.P.C., 851/2, lettre du 7 juillet 1930.
40. Umberto *Terracini*, (1895-1985), fondateur avec Gramsci de l'*Ordine nuovo*, proche de Bordiga en 1920, élu au C.C. et au C.E. du P.C.I. à Livourne, délégué au troisième congrès de l'I.C. et représentant du P.C.I. à l'Exécutif de l'I.C. en 1923, il abandonne Bordiga pour Gramsci en 1924. Condamné à vingt-deux ans de prison en 1928.
41. A.P.C., 850/52-59.
42. A.P.C., 880.
43. De l'exclusion des « trois » devait naître la Nouvelle opposition italienne (N.O.I.), fraction du P.C.I., section italienne de l'opposition de gauche internationale. L'adjectif « nouvelle » servait à différencier la N.O.I. de l'« ancienne » opposition de gauche du P.C.I. : la Fraction de gauche bordiguiste née en 1928 à Pantin. A partir d'avril 1931, la N.O.I. publie son propre organe de presse : le *Bollettino della N.O.I.*, imprimé à Paris.

Giancarlo Telloi

## Alfonso Leonetti dans le Secrétariat international de l'Opposition de gauche et de la Ligue communiste internationaliste

### I. LE SECRÉTARIAT DE L'OPPOSITION

« 1. L'augmentation des liens internationaux et de nos tâches exige une organisation centrale plus régulière, sous la forme d'un secrétariat administratif qui accomplisse sous la direction du Bureau international [...] tout le travail courant d'information des sections nationales, des liens entre elles, de correspondance, de discussion de questions nouvelles, d'échanges d'expériences, d'envoi de lettres, de circulaires et autres matériels, d'édition du *Bulletin International*, de recherche des moyens financiers nécessaires, etc.

2. Le secrétariat administratif compte trois membres : Naville, Mill, Souzo. Ces trois camarades agissent collectivement, se divisent le travail et prennent collectivement la responsabilité du travail accompli... »<sup>1</sup>.

Le secrétariat administratif, plus communément appelé Secrétariat International (S.I.), est constitué dans l'été 1930 à l'occasion de la rencontre de Prinkipo au cours de laquelle Léon Trotsky réussit à servir de médiateur entre Raymond Molinier et Alfred Rosmer à Paris. Il aura la tâche de sauvegarder l'unité au sein des groupes bolchevik-léninistes, constamment secoués de crises intestines.

Les militants appelés à faire partie du Secrétariat se situent dans des groupes opposés : Naville est le représentant du groupe d'intellectuels liés à la revue *Clarté*, liés aussi à Alfred Rosmer, tandis que Mill est un militant de « l'aile marxiste », le noyau qui est en train de prendre le contrôle de l'organisation d'opposition française. Le troisième membre du secrétariat est un homme nouveau dans le milieu des bolchevik-léninistes ; dirigeant du Parti communiste d'Italie depuis sa fondation, journaliste et directeur de *L'unità* en 1924, membre du comité central et du bureau politique du P.C. d'I. jusqu'au début de 1930, Souzo (le pseudonyme remplace à cette occasion celui, trop connu, de Feroci) est en fait un des protagonistes de la dernière lutte interne qui a désagrégé le groupe dirigeant communiste italien : Alfonso Leonetti.

Chassé du parti pour son opposition aux mots d'ordre de la « troisième période » et du « social-fascisme », il a eu jusqu'au début de 1930 des liens faibles avec la gauche communiste ; les convergences passées avec elle remontent en fait à la période de la formation de sa conscience politique, quand il militait dans la fraction « intransigeante rigide » du Parti socialiste italien, et se sont traduites dans quelques articles publiés à certaines occasions par Amadeo Bordiga dans *Il Socialista* et *Prometeo*, les journaux de la gauche à Naples au début des années vingt<sup>2</sup>.

Le rapprochement avec Trotsky est toutefois devenu naturel pour Leonetti au moment où les différents partis communistes et le Comintern, dans le but d'appuyer la prise du pouvoir en U.R.S.S. par Staline et l'expulsion de Boukharine de l'appareil, ont adopté des positions dans lesquelles on renie toute position de front unique en proclamant que la ligne communiste est inconciliable avec la ligne social-démocrate, considérée comme la plus insidieuse et dangereuse infiltration capitaliste au sein du mouvement ouvrier. De telles formulations ont empêché la recherche d'alliances par le prolétariat, pour conduire à la théorie « classe contre classe ».

Les motivations qui poussent Leonetti, gramscien convaincu, et ses camarades, Tresso et Ravazzoli, dans la bataille contre le « tournant », à adhérer à l'Opposition de gauche internationale sont évidentes. Ils fondent leur organisation, la Nouvelle opposition italienne, qui devient section nationale de l'Opposition de gauche. La décision, par ailleurs assez naturelle pour Tresso (depuis toujours sur des positions de gauche au sein du parti), est prise par les deux autres opposants pour des raisons soigneusement méditées. La lutte contre le nouveau groupe dirigeant du P.C.I. ne peut-être poursuivie qu'en s'appuyant sur une organisation qui, défendant les principes bolcheviques, conteste globalement l'évolution bureaucratique aux sommets de l'Internationale et des différents partis. Trotsky représente, de ce point de vue, la continuité du communisme révolutionnaire, de la pensée léniniste, de la victoire d'Octobre ; le choix d'un tel allié paraît une sûre garantie de fidélité aux principes aux yeux des ouvriers révolutionnaires italiens parmi lesquels les opposants veulent recruter leurs militants. Leonetti, en ce qui le concerne, nourrit ensuite depuis longtemps une grande perplexité à l'égard de l'évolution de la politique du Comintern : déjà en octobre 1928, à l'occasion d'une session du C.C. du P.C. d'I. à Basilea, il a avancé de sérieux doutes sur le programme élaboré au VI<sup>e</sup> congrès de l'I.C.<sup>3</sup>

En ce qui concerne la lutte de l'Internationale contre les positions de Trotsky, Leonetti s'est, du reste, prononcé dès juin 1927 en préconisant d'éviter des excommunications qui ne soient pas accompagnées de la connaissance réelle des situations concrètes et des orientations politiques avancées : il « demande, en règle générale, que soit fourni à tous les membres du B.P. le matériel documentaire et d'information nécessaire à une connaissance complète des questions internationales. Il croit que la connaissance totale des documents de l'opposition du P.C.R. est indispensable pour discuter et porter un jugement sérieux sur les plus gros problèmes »<sup>4</sup>.

La décision d'entrer dans l'Opposition de gauche est donc motivée politiquement et ne démontre pas une prétendue démoralisation du groupe fon-

dateur de la N.O.I. C'est « le besoin de se lier à une force existante pour continuer de l'extérieur une lutte de positions qui leur est interdite dans le Parti »<sup>5</sup> qui pousse « les trois » à contacter Rosmer en avril 1930 et à envoyer à Prinkipo la lettre qui pose les bases de la collaboration avec Trotsky.

Pour revenir à la naissance du Secrétariat international, Leonetti est inséré dans le nouvel organisme avec des tâches de médiation évidentes ; Trotsky lui-même, dans une lettre à Souza du 15 décembre 1930, parle de la nécessité d'utiliser aux sommets de l'Opposition de gauche des camarades de la N.O.I. pour leur expérience et leur esprit internationaliste, mais surtout parce que leur qualité d'émigrés, qui ne sont liés à aucun des groupes déjà constitués dans la Ligue française, leur permettra de dédramatiser les *querelles\** internes, ce qui sera positif pour le développement du mouvement.

Une autre source, du reste extrêmement critique à l'égard de la naissance du Secrétariat et, surtout, de l'insertion de Leonetti en son sein, formule un jugement similaire. La Fraction de gauche du P.C. d'I., le groupe dirigé à Bruxelles par Ottorino Perrone, qui se réclame des positions de Bordiga, considère dans une lettre circulaire de sa commission exécutive, rédigée au début de 1931 : « A la fin du mois d'octobre, la Fraction recevait une circulaire communiquant qu'à la suite d'une conversation avec le camarade L.D., on avait décidé de constituer le Secrétariat administratif... Des informations postérieures que nous avons reçues ces jours-ci démontrent que la constitution du Secrétariat administratif ne correspondait pas en fait aux nécessités de travail technique qui ont été avancées, mais répondait bien aux intérêts de la lutte politique à l'intérieur de l'opposition, et était également le résultat d'un compromis provisoire entre les deux groupes de l'opposition française elle-même »<sup>6</sup>.

Un fait émerge avec une clarté sans équivoque : l'adhésion d'Alfonso Leonetti à l'Opposition de gauche et son insertion dans le S.I. sont des opérations conduites pour légitimer tant tactiquement que stratégiquement le choix d'une ligne politique anti-sectaire, ouverte au rapprochement. Cela semble être la raison profonde, et du rapprochement des « trois » de la gauche, et en même temps de la décision de Trotsky de parvenir dans de brefs délais à une unification des courants qui se réclament de lui, en dépassant les résistances et dissensions internes par une opération de médiation conduite à travers des regroupements toujours plus larges.

La contribution de Souza à ce sujet est systématique dès la première réunion du Secrétariat, le 1<sup>er</sup> décembre 1930. Ses interventions visent en fait d'un côté à faire idéologiquement la clarté sur les thèmes discutés, et à reconduire à l'unité, à recomposer en action politique commune la confrontation constante qui oppose Mill et Naville. En examinant ensuite dans le détail le procès-verbal de la réunion, on trouve un jugement de Leonetti sur la direction de l'économie soviétique qui indique les limites de sa critique de l'U.R.S.S. et de Staline : « Qu'est-il en effet arrivé dans l'Etat soviétique ? L'Etat soviétique, au lieu d'être toujours plus possédé par la classe ouvrière, s'est éloigné de la classe ouvrière. La bureaucratie, les techniciens, les spécialistes, ce sont eux qui se sont emparés des principaux leviers de l'économie. [...] Comment au contraire le socialisme se réalise-t-il ? Avec la plus large par-

icipation de la classe ouvrière aux soviets, aux organismes de l'économie [...] Staline a donné aux seuls techniciens tout le pouvoir. La classe ouvrière ne participe plus à la gestion, elle en est éloignée. Et, avec le système du contrôle, on n'a fait qu'élargir la sphère de domination de la bureaucratie »<sup>7</sup>.

Leonetti relie à cette analyse une proposition qui atteste que, pour lui, la critique de l'Union soviétique et de l'Internationale a pour seul but de soustraire à l'hégémonie stalinienne des institutions prolétariennes considérées comme récupérables pour une politique révolutionnaire correcte. Il faut rappeler que la lutte de l'Opposition tend à « redresser » le Comintern et l'Etat ouvrier russe dans le tissu duquel Thermidor n'a pas encore produit — selon le jugement de Trotsky — des dégâts irrémédiables. Leonetti annonce à ce propos au nom de la N.O.I., dans la réunion du Secrétariat du 1<sup>er</sup> décembre, l'intention d'entreprendre une campagne internationale pour la réadmission dans l'Internationale des militants qui adhèrent à l'Opposition ; il est à son avis nécessaire de réclamer officiellement la réintégration en se fondant sur la considération que la politique de la « troisième période » montre désormais, probablement aux yeux des dirigeants stalinistes également, toute son insuffisance, et son caractère fondamentalement erroné. La rentrée dans les rangs est en outre imposée par la nécessité que tous les communistes fassent le carré autour de l'Etat soviétique pour appuyer la lutte de l'Opposition russe, qui a été revitalisée par l'œuvre de Rakovsky et dont se sont rapprochés quelques centaines de zinovévistes qui avaient précédemment capitulé devant Staline.

Cette démarche est extrêmement significative ; elle montre d'un côté quels liens, y compris de caractère émotif, lient encore les militants communistes à l'Etat prolétarien et met en évidence, comme on l'a déjà souligné, la préoccupation de la gauche de ne pas confondre la lutte contre Staline avec l'abandon définitif de l'Internationale et du principe de la défense de l'U.R.S.S.

La fonction médiatrice de Leonetti au sein du Secrétariat, peut être notée dans son attitude à la réunion du S.I. du 14 décembre. A l'intérieur de la Ligue, le conflit est à son apogée entre le groupe autour de la direction de *La Vérité* et le groupe Molinier qui vient de prendre le contrôle de l'organisation parisienne. Les deux groupements s'accusent mutuellement de fractionnisme en prenant comme prétexte des positions différentes sur la politique syndicale, sur l'insuffisance de la préparation de la première conférence de l'Opposition, et sur l'application incorrecte de l'accord de Prinkipo au sujet du fonctionnement des organismes de direction du mouvement trotskyste. Parmi tant de difficultés l'esprit de l'intervention de Souza, conforme aux recommandations de Trotsky lui-même dans sa lettre déjà citée du 15 décembre, vise à rechercher une base unitaire de discussion pour transformer la lutte interne de *querelles\** personnelles en un débat politique conduit avec la plus grande clarté dans le but de dépasser les divergences et de faire progresser l'ensemble de l'organisation : « Je pense qu'il faut choisir un autre terrain de discussion. Abandonner les questions personnelles et ne voir que les problèmes politiques qui se posent à la section française. [...] La crise dans la région parisienne réside dans la composition sociale (de l'organisation). On parle de corruptions intellectuelles à propos de Pierre [Naville] mais qu'y a-t-il

d'autre ? La totalité des membres [...] est constituée d'employés, d'intellectuels [...]. Certains ne sont pas venus à la Ligue parce qu'ils ont lutté pour un point de vue déterminé dans le Parti ; mais il y a des camarades qui ont quitté le Parti d'eux-mêmes parce qu'ils étaient fatigués. [...] Il ne faut donc pas s'étonner qu'un tel malaise remonte à la surface. Il n'y a qu'un moyen pour le combattre : mettre de côté les questions personnelles ; éclaircir les questions politiques sur chaque point, faire la plus grande clarté. Il ne faut pas parler de scission. [...] Nous devons consolider la Ligue française dans l'esprit de l'unité »<sup>8</sup>.

L'attitude de Leonetti ne suffit pourtant pas à réinstaller un climat de collaboration parmi les trotskystes parisiens ; en réalité des questions d'alliances entre les divers groupes menacent également la solidité de l'Opposition. Tandis que les membres de la rédaction de *La Vérité* ont des contacts avec les syndicalistes de la C.G.T.U. qui se regroupent autour de Gourget et avec certains militants du cercle archi-marxiste qui deviendra plus tard la section grecque de l'O.G.I., le groupe Molinier privilégie le dialogue avec la Fraction de gauche italienne dirigée par Ottorino Perrone. L'Opposition entière se trouve ensuite à cette période aux prises avec la crise qui secoue les bolchevik-léninistes allemands, et dresse Kurt Landau contre Trotsky.

Leonetti lui-même ne tardera pas à entrer dans les controverses à cause des accusations à l'égard de la personnalité de Raymond Molinier et dans le but de combattre l'éloignement progressif de la N.O.I. de Pietro Tresso qui pose les premières difficultés pour maintenir la cohésion au sein même de la poignée de militants qui s'étaient opposés au « tournant » de 1930. Afin de repousser les attaques conduites par l'« aile marxiste » de la Ligue, dans laquelle Blasco milite désormais contre la Nouvelle opposition, Souzo se trouvera prendre parti toujours plus ouvertement pour Rosmer et Naville.

Il faut noter ici que la modification de la composition du S.I., accomplie en quelques semaines, indique combien l'objectif politique fixé à cet organisme a changé depuis la date de sa constitution : dans les premiers mois de 1931, après avoir conquis la direction du groupe bolchevik-léniniste parisien, Molinier obtient la démission de Naville du S.I. où Pierre Frank le remplace ; l'organisme, d'instrument de liaison entre les sections et de médiation des conflits, se transforme en un instrument d'appui à-critique des positions de l'« aile marxiste » et de ses alliés, le groupe juif et la Fraction de gauche italienne. Tandis que Trotsky lui-même descend dans l'arène pour accuser Leonetti de « navillisme », il ne reste à ce dernier qu'à assumer, sinon la défense d'office des intellectuels, en tout cas une position critique face au « nullisme politique » dont le groupe Molinier fait preuve selon lui en dirigeant la Ligue ; les erreurs commises en matière de politique syndicale dans les premiers mois de 1931 sont du reste très graves et montrent la criante impréparation théorique qui expose l'organisation à l'attaque croisée des communistes officiels et des forces social-démocrates, avec pour résultat des scissions funestes pour les faibles forces contrôlées par les bolchevik-léninistes. La voix de Souzo reste d'ailleurs la seule voix discordante face à la majorité, et sa critique, même si elle est improductive, tend à devenir constante. Dans les réunions du Secrétariat des 7 et 14 avril, il marque ainsi définitivement son

désaccord : « Le camarade Souzo trouve que cette C.E. [commission exécutive] ne peut exister, elle n'est pas viable ; elle est en proie à un vice d'origine ; aucun replâtrage ne pourra y remédier ; un changement complet est nécessaire » ; « la situation de la Ligue devient très confuse. La direction manque de fermeté dans son activité »<sup>9</sup>.

L'attitude de Leonetti, qui l'isole au sein du Secrétariat, ne manque pas de poser des problèmes à la N.O.I. dans son ensemble : l'opposition à l'égard du groupe hégémonique au sein de l'organisation trotskyste intègre en fait le surgissement d'une *querelle\** intestine entre « les trois ». Nous avons déjà noté que Blasco a de fait abandonné ses camarades de la lutte anti-stalinienne conduite au sein du P.C. d'I. l'année précédente ; attiré par la personnalité de Raymond Molinier et fidèle à l'intransigeance propre à sa formation culturelle et politique, Tresso est entré dans la nouvelle commission exécutive de la Ligue et polémique durement contre la N.O.I. et les initiatives qu'elle patronne, en particulier la naissance d'un *Bollettino* de l'organisation.

Les termes du désaccord sont éclaircis par Leonetti au cours d'une réunion dans laquelle le S.I. s'occupe de cette question, le 3 mars 1931. La N.O.I. demande que le Secrétariat se prononce sur l'attitude du camarade Blasco, qui a quitté la direction de sa section nationale et ne se soumet plus à la discipline du groupe après être entré dans la Ligue française. Les dessous de l'affaire semblent suffisamment clairs : l'élection de Tresso à la C.E. de la Ligue est une provocation face aux autres militants italiens et en particulier Leonetti, considéré comme le porte-parole du bloc Naville-Gourget<sup>10</sup> ; pour cette raison le conflit entre la N.O.I. et Blasco ne sera pas réglé à cette occasion, mais explosera à nouveau les années suivantes, chaque fois que la tension entre les bolchevik-léninistes français et Souzo se radicalisera.

De grosses difficultés créées par la Fraction bordiguiste s'accroissent du reste à cette période sur le S.I. et sur Leonetti. La Fraction voit en fait dans l'organisme fondé à Prinkipo l'année précédente l'instrument avec lequel Trotsky entend conduire l'offensive contre les groupes qui n'acceptent pas inconditionnellement son orientation. Perrone parle à ce sujet d'un travail de « délimitation idéologique » que Trotsky entend accomplir en utilisant la nouvelle structure (qui, relève-t-il, n'a été voulue par aucune conférence internationale), pour défaire en premier lieu l'opposition de Landau. Dans ce contexte, la présence dans le S.I. d'un représentant de la N.O.I., un ex-centriste qui à la veille de son exclusion du P.C. d'I. a voté pour l'expulsion du parti d'Amadeo Bordiga, semble impliquer une manœuvre y compris au détriment de la Fraction ; la Nouvelle opposition est alors la force à opposer au sectarisme et au « communisme national » que Trotsky reproche à la Fraction depuis sa lettre du 22 avril 1930.

La lutte se fait toujours plus dure pour Leonetti : après la sortie de Naville du Secrétariat, il subit une véritable levée de boucliers promue par la Ligue française (et directement par Tresso) à qui se lient les bordiguistes : le but est de réduire à l'impuissance la seule voix de désaccord qui se lève encore dans le S.I.

La multiplication des oppositions internes et des crises récurrentes dans lesquelles se débat l'Opposition paralyse l'organisation ; seul le Secrétariat

développe une activité politique, surtout vers l'Espagne où la situation paraît évoluer dans un sens révolutionnaire : la tentative de financer la sortie d'un journal de l'Opposition, la publication de l'opuscule de Trotsky *La révolution espagnole et les dangers qui la menacent*, le voyage de Mill à Madrid pour examiner *de visu* la réalité en ferment dans la société ibérique constituent autant de preuves de l'attention avec laquelle est suivi le cours politique après la chute de Primo de Rivera. Leonetti est personnellement très engagé dans l'analyse de cette évolution y compris en rapport avec la direction du mouvement ouvrier ; si, en fait, le parti communiste n'a pas — comme cela semble réellement se passer en Espagne — les forces et la capacité d'assumer la direction du prolétariat en mouvement, ce sera l'Opposition qui devra assumer cette tâche. Souzo déclare à ce propos : « Si le Parti a failli, nous devons être nous-mêmes le Parti. [...] L'Espagne est une école pour tous. [...] On crée le P.C. dans l'action »<sup>11</sup>.

L'ardeur avec laquelle les développements de la situation espagnole sont étudiés, et qui est aussi démontrée à l'occasion du débat sur Landau, est l'indice d'une période de moindres difficultés internes pour l'organisation trotskyste parisienne : en effet, en avril et mai, les minorités dirigées par Le Pape et Gourget ont abandonné la Ligue, laissant le champ libre à l'« aile marxiste ». Dans cette situation, Leonetti aussi s'engage avec une plus grande assiduité dans l'organisation de la N.O.I. Le *Bollettino* est sorti en mai, le livre de Trotsky sur l'Espagne est traduit en italien et imprimé, les initiatives pour augmenter le nombre d'adhérents au groupe de l'opposition italienne s'intensifient. Fatalement toutes ces activités sont cependant destinées à faire exploser à nouveau le désaccord, en réalité toujours vivace, entre la N.O.I et la Fraction. Trotsky lui-même formule du reste à ce moment son jugement définitif sur ce groupe. Dans une lettre à Mill le 10 juin 1931, il affirme : « J'ai l'impression que la Nouvelle opposition italienne a une attitude trop douce, trop attentiste face aux bordiguistes. [...] J'ai l'impression que la nature de ce dernier groupe est désormais absolument claire : c'est la culture du plus dur sectarisme hermétiquement fermé sur l'extérieur et désormais assez aigri par une atmosphère suffocante »<sup>12</sup>. Trop de divergences séparent désormais les bordiguistes de l'orientation de Trotsky et de ses collaborateurs : de la tactique face aux révolutions chinoise et espagnole à l'adoption du front unique, à l'attitude à prendre à l'égard des mots d'ordre démocratiques. La lutte contre la Fraction doit donc être conduite avec la plus grande décision ; c'est ce que fera Leonetti au cours de l'été en publiant dans le *Bollettino* de la N.O.I. l'article : « Nous et la fraction de gauche bordiguiste ».

Parallèlement au début du débat avec le groupe de Perrone, Leonetti prend au sein du Secrétariat une position que l'on pourrait définir comme une extrême ouverture sur le problème des alliances de classes ; parlant de l'évolution de la situation espagnole où la *Federación* catalane et l'*Agrupación* de Madrid ont convoqué une conférence pour l'unification de toutes les forces communistes indépendantes, il affirme au Secrétariat, contre l'avis de Frank, qu'on ne peut être opposé à une telle initiative ; le problème n'est pas en fait celui de l'« entrisme », mais plutôt de construire une véritable et solide orga-

nisation ; dans ce cas la collaboration avec d'autres groupes deviendra non seulement possible mais hautement profitable.

La lutte entreprise contre la Fraction bordiguiste, l'attitude critique face aux positions de l'« aile marxiste » sur les alliances en Espagne, l'approche d'une conférence de l'organisation trotskyste française au cours de laquelle le groupe Molinier voudrait définitivement se débarrasser des intellectuels restés dans la Ligue, sont quelques unes des causes de la reprise déchaînée de la lutte contre Leonetti et la N.O.I. à l'intérieur du S.I. Entre juillet et août le conflit parvient à son sommet et, symptomatiquement, le « cas Blasco », resté sans solution depuis mars, explose à nouveau avec force. C'est Souzo lui-même qui reprend la lutte contre Tresso ; en vérité il cherche à répéter au sein du S.I. combien on entend, à travers l'attitude de Tresso, désormais membre depuis longtemps de la C.E. de la Ligue, attaquer les rapports entre les deux sections de l'Opposition. Il affirme : « Le cas de Blasco qui est en désaccord avec toute la section nationale (la N.O.I.) et qui, pour fuir la discipline de sa section, se réfugie dans une autre section (la Ligue française), est intolérable. Il faut établir des rapports normaux entre les sections. [...] Nous, en tant que Parti Communiste italien et, comme exclus, en tant que N.O.I., nous sommes des émigrés politiques et nous constituons la direction du travail communiste en Italie, direction qui, pour des raisons de force majeure, se trouve à l'extérieur. Le cas Blasco et le bloc Molinier-Blasco est contraire aux principes communistes ; il entrave le développement du travail de la N.O.I., section de l'Opposition de gauche internationale »<sup>13</sup>. De fait le « bloc contre nature » qui se profile entre la C.E. de la Ligue et le courant bordiguiste contre la Nouvelle opposition paraît prévaloir, de la même manière que le groupe Molinier triomphe dans l'organisation parisienne. Leonetti, dégoûté par l'atmosphère qui envahit le milieu de l'Opposition et le S.I., présente sa démission du Secrétariat à Trotsky dans une lettre du 10 août 1931. Trotsky répond le 23 octobre ; à son avis la dénonciation de la Ligue par Leonetti dans la note qu'il lui a envoyée n'est qu'une nouvelle manifestation du « navillisme » dont Souzo a déjà fait preuve en diverses occasions. La démission de Leonetti serait une erreur identique à celle, passée, de Rosmer et ne provoquerait qu'une nouvelle difficulté pour le Secrétariat dont le prestige sur le terrain international ne s'est pas encore affirmé avec l'autorité nécessaire<sup>14</sup>.

Leonetti d'ailleurs abandonne bien vite l'idée de se démettre ; les possibilités de lutte victorieuse contre la C.E. de la Ligue française et la Fraction bordiguiste paraissent en fait s'amplifier à l'improviste : tandis que Mill rompt avec Molinier en raison de l'hostilité croissante du groupe juif à l'égard du dirigeant français, une crise frappe l'organisation bordiguiste dans laquelle de nombreux militants entrent en conflit avec la direction, et il semble en conséquence que se profile l'éventualité d'un recrutement consistant de nouveaux cadres à la N.O.I. En fait, seul Nicola di Bartolomeo dit Fosco, exclu de la Fraction, rejoint la Nouvelle opposition ; la situation s'est de toute façon mise en mouvement et, tandis que Leonetti n'est plus isolé dans le S.I., en raison des convergences avec Mill et Myrto (représentant du groupe archi-marxiste grec, coopté dans l'organisme), on arrive à la convocation de la

première conférence nationale de l'Opposition de gauche française à un moment de difficultés imprévues pour le groupe dirigeant de la Ligue.

La réunion, tenue à Paris au début octobre 1931, au lieu d'atténuer les divergences qui ont divisé les trotskystes au cours de la dernière année, contribue à rendre le travail impossible pour le S.I. lui-même. « La première erreur de la conférence française a été de ne pas avoir discuté politiquement »<sup>15</sup> affirme Leonetti en commentant le résultat de la rencontre à peine terminée. Les bordiguistes, présents à la conférence, n'ont pas manqué de souligner leur méfiance vis à vis du Secrétariat administratif, arrivant à proposer sa dissolution. Même si cet avis n'a pas obtenu d'adhésion au cours de la réunion, c'est la fragmentation même des positions soutenues, l'hostilité générale de « tous contre tous », qui met désormais à l'ordre du jour l'éventualité de la dissolution du S.I. Les premiers pas inconscients dans cette direction sont faits précisément au cours de la conférence dans le but d'accroître l'activité de l'organisme de liaison : il est en fait décidé de créer un centre détaché à Berlin dans lequel travailleront Roman Well et le fils de Trotsky, Léon Sedov.

Les possibilités d'une intensification de l'action du S.I. sont cependant réajustées pendant les deux derniers mois de 1931 à cause de l'opposition qui divise désormais la majorité de ses composantes (Leonetti, Mill et Myrtos) et la direction de la Ligue maintenue par Molinier même après la conférence d'octobre. Le rapport avec Trotsky provoque l'amertume continue des militants les plus critiques à l'égard de l'« aile marxiste » ; le transfert du Secrétariat à Berlin, à la fin de 1931, officiellement pour rapprocher le centre de l'organisation de la difficile situation allemande, est réalisée selon eux pour soustraire les sections nationales de l'Opposition à l'influence d'un organisme qui se révèle désormais être opposé à la direction de la Ligue française.

Dans une lettre envoyée à Leonetti le 29 décembre, Trotsky met du reste en évidence la méfiance qu'il nourrit à l'égard de la majorité du S.I. et, après avoir prononcé un jugement cinglant sur Mill et Myrtos, réprimande « Souza qui ne se rallie pas à l'action de sabotage de Mill, mais qui la tolère. [...] Si le Secrétariat n'est pas même capable de se sauver lui-même, il faut alors que les sections interviennent directement »<sup>16</sup>.

La réponse de Leonetti à ces accusations a déjà été donnée depuis le 4 novembre dans une lettre envoyée à Prinkipo : « Vous nous avez enseigné qu'il y a deux méthodes pour liquider les divergences au sein d'une organisation communiste : la manière « administrative », mécanique, c'est-à-dire staliniste, qui consiste à éliminer l'opposition au moyen de majorités précaires ; et la méthode bolchevique-léniniste, qui consiste à toujours battre l'opposition à travers la clarté politique avec l'arme de la discussion. [...] Les luttes internes de la Ligue nous ont obligés à souvent adopter des positions opposées à celles de la direction de Molinier. Mais, pour autant que je sache, on n'a jamais cherché à se servir de l'autorité du S.I. dans les questions de la Ligue »<sup>17</sup>. Ces phrases paraissent accuser Trotsky de se rendre complice des mesquineries de l'équivoque militant français.

Le S.I. est donc déplacé à Berlin où il tiendra sa première réunion le 7 février 1932. Leonetti abandonne provisoirement la tête du mouvement bolchevique-léniniste pour se dédier, avec plus de constance que les mois pré-

cédents, à la N.O.I. afin d'élaborer, sur la base de la clarté politique et de la souplesse, un programme d'action d'ensemble qui soit en même temps adéquat pour soutenir la polémique contre le centre bureaucratique du P.C. d'I. et contre les adversaires de la Fraction bordiguiste. Un tel programme, relié dans ses lignes fondamentales aux indications fournies par Trotsky, se fondera sur les exigences immédiates des masses pour conduire le prolétariat à la lutte, d'abord pour la conquête des objectifs partiels (libertés fondamentales, régime politique démocratique représentatif) et ensuite pour l'instauration de sa propre dictature de classe.

## II. LA CONSTITUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

L'année 1932 représente une période d'interruption tant dans la vie politique et personnelle d'Alfonso Leonetti qu'en ce qui concerne l'activité de l'organisation bolchevique-léniniste tout entière. En effet on peut noter au cours de l'année une certaine rémission dans les différentes *querelles\** internes et un approfondissement parallèle du travail d'élaboration idéologique et de délimitation des espaces politiques concrètement utilisables par les regroupements trotskystes.

En ce qui concerne la N.O.I. ceci est entièrement évident : grâce aux sollicitations de Trotsky dans une lettre du 27 janvier, une campagne de presse est engagée contre la Fraction bordiguiste dans les premiers mois de 1932<sup>18</sup>, tandis que les oppositions avec la Ligue française passent au deuxième plan pour ensuite se tempérer et cesser (provisoirement) pendant l'été grâce à la médiation du secrétariat de Berlin.

L'analyse politique est particulièrement privilégiée par les bolchevique-léninistes italiens à l'occasion du long débat interne sur le mot d'ordre d'Assemblée constituante parmi les revendications immédiates à avancer au moment de la chute du régime fasciste pour orienter le processus insurrectionnel en Italie. Cette position, déjà soutenue en 1930 par Trotsky dans sa correspondance avec « les trois » (et préconisée parallèlement par Antonio Gramsci et Umberto Terracini en prison, contre l'orientation du groupe dirigeant du P.C. d'I. à l'occasion du « tournant ») est partagée par Leonetti depuis sa première formulation. En 1932 cette hypothèse tactico-stratégique devient le patrimoine de l'organisation entière, malgré la perplexité de la gauche de l'organisation représentée par Bavassano et Di Bartolomeo.

Le résultat le plus prévisible de cette évolution sera constitué par le document publié, sous le titre de *Prospettive della rivoluzione italiana e compiti tattici del Partito Comunista*, dans le numéro 10 du *Bollettino della N.O.I.* paru le 15 juillet 1932.

L'appréciation la plus attentive du rôle que peuvent avoir les alliances dans la préparation et la direction d'une lutte révolutionnaire est du reste également démontrée par l'intérêt de Souza et du noyau de militants qui lui est lié pour la naissance et les développements de l'activité de *Giustizia e Libertà*, un groupe antifasciste italien né de l'hostilité croissante à l'égard de Mussolini désormais jusque dans les milieux bourgeois, et qui a des contacts avec la

N.O.I. à cette période<sup>19</sup>. Tandis que s'approche le moment où Alfonso Leonetti se trouvera à nouveau à la tête de l'organisation bolchevik-léniniste (et en contact direct avec Léon Trotsky quand celui-ci gagnera la France le 24 juillet 1933) il termine ainsi la préparation des instruments idéologiques dont il se servira l'année suivante pour analyser la montée de Hitler au pouvoir et le rapprochement successif de l'Opposition et des tendances révolutionnaires de gauche des différents partis social-démocrates.

L'occasion de la réinsertion de Souza aux sommets du mouvement trotskyste est donnée par des événements des derniers mois de 1932. L'évolution de la situation internationale avec l'approfondissement de l'offensive anti-démocratique en Allemagne, l'accentuation des poussées conservatrices en France, le développement des contradictions internes aux événements espagnols, montre la nécessité d'un regroupement des forces révolutionnaires et particulièrement l'exigence, que l'on ne peut remettre, d'une coordination réelle dans l'action des groupes qui se battent, à l'intérieur du mouvement communiste, pour la renaissance du Comintern dans un sens révolutionnaire. A cet égard le voyage de Trotsky à Copenhague sur invitation de la jeunesse social-démocrate danoise pour tenir une conférence à l'occasion du 15<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'Octobre, représente une occasion unique (c'est la première fois que Trotsky quitte la Turquie depuis le début de son exil) pour nouer des liens, confronter les positions, élaborer des lignes politiques ; une rencontre s'impose entre les militants bolchevik-léninistes et leur *Leader*. Leonetti se rend dans ce but dans la capitale danoise, participe aux entretiens et retourne à Paris avec la tâche — qui atteste la considération dont la N.O.I. jouit de la part de Trotsky et des autres sections nationales de l'O.G. — de coordonner la préparation de la conférence internationale de l'Opposition prévue pour les premiers mois de 1933<sup>20</sup>.

Le secrétariat de Berlin de son côté, dans sa réunion du 15 décembre, officialisant les décisions prises au Danemark, décide de former à Paris un organisme composé de Vitte (le Grec Yotopoulos, membre du S.I. depuis le mois de juin précédent), de Tresso, pour la Ligue française et de Leonetti comme représentant de la N.O.I. Ce sera ce noyau qui dirigera de fait le débat de préparation de la pré-conférence du début février, et qui assurera la continuité du travail du Secrétariat au moment où le bureau de Berlin devra être précipitamment démantelé en raison de la prise du pouvoir par les nazis.

La reprise de la collaboration de Souza avec le S.I. sera toutefois, au moins dans un premier temps, momentanée ; en réalité les dissensions entre la N.O.I. et la Ligue — et entre Leonetti et Tresso — se sont plus assoupies qu'elles n'ont été dépassées au cours de 1932. Déjà, durant la première réunion de la commission pour la préparation de la pré-conférence de l'Opposition, Souza estime que le groupe doit fonctionner comme section détachée du Secrétariat et doit prendre des décisions de caractère politique non seulement à propos de la convocation de la pré-conférence, mais aussi sur toute question en discussion. Le désaccord avec Tresso explose à nouveau quand Leonetti demande si Tresso participe à la réunion en tant que membre de la Ligue française ou comme militant de la N.O.I., posant par là la question de la légitimité de la présence de Blasco dans l'organisme créé à Copenhague.

Le premier résultat de l'hostilité retrouvée entre le milieu trotskyste français et l'opposition italienne sera la non élection de Souza au plénum qui est nommé au terme de la pré-conférence de février. Au cours de la rencontre, sur proposition de Raymond Molinier, on décide que feront partie de la nouvelle direction internationale les représentants des sections russe, belge, française et grecque ; le S.I. sera composé de Vitte pour la Grèce, d'un membre de l'opposition russe et de Tresso en qualité de délégué de la Ligue. La N.O.I. s'insurge contre une telle décision, qui semble cacher une provocation, intéressant le Secrétariat à peine élu ; le plénum, évitant de se prononcer avec clarté, se limitera à charger Yotopoulos de « régler le malaise entre la Ligue et la N.O.I. » en maintenant les contacts avec la section italienne<sup>21</sup>. Quant à Leonetti, il donnera son avis sur l'affaire dans une lettre envoyée à Buyukada le 25 février dans laquelle il soutient la thèse de la provocation de Molinier. Trotsky répondra : « Si j'avais été à la Conférence, j'aurais voté pour la participation de la N.O.I. même au risque d'avoir six représentants au plénum. Mais en réalité je crois que nous aurons les possibilités de corriger cette décision à travers les voies normales de notre organisation internationale »<sup>22</sup>.

Comme on l'a vu l'année précédente, l'accentuation de la tension entre la Ligue et le groupe italien exprime une crise interne de ce dernier : Di Bartolomeo entre en fait en opposition avec ses camarades et abandonne la N.O.I. tout en continuant à militer au sein de l'organisation bolchevik-léniniste. Le Secrétariat devra s'occuper aussi de cette énième dissension qui affaiblit les déjà maigres forces regroupées autour de Leonetti, et qui alimente les oppositions au sein de l'Opposition de gauche précisément à la veille d'une série de décisions qui, déplaçant l'axe de l'action politique de Trotsky et de ses partisans, présupposent le choix d'une nouvelle ligne tactico-stratégique par l'Opposition de gauche. De ce point de vue, l'année 1933 peut être considérée comme une année fondamentale dans le processus de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Après que, le 5 mars, le P.C. allemand se soit rendu au nazisme sans combattre, Trotsky, abandonnant tout reste d'espérance de réforme de l'I.C. et des partis communistes officiels, juge nécessaire la construction de nouveaux partis communistes et d'un centre de direction mondiale du mouvement révolutionnaire. Un dessein politique d'ensemble extrêmement conséquent avec les postulats de la révolution permanente est à l'origine du tournant : en réalité directions du parti et de l'Etat soviétique, tournées avec ardeur vers la seule conservation du pouvoir en U.R.S.S. et la défense de ce pouvoir sur le terrain international, représentent « à peine plus qu'un volcan éteint » du point de vue révolutionnaire. Elles sont responsables de l'exceptionnelle défaite prolétarienne que représente la prise du pouvoir par Hitler.

Le tournant est conduit en trois temps : en mars la « Lettre du camarade Gourou » constate la faillite du K.P.D., en juin Trotsky établit les responsabilités de l'I.C. dans la défaite allemande, en octobre il généralise en montrant la nécessité de construire partout un nouveau parti, surtout en Union soviétique où l'on doit poser la question de la révolution politique contre l'hégémonie bureaucratique, responsable de la dégénérescence de l'Etat ouvrier.

Souzo suit au début avec difficulté le développement de cette élaboration ; dans une lettre envoyée à Prinkipo le 5 avril il affirme : « Cher camarade, après la lettre du camarade Gourov du 12 mars, nous avons adopté la résolution dont vous trouverez ci-joint une copie. [...] Nous partons de vos prémisses elles-mêmes : « le P.C.A. est mort », mais nous voulons qu'il « vive » ; pour l'obtenir il faut *le refaire ; le reconstruire* sur de nouvelles bases. Mais c'est le P.C.A. que nous voulons reconstruire et pas autre chose »<sup>23</sup>. Le *Bollettino della N.O.I.*, dans son numéro 15 — avant dernier de la revue qui cessera de paraître en juin — soutient encore une fois la thèse de la lutte pour la rénovation des partis communistes et de l'Internationale.

Tandis que, fin avril, le plénum de l'Opposition de gauche internationale approuve sans réserve la proposition de construction du nouveau parti en Allemagne, Leonetti tente encore de mener de front un débat avec les communistes officiels en participant au congrès antifasciste qui s'ouvre à Paris le 4 juin 1933. Il se rend alors compte combien sont irréalistes ses espérances sur la possibilité d'un dialogue avec les staliniens pour dépasser le différent de 1930 : durement malmené par le service d'ordre du congrès, il est expulsé avec violence.

Un deuxième événement d'importance exceptionnelle pour la vie future de l'Opposition de gauche a lieu au cours de l'été 1933, quand Trotsky, ayant obtenu un visa de séjour en France, abandonne l'île de Prinkipo. Trotsky, qui débarque à Cassis le 24 juillet, a finalement l'occasion de reprendre la lutte politique après des années vécues, si l'on excepte son imposante production littéraire et journalistique, en inactivité forcée ; la résidence en France lui permet au contraire de prendre directement la direction du mouvement bolchevik-léniniste sans se limiter à inspirer ses pas mais en organisant concrètement sa ligne politique et ses choix tactiques. Sa seule présence imprime un élan immédiat à l'Opposition de gauche et sa résidence de Saint-Palais-sur-Mer devient le but de nombreux voyages, non seulement de militants de l'organisation mais aussi de dirigeants du mouvement ouvrier d'orientations et de pays divers : s'y rendent entre autres : Smith de l'I.L.P. britannique, Walcher et Frölich du S.A.P., Sneevliet du R.S.P. hollandais, De Kadet de l'O.S.P., et Carlo Rosselli, dirigeant du groupe antifasciste italien *Giustizia e Libertà*. Le sujet commun à quasiment tous les entretiens est la nécessité de parvenir à la création d'une IV<sup>e</sup> Internationale. Trotsky, ayant abandonné l'orientation tendant à la réforme du Comintern, juge désormais impossible de renvoyer la constitution, au moins comme indication tandancielle, d'un nouveau groupe dirigeant révolutionnaire mondial. De sa phase de renforcement et de recrutement direct, l'O.G. doit désormais passer à la recherche d'alliances qui devront, par la force des choses, se diriger vers les courants socialistes de gauche, considérés comme un véritable *mouvement de la droite vers la gauche*\* pas encore enfermés dans des raidissements schématisés, et susceptibles d'être gagnés à la nouvelle stratégie trotskyste.

On sait que les accords entre Trotsky et ses nouveaux interlocuteurs se traduisent dans la « Déclaration des quatre » où sont affirmés, avec le concours du S.A.P., du R.S.P. et de l'O.S.P., les principes et nécessités dont devra s'inspirer la nouvelle Internationale. Ce document représente, outre sa

signification politique la plus immédiate, un pont lancé entre les deux branches (socialiste et communiste) du mouvement ouvrier et renforce l'activité tournée vers la construction du front unique, aboutissement naturel du dialogue entre les diverses organisations.

On comprend combien cette orientation est en harmonie avec l'action des militants les plus ouverts à propos de la nécessité de la discussion, libre des sectarismes et schématismes doctrinaires, qu'il faut ouvrir avec la classe ouvrière tout entière ; Leonetti, partisan depuis toujours d'une telle orientation, ne peut tarder à être réadmis aux sommets du groupe bolchevik-léniniste.

Depuis le 21 août, Souzo participe au plénum du groupe ; il est même délégué à la conférence des partis socialistes indépendants, l'occasion choisie pour la présentation officielle de la « Déclaration des quatre » (signée entre autres par lui). La perplexité de la N.O.I. à l'égard du mot d'ordre de la construction du nouveau parti est dépassée par la possibilité entrevue d'ouvrir un dialogue constructif entre les diverses composantes du mouvement ouvrier ; le nouveau parti communiste sera alors l'organisation dans laquelle se recomposera, après les luttes intestines et les polémiques, l'unité de classe sur le terrain révolutionnaire. Cette position lance un pont entre le tournant trotskyste de 1933 vers de nouveaux partis et la perspective d'une *reconductio ad unum* finale des forces dispersées du mouvement prolétarien international<sup>24</sup>.

Le travail d'approche de la gauche social-démocrate accompli par Trotsky durant l'été 1933 provoque une nouvelle crise interne du mouvement bolchevik-léniniste. Dans la deuxième moitié de septembre, après que le plénum du 13 a officiellement décidé la transformation de l'O.G. en Ligue communiste internationaliste, une scission a lieu au sein de la Ligue française. Une partie des militants, regroupée autour du groupe juif, considère le *revirement* de l'organisation comme le symptôme d'une évolution de type social-démocrate, et s'éloigne pour donner vie à l'Union communiste.

La nouvelle opposition a un effet explosif immédiat sur la L.C.I. et sur le Secrétariat dans lequel Leonetti vient d'être réadmis ; encore une fois la *querelle*\* ira jusqu'au petit groupe italien, pulvérisant ses forces. Les positions des scissionnistes influencent en fait les militants les plus orientés vers des positions d'extrême-gauche : Bavassano, dans la N.O.I., probablement Blasco dans la Ligue, et elles provoquent l'affaiblissement de Molinier. Souzo s'engage dans la solution de la nouvelle crise sans épargner ses efforts et ses énergies en défendant les positions de Trotsky dans toutes les directions : au sein du S.I., au cours des réunions de l'Opposition italienne, dans le travail de clarification sur les désaccords avec Trotsky lui-même.

A ce propos il faut rappeler la correspondance entre les deux hommes à la mi-septembre ; Leonetti répond à Trotsky qui, informé des critiques avancées par Bavassano à propos de la nouvelle ligne politique, craint l'abandon de la L.C.I. par la N.O.I. toute entière : « Nous sommes en train de discuter les résolutions et les décisions du plénum [...] Pourquoi ceci mettrait-il en question l'existence de notre organisation nationale ? [...] Jamais la N.O.I. ne se trouvera dans le « camp adverse ». De ma part et, j'en suis sûr, de la part des autres camarades, tout effort sera accompli non seulement pour « sauver notre

amitié politique et notre collaboration future » mais pour la consolider et la rendre la plus fructueuse possible »<sup>25</sup>. Leonetti se rend fin septembre à Royan pour éclaircir le malentendu. Accompagné par Vereeken, il s'occupe également à cette occasion de montrer à Trotsky le comportement équivoque de Molinier, qui semble avoir maintenu des contacts avec l'Union communiste à laquelle le lient du reste des positions communes sur de nombreuses questions.

Il convient désormais de revenir à l'impact que la nouvelle crise a sur le S.I. pour suivre l'affrontement, au cours du mois d'octobre 1933, entre Leonetti et Yotopoulos. Le dirigeant grec, hostile à l'alliance avec les social-démocrates de gauche qui lui semble démontrer une involution dans la politique de la L.C.I., rompt avec la majorité et, après s'être mis d'accord avec l'Union communiste, la Fraction bordiguiste et l'Opposition allemande dirigée par Landau, commence une action tendant à désagréger le S.I. A cette occasion, c'est Leonetti qui s'oppose le plus systématiquement au dirigeant archiomarxiste, ouvrant le feu contre lui ; les procès-verbaux indiquent : « Feroci juge l'attitude de Vitte inadmissible. [...] Vitte doit dire s'il se retire de ce groupe qui lutte contre l'O.G. Giacomi a déjà déclaré qu'ils veulent créer une nouvelle organisation et qu'il est soumis à sa discipline »<sup>26</sup>. L'affaire se conclut avec le départ de France de Yotopoulos et son abandon de la L.C.I. tandis que Trotsky, ayant eu des preuves éloquents de la cohérence politique et de la correction personnelle d'Alfonso Leonetti, dépassera définitivement les obstacles dus au « navillisme » passé de Souza, le gratifiant d'une confiance et d'une considération croissante, comme en atteste une lettre du 20 novembre à Heinz Epe dans laquelle il l'informe que le plénum a chargé le militant italien de donner vie au service de presse du S.I.

La décision a été prise au cours d'une réunion à Paris les 18 et 19 novembre, à laquelle ont participé Vereeken, Leonetti, Léon Sedov, Bauer, Oscar Fischer, Frank et Trotsky. Ce dernier, ayant abandonné depuis le 9 octobre Saint-Palais-sur-Mer, s'est établi dans les environs de Fontainebleau pour jouir d'une plus grande liberté de mouvement et intervenir personnellement dans le débat en cours au sujet des développements postérieurs à la « Déclaration des quatre ». Il a une vision bien claire, du reste, de la valeur effective de ses nouveaux partenaires : « Je ne me fais aucune illusion ni sur nos alliés, qui présentent à côté de leurs avantages des limites importantes, ni sur les difficultés qui nous attendent au nouveau stade »<sup>27</sup>, écrit-il dans une lettre à Leonetti.

Dans les derniers mois de 1933 la situation organisationnelle et l'influence politique de la L.C.I. se trouvent dans un état de développement provisoire et contradictoire. Tandis que les noyaux de militants les plus intransigeants dans l'extrémisme, s'éloignant de Trotsky, affaiblissent la force numérique de l'organisation mais en renforcent la cohésion interne, les entretiens pour l'unification entre l'O.S.P. et le R.S.P. en Hollande continuent de manière satisfaisante et les convergences entre le S.A.P. et la section allemande de la L.C.I. s'intensifient également. Le S.I. prend ensuite acte avec satisfaction, le 17 novembre, du rapprochement en cours avec l'Opposition espagnole tandis qu'arrivent au service de presse du S.I. de nombreuses pro-

positions pour la publication de journaux en commun avec des groupes de gauche de différentes tendances (par exemple celui dirigé par l'ex-sparkiste Gumperz).

La vie interne de l'O.G. connaît des oscillations analogues : on enregistre l'adhésion de quelques nouveaux éléments provenant du P.C. d'I. mais le groupe — désormais fortement réduit par le départ de Blasco, Fosco et Giacomi — est soumis à une nouvelle offensive de la Ligue française qui demande la dissolution de la N.O.I. et intrigue pour obtenir à nouveau l'éloignement de Leonetti du S.I.

Feroci écrit à ce propos à Trotsky le 11 novembre : « Depuis quatre ans je me suis fait un devoir de donner tous mes efforts, sans limite, pour le travail de notre organisation sur le terrain italien et sur le terrain international. Malheureusement je dois constater que, nonobstant mon opiniâtreté et ma volonté tenace dans ce travail, dans la mesure de mes forces, les fruits n'ont pas été ceux que j'étais en droit d'en attendre. [...] Il m'est en conséquence impossible de rester encore au S.I. en qualité de représentant de la N.O.I. »<sup>28</sup>. La décision d'abandonner la L.C.I. est du reste renforcée chez Leonetti par un misérable épisode de provocation qui a lieu contre lui le 24 novembre 1933. *La Nostra bandiera*, périodique en langue italienne du P.C.F., publie un entrefilet qui affirme que « le trotskyste Feroci » a fait savoir qu'il est disponible pour retourner au parti communiste parce qu'il est fatigué de son isolement au sein de l'Opposition. Le document, qui entre en possession des militants de la Ligue avant même sa publication dans le journal (ce qui montre combien toute l'affaire cache une manœuvre) fournit un prétexte aux membres du S.I., peut-être débauchés par Molinier, pour accomplir une perquisition nocturne au domicile du prétendu « traître » dans le but d'acquiescer les preuves de son double jeu. Il ne reste à Souza qu'à répéter à Trotsky, dans une lettre écrite « à chaud » le 25 novembre, sa décision d'abandonner l'organisation<sup>29</sup>.

Certains événements d'un genre opposé poussent toutefois le militant italien à ne pas se désengager : il s'agit de la lettre dans laquelle Trotsky repousse l'hypothèse de la démission de Leonetti, et de la réouverture des possibilités de collaboration avec Blasco pour redonner de la vitalité à la N.O.I. Trotsky écrit donc à Souza le 30 novembre : « C'est triste et c'est juste que depuis quatre ans beaucoup de temps a été perdu en questions mesquines. Mais nous n'en sortirons pas par des démissions individuelles. [...] Un travail assidu est nécessaire pour des succès politiques et nous sommes tous d'accord que votre collaboration au S.I. est devenue un facteur de progrès pour l'organisation »<sup>30</sup>.

Le rappel à la nécessité d'une activité politique conduite avec ténacité et l'expression de l'estime que lui montre le chef de la L.C.I. raniment Leonetti qui prend l'initiative de convoquer une réunion avec Tresso et Ravazzoli, en présence de Trotsky, pour tenter d'éclaircir les désaccords qui divisent les militants italiens et pour faire fonctionner à nouveau la N.O.I. Le procès-verbal de la rencontre du 10 décembre met en évidence que des divergences politiques sérieuses opposent Blasco, inébranlable dans la défense d'une orientation « de gauche », Santini, qui évolue désormais vers des positions

social-démocrates, et Souzo. Un minimum de collaboration s'instaure toutefois (surtout entre Leonetti et Tresso) et encourage la reprise momentanée de l'activité de la N.O.I., à laquelle adhère au mois de décembre le militant communiste Angiolino Luchi, dit Metallo, apportant au groupe une liaison avec un petit noyau clandestin opérant en Toscane ; à cette même période Veniero Spinelli, dit Spartaco Travagli, se rapproche également de la N.O.I. qui pourra grâce au renforcement de ses rangs, publier en avril 1934 deux numéros de son nouveau journal : *La Verità*. Ce sera le chant du cygne de la N.O.I. : avec le deuxième numéro du journal la collaboration entre Leonetti et Tresso, Luchi et Spinelli cesse ; quant à Ravazzoli il a quitté ses camarades depuis le début de l'année.

Revenant à la situation d'ensemble de la L.C.I., on note que la fin de 1933 est le moment le plus élevé du rapprochement entre Trotsky et les social-démocrates de gauche et que ce processus connaît ensuite un déclin subit et irréversible ; le 30 décembre 1933 représente une date emblématique à cet égard par la convocation à Paris de la pré-conférence des quatre. Leonetti participe à la rencontre où finit la convergence entre Opposition de gauche communiste et socialiste ; on constate à cette occasion des contradictions croissantes entre le S.A.P. et la L.C.I. qui empêcheront un travail de construction commune de la IV<sup>e</sup> Internationale. La participation postérieure de militants bolchevik-léninistes (parmi lesquels Leonetti) à une conférence des jeunes tenues en janvier suivant en Hollande ne permettra pas d'obtenir une reprise du dialogue avec le S.A.P. On sait que la mesure d'expulsion de Léon Trotsky de France, prise par le gouvernement Doumergue le 17 avril 1934, a lui — outre à l'activité de la L.C.I. — à l'intégrité des archives de l'organisation. Le groupe, contraint à entrer dans la plus absolue clandestinité pour protéger le séjour de son chef sur le territoire de la République, ne tient plus de comptes rendus de ses réunions. Il devient donc difficile de re-parcourir les étapes à travers lesquelles se prend la décision de faire entrer les bolchevik-léninistes dans les partis socialistes en analysant de manière approfondie les diverses positions exprimées dans le débat sur cette question.

Ce qui nous intéresse avant tout est que Leonetti reste au sommet de la L.C.I. dont se rapproche Ruth Fischer, la militante communiste qui a dirigé le K.P.D. au temps de « la crise allemande » de 1923. La période de clandestinité voit de toute façon s'accomplir une évolution (de l'indépendance de l'Opposition de gauche à l'entrée dans la S.F.I.O., de la direction directe de Trotsky à l'élaboration autonome de la stratégie) dans la politique du S.I.

### III. VERS LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Tracer un bilan de cinq ans d'activité de l'Opposition de gauche au début de 1934 équivaut à mettre en évidence les éléments d'un insuccès politique, au moins du point de vue de l'influence des groupes bolchevik-léninistes sur le mouvement ouvrier dans son ensemble et de la force numérique de l'organisation. Les quelques centaines de militants adhérents aux diverses sections nationales n'ont guère de possibilité de conquérir une

audience parmi les masses : écrasés par la supériorité organisationnelle et par la disponibilité en ressources financières des socialistes et communistes officiels, ils ne réussissent pas à faire entendre leur voix ni à diffuser efficacement leur proposition politique parmi les ouvriers. Dans une telle situation objective il est normal que des oppositions personnelles, des querelles\* intestines, des disputes idéologiques enveniment un milieu dans lequel, à cause de l'impossibilité de mesurer sur les masses la validité de ses propres élaborations, on finit par se replier constamment sur ses propres frustrations.

Un choix avisé d'alliances devient dans de telles circonstances un élément fondamental pour garantir la survie même de la L.C.I. ; à cet égard le rapprochement progressif avec certains groupes social-démocrates de gauche conduit en 1933 — expérience que l'on peut juger terminée depuis le mois de décembre — représente le prologue de la plus vaste opération que la L.C.I. accomplit sur indication de Trotsky au cours de 1934 : l'entrée des militants de l'Opposition dans les partis socialistes à l'intérieur desquels les trotskystes pourront maintenir une organisation autonome (les Groupes bolchevik-léninistes), gérer leurs propres organes de presse, présenter aux masses leurs propositions politiques. Cette nouvelle orientation, qui représente bien plus qu'un expédient tactique, mais constitue dans les intentions de Trotsky le premier pas vers la construction d'une nouvelle Internationale, donne au début de bons résultats : l'influence de la Ligue sur les militants les plus ouverts à une politique de front unique connaît un accroissement inespéré surtout à l'intérieur de la S.F.I.O. au lendemain de l'échec du coup d'État réactionnaire des Croix de Feu. Dans un tel climat de mobilisation enthousiaste Trotsky lance le mot d'ordre de l'« entrisme » dans le texte « La Ligue devant un tournant décisif » publié le 15 juin 1934.

Au cours de l'été suivant d'autres raisons semblent démontrer le bien-fondé du « tournant français » : avant tout, il apparaît que le réveil révolutionnaire de groupes ouvriers de plus en plus nombreux se dirige vers le militantisme au sein des partis social-démocrates plus que vers l'adhésion au parti communiste enfermé dans une vision manichéenne de la politique et de la lutte de classe ; à cet égard, il est indispensable pour les bolchevik-léninistes d'introduire les nouveaux militants recrutés dans un milieu ouvert et stimulant, dans lequel le sectarisme ne prospère pas comme dans les minuscules groupes clandestins, fermés à tout débat et invinciblement hostiles à l'égard de toute antithèse dialectique. Une dernière considération doit être faite à propos de l'entrisme : l'appartenance à une forte organisation représente pour la L.C.I. la possibilité de développer son propre travail politique à l'abri de la provocation stalinienne et de la répression policière.

Le débat sur le nouveau « tournant » se développe, au sommet de la L.C.I., au début de l'automne 1934, et met en évidence — même si une ample base documentaire fait défaut à ce sujet — un vif affrontement de positions : par exemple, tant Naville que Rosenthal sont opposés à l'entrisme, même si une conférence de la Ligue tenue le 28 août a sanctionné l'entrée des premiers bolchevik-léninistes dans la S.F.I.O. Le S.I. se divise sur la question : Ruth Fischer par exemple se prononce ouvertement contre le tournant tactique au cours du plénum des 17 et 18 septembre 1934 ; aux

yeux de la militante allemande, à peine cooptée dans le S.I., l'entrée dans les organisations social-démocrates représente une rupture avec la politique léniniste traditionnelle et porte en elle le risque de la disparition des groupes, phagocytés par les grands appareils des partis réformistes.

Dans l'affaire, la position de Leonetti est contradictoire : tandis qu'au début il combat la mesure proposée, il est, pour cette raison, autorisé par Trotsky « à ne pas adhérer à la S.F.I.O. ou au P.S.I. »<sup>31</sup> (ce qui équivaut, Souza l'admet lui-même, à « admettre et conserver une grande confusion »), d'autre part le militant italien demandera plus tard à Trotsky l'autorisation d'entrer au P.S.I., comme on le devine aisément en lisant l'article « *Ritorno al Barnum* » publié dans *Il Nuovo Avanti* (organe du P.S.I.) le 16 mars 1935. Ce fait est ensuite confirmé par un extrait d'une lettre de Trotsky à Feroci, récemment trouvée dans les papiers de Léon Sedov conservés à l'Université de Stanford, qui indique textuellement : « Je n'ai pas répondu à votre lettre concernant l'adhésion éventuelle au parti socialiste italien. Votre cas est spécial : vous êtes membre du secrétariat international. Ne croyez-vous pas mieux (d')ajourner cette décision ? Jusqu'au moment où notre *turn* aura donné des résultats indiscutables ailleurs »<sup>32</sup>.

Le « tournant français » commence du reste à connaître ses premières difficultés d'application : tandis que l'assassinat de Kirov, perpétré à Moscou le 1<sup>er</sup> décembre 1934, signe le début de la « chasse aux trotskystes » par le G.P.U., le pacte d'unité d'action signé en France entre socialistes et communistes officiels compromet définitivement le choix de la politique de front unique défendue par la L.C.I. et implique même l'exclusion de la S.F.I.O. des militants qui sont membres du G.B.L., cette mesure étant explicitement demandée par le P.C.F. Trotsky, prenant acte du climat d'hostilité généralisée qui entoure les trotskystes à l'intérieur des partis socialistes, est conduit, à la veille de son départ de France pour la Norvège qui lui a concédé un visa d'entrée, à rectifier la ligne donnée neuf mois auparavant à son organisation ; entre mai et juin 1935 il élabore en fait la « Lettre ouverte pour la IV<sup>e</sup> Internationale » et « Une nouvelle étape » dans lesquels, partant de la critique du pacte franco-soviétique du 2 mai, il suggère la sortie des bolchevik-léninistes de la S.F.I.O. qui s'apprête à donner vie au Front populaire avec les communistes et les radicaux. Le révolutionnaire russe soutient que les regroupements qui conduiront à la création de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent être autres.

Le S.I., qui du reste n'a jamais abandonné son activité, reçoit une nouvelle impulsion avec l'abandon de la stratégie « entriste ». Dans une réunion le 19 mars 1935, il est officiellement réorganisé avec une répartition des tâches. Le procès-verbal indique comme membres du S.I. Ruth Fischer, Jean Rous, Léon Sedov et Leonetti, qui a ce moment change de pseudonyme et commence à se faire appeler Martin ; le travail administratif est accompli par un des secrétaires de Trotsky, Rudolf Klement, qui reste à Paris. Leonetti rappelle que c'est la période où le S.I. a la plus grande autorité, où il accomplit le plus de travail et où il a l'indépendance qui lui est nécessaire<sup>33</sup>. Le débat autour du texte « Une nouvelle étape » et de la « Lettre ouverte pour la IV<sup>e</sup> Internationale », à propos des points où Trotsky considère le Front popu-

laire comme une réédition de l'Union sacrée qui a conduit à la trahison des partis prolétariens en 1914, est très vivace au sein du S.I. Leonetti et Ruth Fischer en particulier s'opposent à ce qui leur paraît être une condamnation préventive du regroupement de masse qui est en train de se constituer ; émigrés antifascistes, ils éprouvent de la fascination pour une lutte unitaire qui sache barrer la route aux intentions réactionnaires et nazies et réproouvent les accents anti-frontistes des deux textes de Trotsky.

L'appel « Pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Lettre ouverte aux organisations et groupes révolutionnaires prolétariens » est toutefois signée avec Trotsky, nonobstant les objections dont on a parlé, précisément par Dubois, Ruth Fischer et Martin (Leonetti) pour la L.C.I. Schmidt et Sneevliet au nom du R.S.A.P. hollandais, Muste et Cannon pour le Workers Party des U.S.A., Jack MacDonald pour le W.P. du Canada et Maurice Spector, représentant du G.B.L. encore adhérent à la S.F.I.O., donnent leur adhésion au document. En préparation d'une conférence qui devra officialiser la naissance de la nouvelle organisation internationale, un Conseil général est créé et proposé aux tâches immédiates d'organisation et de liaison entre les groupes signataires de la déclaration ; sur proposition de Sneevliet, il devra être « composé (avec l'accord du C(amarade) Crux), de Crux, Dubois, Martin pour le S.I., Sneevliet et Schmidt pour le R.S.A.P., deux Américains et Parabellum »<sup>34</sup>. Le secrétariat d'Amsterdam, qui représente politiquement les signataires de la lettre ouverte, c'est-à-dire la IV<sup>e</sup> Internationale en formation, naît en fait à côté du S.I.

On a déjà souligné que le « tournant » tactique que Trotsky fait accomplir à la L.C.I. ne rencontre pas l'approbation de Leonetti, qui discute ouvertement avec le chef de l'Opposition sur l'insuffisance de la nouvelle ligne d'opposition globale au Front populaire, dans une lettre envoyée le 25 juillet à Hønefoss où Trotsky s'est établi après avoir quitté la France. Martin affirme : « On pense de nous que *nous sommes contre le front populaire*. [...] Ceci nous isole des ouvriers et permet aux staliniens et aux centristes de la S.F.I.O. de nous présenter comme « stériles » et « négatifs ». Nous devons *dissocier* le front populaire en chassant les radicaux ; mais [...] nous devons empêcher que les masses petites bourgeoises [...] tombent de l'autre côté, du côté du fascisme. [...] D'une part, *critique implacable* du front populaire ; d'autre part, démonstration que nous sommes les lutteurs les plus conséquents dans ce front populaire »<sup>35</sup>.

La polémique désagrège du reste très ostensiblement le centre de la L.C.I. et le Secrétariat d'Amsterdam lui-même. Tandis qu'en fait Martin, pour le moment, ne prend pas ouvertement position et conserve, avec discipline, une attitude de soutien officiel des thèses de Trotsky, Sneevliet — qui dans le passé a été un allié fidèle de la L.C.I. — démontre qu'il ne partage pas la critique « à tout prix » du Front populaire et attaque Trotsky lui-même avec force. L'attitude de Leonetti, décidé à soutenir dans tous les cas la ligne choisie (tout en étant au fond opposé à elle), est clairement montrée dans son évaluation du boycott envisagé par la S.D.N. contre l'aventure impérialiste du fascisme à l'occasion du déchaînement du conflit italo-éthiopien dans la Corne de l'Afrique.

Leonetti pense que, la guerre coloniale pourra remettre en mouvement la situation politique italienne et conduire à la chute de Mussolini, aux aspirations à la constitution d'une république démocratique dans laquelle l'alliance du prolétariat avec les autres classes aura une importance décisive dans le processus de conquête du pouvoir. Dans une lettre à Trotsky le 8 octobre 1935, Leonetti soutient cette thèse en formulant sa définition originale de la « démocratie » : « L'Etat ouvrier a déjà une tradition en Italie : le Conseil d'usine », « la lutte la plus conséquente pour la démocratie, contre le fascisme est la lutte pour le socialisme et l'Etat ouvrier, la « démocratie des usines »<sup>36</sup>. Martin répète ensuite que l'auto-gouvernement populaire peut devenir une farce, en régime bourgeois, ou bien un instrument de promotion humaine effective dans la démocratie ouvrière qui naît des usines et se développe dans les Conseils, dans la production, dans les consommations, à l'intérieur de la société entière. A cette occasion réaffleure dialectiquement eu égard à la profonde crise qui tourmente le mouvement ouvrier, mais aussi implicitement en contradiction avec les indications trotskystes, le rêve de régénération politique de l'ordinovisme dont Leonetti ne cesse en définitive de se réclamer, même dans les soucis d'un militantisme difficile dans les années trente.

Sur la question du boycott, Leonetti s'aligne partiellement sur le récent « tournant » de la L.C.I. ; l'indépendance de jugement dont le groupe dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale en formation doit faire preuve pour ne pas se lier aux positions du Front populaire induit Martin à faire sienne la position du S.I. Une polémique naît à cette occasion entre Ruth Fischer, qui se prononce contre les sanctions économiques contre l'Italie, et Leonetti, pour qui la L.C.I. doit prendre une position plus profonde que celles des communistes et socialistes officiels, mais ne doit toutefois pas perdre le lien avec les masses prolétariennes que ces derniers organisent. « Les sanctions sont une question entre impérialistes. Nous ne pouvons être ni pour ni contre les sanctions impérialistes ; nous devons les dénoncer et faire appel ensuite à l'action autonome du prolétariat »<sup>37</sup> affirme Martin. Cette position sera ensuite celle des groupes qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale en formation : ils s'opposent à toute tentative d'Union sacrée tant avec le régime capitaliste qu'avec les autres forces de gauche et privilégieront une lutte du prolétariat contre la guerre à travers le boycottage, entrepris de manière autonome par le prolétariat, de toute fourniture militaire destinée aux puissances qui œuvrent directement ou indirectement sur le terrain de la Corne de l'Afrique.

Le tract que les trotskystes italiens (Leonetti, Tresso et Bavassano trouvent là l'opportunité d'une brève reprise de collaboration) réussissent à diffuser en Italie et jusque parmi les troupes engagées en Ethiopie, qui fait de la propagande pour la fraternisation entre les prolétaires des deux armées ennemies, est le fruit de cette orientation.

La L.C.I. assiste dans les derniers mois de 1935 à sa plus complète marginalisation à l'égard du mouvement ouvrier, y compris en raison de l'officialisation de la politique de front populaire proclamée au VII<sup>e</sup> Congrès du Comintern, ouvert le 25 juillet à Moscou. Comme cela arrive souvent, l'isolement apporta avec lui des incompréhensions, des querelles\*, des scissions ; tandis que le 17 novembre les derniers bolchevik-léninistes sont exclus de la

S.F.I.O., Andrés Nin en Espagne, refuse l'entrisme et co-fonde le P.O.U.M. nouvellement créé, Raymond Molinier fait sortir son journal, *La Commune*, et est pour cela exclu de la L.C.I.

La débandade parmi les militants atteint son sommet ; Leonetti lui-même le déclare implicitement dans une lettre à Trotsky dans laquelle il affirme : « Nous sommes arrivés en tant que S.I. à un moment où il nous sera possible d'avancer uniquement si nous devenons la fraction la plus active dans le travail pour la IV<sup>e</sup>. [...] La question est d'avoir un centre politique international qui puisse intervenir promptement sur les événements en tant que tel, c'est-à-dire comme organisme international et pas comme parti, section ou groupe indépendant »<sup>38</sup>. Martin affirme dans cette circonstance que la Ligue pourra sortir des mesquineries et des personnalismes qui paralysent son action politique à la seule condition de rentrer pleinement en contact avec la lutte quotidienne des masses à qui on doit proposer sans cesse la constitution du nouveau centre révolutionnaire mondial.

En réalité, Leonetti, qui voit le Front populaire lutter à la tête du prolétariat et gagner — au moins en apparence — la bataille tant en France qu'en Espagne, révèle désormais ouvertement son malaise de vivre la lutte politique non comme protagoniste mais comme témoin angoissé et impuissant.

La défense du rôle central du S.I. dans la redécouverte d'une stratégie de masse et de mouvement de la part du regroupement bolchevik-léniniste entier devient progressivement la préoccupation principale de Leonetti face à l'effritement de la L.C.I. dans laquelle s'ajoutent à la crise endémique qui secoue la section française, les prises de position autonomes des groupes espagnol et américain. Martin affirme à ce sujet : « De nombreuses choses qui ont eu lieu hier ne doivent pas survivre dans notre travail d'aujourd'hui. [...] La solidarité internationale peut devenir beaucoup plus efficace si vous collaborerez tous ensemble pour faire de notre S.I. un organisme plus vivant et plus solide. [...] Le S.I. est ce que nous en faisons »<sup>39</sup>.

En réalité le S.I. connaît au début de 1936 une nouvelle crise interne qui le prive d'un de ses membres les plus compétents : Ruth Fischer. Elle s'oppose tenacement à l'entrée du W.P.U.S. dans le P.S. américain et rompt avec la L.C.I. au moment où l'organisation, au cours d'une réunion du S.I. le 14 février, décide d'approuver le choix du groupe des Etats-Unis qui eu l'aval préalable de Trotsky. Contrairement à l'attitude conciliante prise à cette occasion par Leonetti qui, bien qu'opposé à cette initiative, veut maintenir l'unité du groupe bolchevik-léniniste, Dubois aborde la question avec la plus grande intransigeance et, selon le procès-verbal de la réunion, « montre une fois de plus qu'il est impossible de collaborer avec elle ». Elle se proclame « absolument partisane de la discipline, en général. Mais dans les conditions actuelles (absence d'une discussion internationale préalable et libre), l'invitation à la discipline signifie soutenir les entristes »<sup>40</sup>.

Martin cherche en vain à maintenir un minimum de cohésion ; il présente dans ce but (et afin de soutenir indirectement les thèses de Dubois) une motion qui déplore que le changement de stratégie du W.P.U.S. ait été accompli avant qu'une discussion internationale n'ait débarrassé le terrain des malentendus et polémiques sur le sujet. Ruth Fischer n'assouplit pas pour

autant sa position ; annonçant par avance son abstention sur la motion présentée par Leonetti, elle vote contre la dissolution de la section américaine de la L.C.I. et contre l'entrée des bolchevik-léninistes dans le P.S.A. La rupture devient alors inévitable ; elle est complète et définitive même si elle a lieu « en sourdine », sans publicité ni anathèmes.

A cette même période le S.I. procède à l'exclusion définitive de Raymond Molinier, opération dont Leonetti s'occupe personnellement, débarassant l'organisation de la personnalité incommode et équivoque du dirigeant de la Ligue ; celui-ci interfèrera toutefois encore dans les affaires de la L.C.I.

En raison des importantes scissions qui ont lieu, le S.I. passe en quelques mois d'une phase de prestige relatif et d'autorité à la plus complète inefficacité, vidé comme il l'est de toute capacité d'élaboration et d'intervention ; Leonetti tire les conclusions de ce constat dans un document qui historiquement représente un peu le premier acte de sa sortie du groupe qui donnera vie à la IV<sup>e</sup> Internationale. Il écrit le 31 mars 1936 « aux camarades L.D., Snee[vliet], Cannon, Durand, Dubois, Rous, Meunier (Or.), Braun : [...]. A plusieurs reprises j'ai signalé au S.I. la gravité de la situation internationale comme la *multiplicité et la complexité* de nos tâches dont l'accomplissement requiert un *centre international adapté*, du point de vue politique et administratif. [...] *Le centre de Genève est au contraire absolument loin d'être en mesure de faire face aux nécessités internationales actuelles.* [...] Tel qu'il est actuellement, le S.I. ne répond plus, ne peut plus répondre à sa tâche. [...] Pour ma part, je considère qu'il est de mon devoir de décliner toute responsabilité dans la poursuite et le maintien du S.I. à Genève »<sup>41</sup>. Trotsky ne tarde pas à répondre à la lettre qui, plus que des indications pour une amélioration du travail au sein de l'organisation, paraît contenir à nouveau une proposition de démission déjà maintes fois repoussée ; le 18 avril il communique à Martin son accord pour recomposer le S.I. avec de nouveaux militants dans une autre ville que Paris.

Tandis que la situation internationale voit une évolution impétueuse de la tension dans toute l'Europe en raison de la remilitarisation de la Rhénanie, du coup d'Etat de Metaxas en Grèce, de la conquête de l'Ethiopie par l'Italie et du *pronunciamento* espagnol du 19 juillet, Trotsky s'apprête à terminer sa dernière œuvre de grande envergure : cette *Révolution trahie* qui constitue en un certain sens son testament politique. C'est à la rédaction de cette œuvre qu'il faut se référer pour ébaucher les derniers épisodes de la collaboration de Leonetti avec le grand révolutionnaire russe.

Trotsky, analysant dans son livre la question du « capitalisme d'Etat », dénonce le rôle de subordination au pouvoir économique de régimes comme celui de l'Italie où l'intervention étatique directe s'intensifie sur le terrain de l'assistance mais surtout dans le soutien direct de l'industrie privée. Il reprend à ce propos une phrase du « marxiste italien Feroci » selon laquelle le régime fasciste ne serait, nonobstant la Charte du travail et la politique corporatiste, que le valet, le commis du grand capital national et international.

En amont de la citation, un long travail d'éclaircissement des positions en matière de politique économique a été accompli par Leonetti et Trotsky dans de nombreuses lettres. Après l'ouverture de la section fermée des archi-

ves de Trotsky à Harvard, il est désormais possible de rendre compte des termes du débat épistolaire : les deux militants analysent longuement dans les premiers mois de 1936 les ressemblances et les différences entre « planisme » soviétique et « corporatisme » fasciste, soutenant à cet égard des positions profondément opposées. Tandis qu'en fait Trotsky juge que le « thermidor » soviétique a empoisonné la vie politique mais pas encore changé les caractères particuliers de l'Etat ouvrier, Leonetti considère l'évolution bureaucratique comme le premier symptôme de la dégénérescence qui, y compris sous l'aspect économique, conduira l'U.R.S.S. à se transformer en une puissance impérialiste dominée par une nouvelle forme économique : le capitalisme d'Etat. Leonetti dit à ce propos : « L'Etat « national » — même s'il est « ouvrier » — ne peut que devenir un obstacle au développement des forces productives sociales. [...] La propriété privée reste abolie [...] *mais le salaire sur lequel repose le système capitaliste n'a pas été aboli.* [...] Le salaire produit *la plus-value, Le profit.* En faveur de qui ? [...] L'évolution de l'Etat stalinien ne va-t-elle pas vers des formes de « véritable capitalisme collectif », conduisant à la perte de toutes les conquêtes de la révolution d'Octobre ? »<sup>42</sup>.

Le débat montre en définitive combien les positions de Trotsky, qui soutient la nécessité de la défense de l'U.R.S.S. en cas de guerre, sont désormais loin des convictions qui ont progressivement mûri chez Leonetti. Y compris sous l'angle idéologique, Martin s'éloigne donc du Mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale ; il participera à la conférence de Genève, à Paris du 29 au 31 juillet 1936 pour orienter l'action en vue de la formation de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais, découragé et désormais critique face à l'organisation trotskyste. Elu au bureau politique et au conseil du nouveau groupe qui naît de la rencontre, Feroci se trouve désormais à la veille de son éloignement de l'Opposition de gauche.

Leonetti va interrompre un militantisme de six ans dans le mouvement trotskyste, un militantisme qui a pourtant vécu du premier au dernier jour dans un engagement et une dévotion totale.

## NOTES

1. Circulaire intitulée : « Les formes d'organisation de la Ligue de l'Opposition Internationale de gauche », archives privées de Ph. Bourrinet. Paris. Il s'agit d'un document inédit selon P. Naville.
  2. La collection de ce journal ne contient pourtant qu'un seul article de Leonetti : « *Sei anni di ricostruzione comunista* », *Prometeo*, N° 3, 15 mars 1924.
  3. Leonetti « n'a pas beaucoup d'enthousiasme pour l'événement que constitue l'approbation du programme. Il ne croit pas que le programme représentera une étape dans l'histoire du mouvement ouvrier ». P.V. du C.C. du P.C.d'I. compte rendu de l'intervention de Feroci, in *Archivi del Partito comunista italiano* (A.P.C.), 653 (8), 251-52.
  4. Compte rendu d'une intervention de Leonetti au cours d'une réunion du B.P. du P.C.d'I. à Paris du 10 au 14 juin 1927, in *Annali Feltrinelli 1966, a cura di G. Berti, Feltrinelli, Milano, 1967*, p. 347.
  5. P. Spriano, *Storia del Partito comunista italiano*, Torino, 1969, vol. 2, p. 257.
- \*. Les mots suivis d'un astérisque sont en français dans le texte.

6. Lettre circulaire de la C.E. de la Fraction de gauche italienne, s.d., Archives Perrone, B.D.I.C.
7. Houghton Library, 16422 n° 4, avec l'autorisation de la Houghton Library.
8. P.V. de la réunion du S.I. du 14 décembre 1930, Houghton Library, 16427.
9. P.V. du S.I. du 14 avril 1931, Houghton Library, 16425, 3.
10. Cf. P.V. du S.I., Houghton Library, 16424, 3.
11. P.V. du S.I. du 26 juin 1931, Houghton Library, 16428, 3-4.
12. Lettre publiée in A. Marazzi, *Lev Trotsky. Scritti sull'Italia*, Roma, Controcorrente, 1978, pp. 205-207.
13. Intervention de Souza à la réunion du S.I. du 9 août 1931, Houghton Library, 16429.
14. Cf. la lettre de Trotsky à Souza du 23 août 1931, Houghton Library, 8830.
15. Intervention de Leonetti à la réunion du S.I. du 8 octobre 1931, Houghton Library, 16431.
16. In A. Marazzi, *op. cit.*, pp. 208-210.
17. Lettre à Trotsky signée Souza, 4 novembre 1931, Houghton Library, 2676.
18. Le fruit le plus intéressant de cette campagne est l'article « Bordiguisme et trotskysme », *La Lutte de classes*, 15 mars 1932.
19. On trouve l'intéressant jugement de la N.O.I. sur *Giustizia e Libertà* dans deux articles : « *Giustizia e Libertà* », et « *Ancora su Giustizia e Libertà* », dans les numéros 7 et 8 du *Bollettino*. L'intégralité du journal est reproduit dans R. Massari, *All'opposizione nel P.C.I. con Trotsky e Gramsci*, Roma, 1977.
20. En réalité, il n'y aura qu'une rencontre internationale de préparation : la Pré-Conférence de Paris entre le 4 et le 8 février 1933. Les bordiguistes, qui cessent à cette période toute collaboration avec l'Opposition de gauche internationale, ne seront pas invités.
21. P.V. du S.I. du 23 février 1933, Houghton Library, 16464.
22. Lettre de Trotsky à Feroci du 8 mars 1933, Houghton Library, 8838.
23. Lettre « *Feroci al compagno L.T.* » du 5 avril 1933, Houghton Library, 2692.
24. Leonetti écrira à ce propos : « Nous sommes convaincus que c'est en développant un travail toujours plus large et *sans sectarisme* [...] que nous pourrions arriver à des résultats bons et concrets ». Lettre, s.d., signée Feroci, Houghton Library, 14995.
25. Lettre « Souza au cam. L.D. » du 13 septembre 1933, Houghton Library, 2697.
26. P.V. du S.I. du 11 octobre 1931.
27. Lettre de Trotsky à Leonetti du 17 septembre 1933, Houghton Library, 8842.
28. Lettre de Feroci à Trotsky du 11 novembre 1933, Houghton Library, 2699.
29. L'épisode — déjà rappelé en son temps par S. Corvisieri dans *Trotsky e il comunismo italiano*, Roma, Samonà e Savelli, 1969, pp. 155-57 — a été évoqué par P. Messina dans « Crise politique ou provocation ? L'affaire Feroci en 1933 », *Cahiers Léon Trotsky*, N° 9, 1982, pp. 21-26.
30. Lettre de Trotsky à Leonetti du 30 novembre 1933, Houghton Library, 8844.
31. Témoignage inédit d'A. Leonetti, dans le pour-mémoire « Activité Oppositionnelle de A.L. », Archives privées Leonetti, Fondation Feltrinelli, Milan.
32. Lettre de Trotsky « au camarade Feroci » du 2 mars 1935.
33. Cf. « Activité oppositionnelle... », *loc. cit.*
34. P.V. du S.I. du 15 juin 1935, Houghton Library, 16483 ; Parabellum est le pseudonyme d'Arkadi Maslow, le dirigeant allemand compagnon de R. Fischer.
35. Lettre de Leonetti à Trotsky du 25 juillet 1935, Houghton Library, 2705. Ce qui est souligné l'est dans le texte.
36. Lettre de Leonetti à Trotsky du 8 octobre 1935, Houghton Library, 2711.
37. P.V. du S.I. du 30 octobre 1935, Houghton Library, 16495.
38. Lettre de Leonetti à Trotsky du 12 décembre 1935, Houghton Library, 2716.
39. Lettre de Leonetti à Pierre Naville du 26 janvier 1936, Houghton Library, 14947.
40. P.V. du S.I. du 14 février 1936, Houghton Library, 16502.
41. Lettre de Leonetti du 31 mars 1936, Houghton Library, 2718. Souligné dans le texte. Genève signifie en code Paris.
42. Lettre manuscrite de Leonetti à Trotsky, s.d., Houghton Library, 2724. Souligné dans le texte.

Antonio Moscato

## Correspondance Trotsky-Leonetti sur la guerre d'Ethiopie

La découverte d'un nombre notable de lettres d'Alfonso Leonetti dans les archives de Harvard, avait permis au vieux Martin (A. Leonetti) de reparcourir certains moments cruciaux dans sa bataille politique des années où il participa activement au Secrétariat international <sup>1</sup>. Préoccupé par les obstacles qui s'opposaient à la publication intégrale de la correspondance, il avait manifesté à plusieurs reprises le désir que soit au moins reconstruite la discussion sur la guerre d'Ethiopie, pour rendre justice à l'Opposition de gauche, « la seule organisation italienne qui ait eu une attitude rigoureusement révolutionnaire à cette occasion » <sup>2</sup>.

Cet article a donc, avant tout, le devoir de tenir l'engagement pris avec Leonetti, à la veille de sa mort. Mais, dans la reconstitution des positions des autres organisations ouvrières italiennes, et en particulier du parti communiste, des traces de différenciation surgies entre le P.C.I. et le P.C.F. (et avec les représentants de l'Internationale eux-mêmes) ont émergé à propos de la guerre d'Ethiopie et des initiatives de solidarité avec la lutte du peuple éthiopien.

Il s'agit d'un épisode modeste, mais totalement inconnu jusqu'alors, qui peut éclairer la dialectique interne qui n'était pas encore totalement étouffée à l'intérieur d'une partie du mouvement communiste, et sa reconstitution peut fournir un arrière-plan plus vaste à la tenace bataille à contre-courant de l'Opposition de gauche.

### Les bolchevik-léninistes et la guerre d'Ethiopie

Déjà bien avant le début de l'agression fasciste, Leonetti « Martin » écrit à Trotsky, exposant son point de vue sur la situation italienne :

« La situation italienne revient au premier plan. Tandis qu'on parle beaucoup de Hitler « principal fauteur de guerre », on oublie que Mussolini *fait* déjà cette guerre. Les informations qui arrivent de l'intérieur concordent pour dire que la guerre est absolument *impopulaire* » <sup>3</sup>.

Leonetti fournit ensuite des éléments sur le coût très élevé de la guerre, dû tant à l'engagement de forces énormes qu'à la nécessité d'appâter avec des primes des ouvriers et des soldats peu enthousiasmés par l'entreprise africaine :

« Mussolini doit payer 40-70 lires l'ouvrier qui part pour l'Afrique, tandis que le salaire en Italie est de 8-14 lires. Et pour chaque soldat 5 lires par jour de paye (dans la dernière guerre c'était de 14 sous !). La lire glisse. [...] On se demande où Mussolini prendra l'argent pour cette guerre (20-25 milliards). La population est saignée à blanc. Trouvera-t-il des emprunts à l'étranger ? En France ? De toute façon, un abîme se prépare »<sup>4</sup>.

Leonetti reviendra souvent sur la disponibilité française à couvrir l'entreprise africaine de Mussolini. D'autre part l'accord avec Trotsky était total sur ce point. Trotsky avait à plusieurs reprises dénoncé la dynamique qui conduisait à la guerre mondiale. A peine arrivé en Norvège, par exemple, il avait répondu clairement à un journaliste de l'*Arbeiterbladet* qui lui posait une question à ce sujet :

« Il est très difficile de faire des prédictions, dit Trotsky, mais je dirais oui, en ce sens que je crois que la guerre qui s'annonce entre l'Éthiopie et l'Italie a le même rapport avec une nouvelle guerre mondiale que la guerre des Balkans de 1912 avait avec la guerre mondiale de 1914-18. Avant qu'il puisse y avoir une nouvelle grande guerre, les puissances auront à se déterminer et, à cet égard, la guerre italo-éthiopienne définira les positions et indiquera les coalitions. Il est impossible de dire s'il s'écoulera trois, quatre ou cinq ans avant qu'éclate la grande guerre. Nous devons être prêts à un délai bref plutôt que long »<sup>5</sup>.

Trotsky, d'autre part, avait, quelques jours auparavant, envoyé une circulaire au nom du S.I., dans laquelle il déplorait qu'« on n'accorde pas assez d'attention dans nos sections, et surtout dans la section française, au conflit italo-éthiopien »<sup>6</sup>. Il recommandait surtout de n'en pas sous-évaluer les répercussions sur l'I.C. elle-même :

« La question est de la plus haute importance, en elle-même d'abord, et ensuite du point de vue du tournant de l'Internationale communiste. Bien entendu, nous sommes pour la défaite de l'Italie et pour la victoire de l'Éthiopie, et nous devons donc faire tout notre possible pour empêcher, par tous les moyens en notre pouvoir, que d'autres puissances impérialistes soutiennent l'impérialisme italien et en même temps faciliter du mieux que nous pouvons la livraison d'armes, etc., à l'Éthiopie »<sup>7</sup>.

La section italienne n'était pas toutefois parmi celles qui sous-évaluaient la question. Au contraire, dans la lettre déjà citée, Leonetti soulignait que de grandes possibilités de développement s'ouvraient, à condition que toute l'organisation internationale s'engage :

« Il faut mettre au centre international (sic) la guerre d'Abyssinie. C'est de cette manière que nous parlerons aux ouvriers italiens, étant données les conditions particulières de notre situation.

Le Parti stalinien et le Parti socialiste préparent un « Congrès d'Italiens à l'étranger ». Le Congrès, ou ne se tiendra pas ou doit se tenir en cachette et il sera seulement un duplicata d'« Amsterdam », formation réduite. Nos forces à nous sont trop faibles pour faire quelque chose par nous-mêmes. [...] Si notre organisation internationale réussit à faire quelque chose — et nous devons y réussir — nous aurons aussi d'autres possibilités de travail. Ni la seconde ni la troisième peuvent vouloir et appliquer le sabotage »<sup>8</sup>. Seulement nous, nous sommes complètement libres d'agir »<sup>9</sup>.

Leonetti concluait ce point de la lettre (consacrée aussi à d'autres questions, et en particulier aux mots d'ordre sur le Front populaire, avec une

préoccupation très forte de ne pas apparaître comme « stériles » et « négatifs »<sup>10</sup> en sollicitant le jugement de Trotsky. Nous n'avons pas trouvé trace d'intervention spécifique à ce sujet, et en général il apparaît évident que sur le fond de la question l'accord était complet. La plus grande perplexité de Trotsky concernait une évaluation du rôle de l'U.R.S.S. ; un article de Leonetti pour le B.I. donnait en fait tranquillement pour acquise une attitude anti-impérialiste correcte de la part de l'U.R.S.S. :

« Il faut que, dès ce moment, la protestation ouvrière internationale s'organise contre l'impérialisme italien, pour les peuples éthiopiens ; mais cette protestation ne sera efficace et profitable à la cause de la paix que si la classe ouvrière agit en tant que classe autonome et indépendante : non comme un moyen auxiliaire au service de tel ou tel autre impérialisme, satisfait ou pas satisfait de ses domaines d'exploitation. [...] Pour sauver la paix il ne faut pas se fonder sur l'intervention de Paris ou de Londres : il faut unir les efforts des prolétaires de tous les pays à l'action de l'U.R.S.S., et inversement »<sup>11</sup>.

Les mots soulignés le sont à la main, probablement par Trotsky, et sont accompagnés d'un point d'interrogation très voyant. Leonetti, évidemment, sous-évaluait les estimations cyniques de la diplomatie soviétique, qui s'appretait à fournir une aide substantielle à l'Italie, tant sur le plan politique (en acceptant la limitation des sanctions à un terrain presque symbolique) que sur le plan économique (en fournissant à l'Italie plus d'un cinquième de ses besoins en pétrole)<sup>12</sup>.

Il est intéressant de noter que si Leonetti avait, à ce moment-là, quelques hésitations sur la politique soviétique, il ne pouvait certes être accusé d'adaptation à la politique de l'I.C. ou de faible rigueur théorique. Dans une de ses lettres à Trotsky, il lui demande son avis sur la question des sanctions, à propos desquelles il a une position personnelle dans le S.I. :

« La formule « contre les sanctions » n'est pas claire pour les ouvriers italiens — tous farouchement sanctionnistes ; mais la formule « pour les sanctions » c'est l'union sacrée en Angleterre. A mon avis — qui n'est pas celui de Rous et de Dubois — nous devons avoir une politique anti-impérialiste et non anti-sanctionniste »<sup>13</sup>.

La position est rigoureuse, même si les informations venant d'Italie sont plutôt carentes. La politique des sanctions, sans mettre réellement le régime fasciste en difficulté, contrairement à ce que pensait Leonetti, a réduit les oppositions au minimum, créant une vague de patriotisme et de solidarité nationale comme on n'en avait jamais vu jusqu'alors. Évidemment la lutte sans pitié des stalinistes contre l'Opposition de gauche a réussi à couper tous les liens avec le parti<sup>14</sup>. Ainsi échappent à Leonetti tant l'emprise du fascisme sur les masses ouvrières italiennes, y compris chez les émigrés, que l'ouverture de contradictions au sein des organisations les plus importantes, qui sont vues comme un bloc unique, tant dans leurs rapports réciproques qu'en ce qui concerne leur vie interne.

Il est difficile de comprendre, pour qui milite aujourd'hui dans le P.C.I., lequel, parmi les partis communistes, est celui qui, sur le plan de l'idéologie, s'est le plus détaché de sa matrice stalinienne (tout en conservant

l'essentiel de sa structure organisationnelle d'origine), quel point atteignit en ces années la lutte contre les « hérétiques ». A côté du témoignage de Leonetti, déjà signalé dans la note 14, il peut être utile de rapporter ce qu'admet un mémorialiste candidement apologétique eu égard à son passé stalinien : Giulio Cerreti. Dans ses mémoires, il rappelle comment il suffisait d'être critique, sur des questions concrètes et limitées, pour être étiqueté comme trotskyste, et finalement « broyé » et chassé du parti<sup>15</sup>. Les stalinistes furent rarement aussi efficaces que dans la lutte contre leurs opposants de gauche (de loin plus efficaces que dans leur lutte contre les véritables agents de la bourgeoisie dans leurs rangs)<sup>16</sup>. La haie de violences physiques et morales (parfois encore plus pénible et surtout plus efficace à long terme) avait en fait le double effet de provoquer chez certaines victimes une exaspération qui (quand elle ne les conduisait pas à des gestes désespérés)<sup>17</sup> les poussait effectivement dans le « camp ennemi », et chez d'autres une frustration et une sensation d'impuissance qui pouvait conduire à la capitulation et à l'abjuration<sup>18</sup>.

En tout cas, à l'isolement. Leonetti ne perçut même pas les échos des tensions surgies à l'intérieur du groupe dirigeant du P.C.I. au moment de la guerre d'Ethiopie. Contraint par l'ostracisme stalinien à s'orienter avant tout sur ce qui apparaissait dans la presse communiste, Leonetti tend à voir comme un bloc monolithique non seulement le P.C.I. et l'Internationale communiste, mais aussi les socialistes qui sont leurs alliés. En réalité, au cours de 1936, au moins deux épisodes révélateurs de divergences importantes se dessinèrent (naturellement au sein des groupes dirigeants et soigneusement cachés aux militants). Nous chercherons à les présenter synthétiquement.

### La Conférence internationale des Noirs et des Arabes

En décembre 1935, les militants communistes italiens qui animaient le Comité international pour la défense du peuple éthiopien et de la paix (fils du Comité contre la guerre et le fascisme, plus communément appelé Comité Amsterdam-Pleyel), décidèrent de consolider les rapports qui avaient été établis dans le cadre de la lutte contre l'agression italienne contre l'Ethiopie avec de nombreux représentants de mouvements nationalistes africains et asiatiques. C'est ainsi que naquit le projet de convoquer une Conférence internationale des Noirs et des Arabes, qui aurait dû avoir lieu à Paris le 22 février 1936 :

« L'idée de la Conférence était : développer une campagne parmi les Arabes et les Noirs contre la guerre fasciste en Afrique ; utiliser le fait qu'au Comité International Ethiopien avaient adhéré toutes les organisations et groupements de Paris des Noirs et des Arabes de toutes tendances, et qui, auparavant, luttaient les uns contre les autres ; prendre liaison avec les autres organisations noires et arabes d'Afrique et de différents centres d'Europe et d'Amérique ; profiter de leur rassemblement sur le terrain « abyssin » pour créer un front commun des Noirs et des Arabes qui aurait pu vivre même après la solution du drame éthiopien, etc. »<sup>19</sup>

Cette présentation fait partie du bref rapport écrit après la conférence par le dirigeant communiste qui en avait été responsable, Romano Cocchi, plus connu sous le pseudonyme d'Adami<sup>20</sup>. Les archives du P.C.I. contiennent de

nombreuses lettres écrites avant et après la tenue de la Conférence, qui révèlent clairement la nature des obstacles qui s'opposèrent à une initiative apparemment si modeste et en même temps utile. Le « Bref rapport » du 20 mai 1936 lui-même, envoyé confidentiellement à Gallo (Luigi Longo) précisait :

« Lancée l'idée de la Conférence, les adhésions affluèrent de tous les côtés du monde. Mais en février, commencèrent les difficultés d'ordre intérieur. On voyait de la part de certains camarades responsables [...] un danger : la Conférence aurait pu gêner le gouvernement français »<sup>21</sup>.

Adami tentait en vain d'expliquer que « ce danger n'existait pas, car la Conférence avait pour but essentiel la défense de l'Ethiopie »<sup>22</sup>, et il signalait l'adhésion de personnalités françaises comme Pierre Cot ou Jean Longuet. Il y avait un problème, précisément parce que « les Noirs et les Arabes voyaient justement dans la défense du peuple éthiopien la défense de leurs propres revendications anti-impérialistes »<sup>23</sup>. De surcroît, interprétant peut-être mal les raisons du boycott au sein de l'Internationale, ou plutôt les comprenant trop bien, Adami propose, pour éviter des équivoques et donner une base plus sérieuse au mouvement, de constituer un Comité des Noirs et des Arabes, ce qui fut effectivement réalisé et pesa dans les préparatifs, surtout quand on tenta d'éliminer totalement la Conférence, après l'avoir renvoyée d'abord à avril puis à mai « pour donner le temps au camarade W. de poser la question à la Maison »<sup>24</sup> :

« Tout semblait réglé. Mais à la veille de la Conférence, quatre jours avant, un télégramme nous invita à supprimer la Conférence. La chose était impossible. C'était le moment de la défaite abyssine. Le Comité de la Conférence — composé de représentants des Noirs et des Arabes — n'acceptait pas le renvoi : « Nous la ferons *sans vous* ». Mais le camarade W. insista pour le renvoi. Le camarade Ferrat était aussi contre la Conférence »<sup>25</sup>.

La Conférence eut lieu dans des circonstances également singulières : abandonnée par l'appareil de l'I.C., elle fut appuyée par une partie du P.C.F. (Adami indique Racamond, « d'accord avec le camarade Duclos », lequel toutefois, selon d'autres lettres d'Adami, était absent de la réunion, « parce qu'il était occupé à la Chambre »)<sup>26</sup>. La composition des camps est singulière : on trouve les hommes de Moscou dans le P.C.F. en faveur de la Conférence suspectée de nuire aux intérêts français et donc à la politique de rapprochement franco-soviétique, tandis qu'y sont opposés deux représentants de l'I.C. qui seront bientôt exclus : Ferrat la même année, et Münzenberg l'année suivante (mais déjà cette année-là, rappelé à Moscou, il avait risqué de finir en Sibérie, et il fut sauvé par un véritable miracle : l'unique geste de générosité accompli par Togliatti pendant toute sa vie)<sup>27</sup>.

Il existe différentes interprétations possibles : d'un côté Münzenberg et Ferrat sont critiqués à l'égard de Moscou, mais, en premier lieu, parce qu'ils craignent que la politique unitaire momentanément en vogue puisse être écartée. Dans ce cas, la méfiance à l'égard d'une initiative mal vue par la bourgeoisie française et donc par la S.F.I.O. elle-même, serait liée à la nécessité de maintenir les meilleurs rapports possibles avec l'I.O.S.. Toutefois quelque chose contredit cette explication : Ferrat rompt avec le P.C.F. après

avoir dénoncé sa subordination au Front populaire pendant les grèves, et précédemment il a emprunté une voie plus correctement anti-colonialiste, précisément à la tête de la section coloniale (formellement du P.C.F., mais de fait soustraite à sa direction) <sup>28</sup>. Il existe en outre de nombreux précédents qui confirment que les permanents de l'I.C. stalinisée, même quand ils mûrissent une rupture ou bien maintiennent des réserves intimes, évitent soigneusement d'entrer en conflit avec la « Maison » (ce qui est d'autant plus vrai quand ils sont suspects auprès de leurs supérieurs de Moscou). Leo Valiani s'en est lucidement rendu compte, quand il décrit un autre envoyé du Comintern à Paris, Eugène Fried, dit Clément ou encore Le Grand, alors superviseur de la politique du P.C.F. :

« Il semble établi que le représentant de l'Internationale communiste en France, un Tchécoslovaque d'origine hongroise, homme très cultivé et résolu, intelligent, selon le portrait qu'en ont récemment tracé tant Duclos, dans un article publié dans les *Cahiers de l'Institut Maurice Thorez*, que le fils de Thorez lui-même dans une paire de lettres à *Monde*, décida véritablement de l'attitude du parti communiste français le 12 février 1934 et après.

Ce que ne disent ni Duclos ni le fils de Thorez, c'est que Fried, autour de 1928-1929, avait dirigé le parti communiste tchécoslovaque sur une ligne que Staline désavoua ensuite, la qualifiant d'ultra-gauchiste après l'avoir encouragé auparavant. Cette amère expérience rendit Fried très attentif aux mutations de la situation réelle dont il savait que Staline et l'I.C. la prendraient tôt ou tard en considération, quelle qu'ait été leur stratégie précédente » <sup>29</sup>.

Dans ce contexte, on ne peut exclure que Ferrat et Münzenberg, tous deux en difficulté avec la direction de l'I.C., aient évité de provoquer d'autres motifs de conflit en appuyant une initiative qui évidemment ne pouvait beaucoup servir à l'Éthiopie (la dernière date établie pour la Conférence, le 10 mai, avait été fixée un mois avant, quand la victoire italienne était déjà certaine, et l'interdiction définitive datait du 6 mai, c'est-à-dire après l'entrée des troupes fascistes à Addis Abeba) et qui était évidemment opposée à la politique soviétique <sup>30</sup>. L'appui de Racamond, et peut-être de Duclos lui-même, peut au contraire s'expliquer par la lutte souterraine contre Ferrat à partir du congrès de Villeurbanne, qui avait éloigné ce dernier du B.P. (mais pas encore du C.C.) <sup>31</sup>.

Et pourtant, d'autres indices nous révèlent que, derrière cette polémique, apparemment marginale, il y avait des tensions plus profondes, et que mûrissait une défiance à l'égard de la politique stalinienne qui allait conduire Adami à rompre avec éclat au moment de l'accord nazi-soviétique d'août 1939 <sup>32</sup>. Déjà en janvier, une lettre (non signée sur la copie conservée dans les archives du P.C.I., mais que l'on peut supposer écrite par Adami) avait protesté sèchement avec Gabriel Péri à propos de l'attitude de *L'Humanité*, déplorant qu'il n'y ait pas d'allusion aux « marchandages internationaux pour l'élaboration d'un plan contre l'indépendance de l' Abyssinie et pour sauver Mussolini [...] en exploitant la volonté de paix des peuples » <sup>33</sup> :

« La presse française tout entière est mobilisée sur cette ligne. [...] Peut-être tout le bruit autour des pourparlers de paix, n'a comme but immédiat que de faire échec aux nouvelles sanctions.

Dans cette situation, il était bien étonnant de voir l'*Huma* et le *Popu* non seulement ne pas mener une forte campagne, mais garder le silence. Aujourd'hui, le silence du *Popu* a été rompu, mais celui de l'*Huma* pas encore.

Plus j'y pense et moins je comprends pourquoi cela arrive. Je crois d'être (sic) assez objectif pour comprendre les multiples exigences auxquelles l'*Huma* doit faire face chaque jour, et les difficultés devant lesquelles vous pouvez vous trouver. Mais la question dont je viens de parler, ce n'est pas une bagatelle, c'est la question essentielle du moment sur le plan international.

Le fait est d'autant plus grave qu'il paraît que certains anti-fascistes français seraient, au fond, en ce moment, d'accord avec une politique qui n'est rien moins que lavalienne.

En tout cas, était-il nécessaire d'apparaître à la remorque du *Popu* ? » <sup>34</sup>

En même temps, une autre lettre, cette fois au nom du B.P. du P.C.I. et adressée au B.P. du P.C.F., repropoait la question sous une forme plus diplomatique (« nous vous prions instamment de prendre des mesures pour intensifier la campagne contre la manœuvre lavalienne et mussolinienne, que l'*Humanité* a commencée avec quelque retard » <sup>35</sup>). Au même moment une autre lettre, adressée au *Comitato di difesa del Popolo Tripolitano* siégeant à Damas, confirmait la persistance d'une attitude rigoureusement anti-coloniale au moins parmi les responsables de ce secteur dans le P.C.I. La lettre était signée par trois ex-députés (Grieco, Gennari et Di Vittorio) mais avait peut-être été écrite par Cocchi lui-même ou par Velio Spano, qui était à peine revenu d'un voyage en Égypte, qui lui avait permis d'établir des contacts avec des représentants nationalistes locaux (et aussi de mettre en œuvre de façon assez artisanale une propagande vers les troupes italiennes en transit par le canal de Suez) <sup>36</sup>. La lettre disait sans ambiguïtés :

« Nous, communistes italiens, avons toujours défendu le droit des peuples de la Lybie à la liberté, leur droit de décider librement de leur propre destin, jusqu'à la séparation d'avec l'État italien. Ce droit, sans conditions, nous, communistes italiens, nous le reconnaissons à tous les peuples opprimés par l'impérialisme italien ; non seulement aux peuples des colonies, mais aussi aux minorités nationales qui ont été annexées par la force à l'État italien (Allemands du Sud du Tyrol, Slovènes et Croates de la Vénétie Julienne, Grecs du Dodécannèse).

La reconnaissance de ce droit, et la lutte pour lui de la classe ouvrière italienne, sont pour nous, communistes, des questions de principe, et pas des aspects contingents de notre politique. C'est-à-dire que nous luttons pour ce droit, non seulement face au régime fasciste, mais face à quelque autre régime que ce soit de l'impérialisme italien, puisque la cause de l'oppression coloniale réside dans la loi de brigand du développement de l'impérialisme » <sup>37</sup>.

C'est un ton bien différent de celui pris dans la même période par le P.C.F. et en général par l'I.C.. S'agissait-il seulement d'un déphasage dû à l'absence de pressions concrètes de la part de secteurs de l'impérialisme italien ? C'est une donnée réelle, mais insuffisante pour expliquer cette attitude. En fait même le Front populaire espagnol n'était certes pas directement conditionné par une partie de la bourgeoisie impérialiste (qui s'était toute rangée au côté de Franco) mais il se garda bien de déflorer la question coloniale, nonobstant l'intérêt évident d'enlever à Franco sa base marocaine. Le conditionnement de l'I.C. (à travers son principal émissaire en Espagne,

Togliatti) fut beaucoup plus déterminant que celui des « fantômes de la bourgeoisie » présents dans le Front populaire, pour faire repousser quelque initiative que ce soit en direction des nationalistes marocains. La préoccupation de fond était celle de ne pas déranger la bourgeoisie française, le résultat en fut très pénible : comme on le sait Franco n'eut pas les mêmes scrupules, et offrit cyniquement son aide aux nationalistes du Maroc français déçus par l'immobilisme (et par la répression...) des gouvernements de Front populaire. De toute manière il ne pouvait échapper à personne que la politique coloniale des gouvernements de Front populaire en 1936-37 était littéralement suicidaire, mais elle fut tenacement poursuivie en Espagne comme en France. Si bien que la lettre au Comité de Damas prend une signification particulière (non de simple reposition de thématiques anciennes par leur force d'inertie), et éclaire les raisons les plus générales pour lesquelles la bataille pour donner de l'autonomie et de la continuité au travail anti-colonialiste et anti-impérialiste « des Noirs et des Arabes » finissait par aller à contre-courant et — dans le meilleur des cas — était boycottée et laissée sans moyens matériels. Avant de se rendre à l'évidence, Adami harcèle par lettres le secrétariat de son parti demandant une intervention à Moscou. Il ne l'obtient pas. Nous comprenons par une lettre (qui a survécu à l'indication *lire et détruire*, probablement parce qu'elle a été envoyée en même temps à Adami et pour information à Gallo) que Cocchi a été laissé seul :

« Nous avons reçu ta lettre du 25 courant et nous sommes dépêchés de télégraphier pour savoir s'il ne s'agissait pas d'une interprétation erronée de directives générales. Une intervention plus directe nous est déconseillée pour des raisons évidentes. [...] Nous comprenons tes préoccupations et les partageons mais, pour le moment, il ne nous est pas possible de faire autre chose. Ce n'est que dans quelques jours que nous aurons la possibilité de soumettre la question dans un autre cadre. Quant à un voyage là-haut (c'est-à-dire à Moscou, N.d.R.) nous ne pouvons le solliciter nous-mêmes. Tu peux le faire toi-même par le canal de l'organisation que tu diriges »<sup>38</sup>.

On éludait évidemment ainsi une demande presque désespérée d'appui et de clarté<sup>39</sup>. Le Comité des Noirs et des Arabes dissous lors des mois suivants, Adami s'engagera encore une fois à fond dans la construction d'un organisme unitaire des travailleurs italiens émigrés, l'Union populaire italienne. En une année il recueillit 50 000 adhésions à la nouvelle organisation, mais aussi beaucoup de nouvelles amertumes.

La tempête qui souffla en 1938 sur le groupe dirigeant du P.C.I. (dont le comité central fut mis en accusation par Manuilsky puis dissous) ne put pas ne pas le secouer. Spriano observe que les changements au sommet furent tenus secrets, y compris aux membres de l'appareil (et en effet Amendola apprit seulement en 1939 par Grieco que ce dernier avait été remplacé depuis longtemps par Berti à la tête du P.C.I.)<sup>40</sup>, mais, bien entendu, cela ne pouvait valoir pour les membres du C.C. dissous. En outre Cocchi avait été mis « sous tutelle » même à la tête de l'Union populaire italienne, dont il resta secrétaire général, mais avec Longo comme président et Montagnana directeur du journal *La voce degli italiani*. Cocchi, qui avait une provenance « atypique », avait adhéré avec élan et conviction au mouvement communiste, mais sans renoncer à son autonomie de jugement. Sa dénonciation des accords Ribbentrop-

Molotov lui valut non seulement l'exclusion du parti, mais une longue campagne de diffamation comme « espion de l'O.V.R.A. » (la police politique mussolinienne, N.d.T.) dont nous avons perçu des échos jusqu'à des décennies après son exclusion et aussi de sa mort (survenue, au démenti de toutes les ignobles calomnies sur son pro-fascisme, à Buchenwald en mars 1944)<sup>41</sup>.

Leonetti n'eut alors aucune perception de tout ce processus (comme des tensions qui se dessinèrent en 1936-37 entre le parti communiste et le parti socialiste, apparemment soudés dans un bloc très solide, et en réalité polémique sur les procès de Moscou et aussi sur la conduite de la guerre en Espagne)<sup>42</sup>. La sensation d'impuissance du petit noyau marxiste révolutionnaire, lucide, mais isolé des masses, à qui il était présenté comme collaborateur du fascisme par les puissants appareils staliniens, contribua probablement à son détachement du S.I., puis à sa tentative de se lier à nouveau au parti communiste français durant la résistance et au parti communiste italien dans les années soixante. Avec le détachement que nous consent la perspective historique (qui tient compte également des efforts accomplis par Alfonso Leonetti, y compris après son retour au P.C.I., pour conserver vivante au moins la mémoire historique des batailles à contre-courant de l'Opposition de gauche dans les années trente) nous pouvons considérer cette reconstruction d'une partie du combat politique dans le P.C.I. au cours de ces années comme un hommage indirect à la bataille quasi solitaire que lui et quelques autres menèrent pour la défense de la vérité et du patrimoine théorique du marxisme. À ceux qui ne renoncent pas à se moquer de la faiblesse des forces qui se réunirent autour de la bataille de Léon Trotsky pour la construction d'une Internationale révolutionnaire, rappelons la dispersion tragique d'une si grande partie des dirigeants et des militants que le prestige de l'U.R.S.S. et la peur du « minoritarisme » avait réunis dans les partis staliniens. Pour n'en rester qu'aux protagonistes de la bataille que nous avons sommairement reconstruite, nous voudrions rappeler comment le déphasage des temps de leur prise de conscience a été fatal à la construction d'une alternative au stalinisme, et, dans de nombreux cas, leur a été fatale à eux-mêmes. Ferrat, Müntzenberg, Cocchi, Marty, arrivèrent à des époques diverses à devoir se détacher du stalinisme, se retrouvant presque seuls, comme l'avaient été les « trois » sur lesquels eux-mêmes avaient ironisé dans le passé<sup>43</sup>.

Le stalinisme, grand organisateur de défaites, peut se vanter d'un seul succès indéniable : il a empêché avec une efficacité extraordinaire que ceux qui se détachaient de lui réussissent à s'organiser de manière crédible, même au prix de disperser (ou de pousser dans les bras de la social-démocratie ou de la réaction ouverte) une partie notable des forces qu'il avait réunies dans les moments de montée révolutionnaire (de l'Allemagne de Weimar à l'Espagne et à la France de 1936).

## NOTES

1. Comme beaucoup d'autres militants, contraints à se déplacer clandestinement sous l'occupation nazie, Leonetti avait perdu une grande partie de ses archives sur les années trente.

2. Cf. *Cahiers Léon Trotsky*, n. 21, mars 1985, p. 124 et la nécrologie de Leonetti dans *Bandiera Rossa*, a. XXXVI, n. 1, 20 janvier 1985.
3. Lettre au cam. Crux, en français, 25 juillet 1935, n. 2705, (avec la permission de la Houghton Library).
4. *Ibidem*.
5. Léon Trotsky, *Œuvres*, 6, Paris, E.D.I., 1979, p. 69.
6. *Ibidem*, p. 51.
7. *Ibidem*.
8. Souligné au crayon par Trotsky.
9. Lettre n. 2705, citée n. 2.
10. Leonetti craignait que des mots d'ordre trop rigides (« A bas le front populaire de collaboration », etc.) aient un effet repoussoir (« cela nous isole des ouvriers et permet aux staliniens et centristes de la S.F.I.O. de nous présenter comme « stériles » et « négatifs »). Il observait qu'il était nécessaire de « pousser en avant les masses qui croient au front populaire tel qu'il est ». Jusqu'ici, Trotsky avait souligné pour mettre en évidence une phrase épidémiquement partagée. Mais peu après Martin ajoutait : « Il faut prendre ces gens à leurs paroles mêmes et les obliger à se démasquer. D'un côté : critique implacable du front populaire ; de l'autre côté, démonstration que nous sommes les plus conséquents lutteurs dans ce front populaire ». C'est Leonetti qui souligne, mais le mot « dans » est mis entre parenthèses au crayon et accompagné d'un point d'interrogation bien visible, puisque Trotsky ne pouvait bien entendu partager l'avis que « pour ne pas s'isoler » on arrive à participer de l'intérieur au front populaire.
11. « Les deux Internationales et la guerre contre l'Éthiopie », dactylographié, avec l'indication « pour le B.I. », Houghton Library, 16997, p. 5.
12. Giuliano Procacci, *Il socialismo internazionale e la guerra d'Etiopia*, Editori Riuniti, Roma, 1978, montre avec des documents comment les représentants soviétiques tranquilisèrent à plusieurs reprises le gouvernement italien sur le fait que les sanctions pétrolières ne seraient appliquées par l'U.R.S.S. que dans le cas d'une « participation des principaux pays producteurs ». Litvinov lui-même, alors ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S., « excluait une telle éventualité » (p. 182). L'intérêt de l'Italie était évident, puisque l'U.R.S.S. lui fournissait 22 % de son pétrole. Lors de la dernière occasion d'approuver les sanctions pétrolières, à Genève le 1<sup>er</sup> mars, la délégation soviétique se comporta avec un certain ton de désintérêt, dicté par la conviction qu'il s'agissait d'une question désormais terminée et dont l'issue était prévue » (p. 221). Le même jour Staline donnait une interview à Roy Howard, dans laquelle il définissait la guerre d'Éthiopie comme « un épisode » (*Ibidem*).
13. Lettre en français, 30 octobre 1935, Houghton Library. Leonetti revient souvent sur la question des sanctions dans ses lettres, observant qu'Ercoli-Togliatti et le congrès de l'I.C. s'étaient tus sur cette question brûlante. Il ignorait encore (cela fut publié plus tard) le rapport de Manuïlsky qui, déplorant le fait que les social-démocrates demandent à l'U.R.S.S. d'appliquer les sanctions rigoureusement, soutient qu'il s'agissait d'un piège dangereux : « Imaginez que les États bourgeois n'appliquent pas à fond ces sanctions et que l'U.R.S.S. reste le seul État qui suive le conseil de la deuxième Internationale et de celle d'Amsterdam. Qui y gagnerait ? Les États capitalistes qui ont maintenu des rapports avec l'Italie. Qui y perdrait ? Pas l'Italie, mais l'U.R.S.S.. De fait le boycott sera dirigé non contre l'Italie fasciste, mais contre le pays socialiste des soviets ». Procacci, *op. cit.* p. 125. Manuïlsky refusait même le blocage du canal de Suez, prétextant que « cela correspond aux intérêts de l'impérialisme anglais » (lequel, au contraire, se garda bien de le faire, arrivant même à protéger les convois des troupes italiennes... de la propagande défaitiste engagée par quelques éléments du P.C.I.).
14. Leonetti avait expérimenté en personne combien il était difficile de se faire écouter et de pouvoir dialoguer avec les militants restés au P.C.I., quand il avait tenté d'aller au Congrès antifasciste de la salle Pleyel en juin 1933, en utilisant sa carte de l'Association des journalistes italiens antifascistes « G. Amendola ». Traîné de force dans les sous-sols par le « service d'ordre », qui criait bien haut avoir découvert un provocateur, il fut battu jusqu'au sang et jeté sur la route à demi-aveugle, sans pouvoir se rendre dans un hôpital (où il aurait presque certainement été arrêté). De vieux amis et des démocrates au-dessus de tout soupçon comme Miglioli, qui le connaissaient bien, feignirent de ne pas le reconnaître. De surcroît, *L'Humanité* publia une lettre signée par de nombreux ex-détenus des prisons fascistes, dans laquelle

- ils déclaraient leur « solidarité complète avec les camarades qui ont exclu du congrès ouvrier antifasciste européen le traître Feroci, qui, par ailleurs, n'était pas délégué mais était entré irrégulièrement avec la carte d'une association bourgeoise, dont il est membre, en accord avec sa position de trotskyste-socialfasciste ». Témoignage de Leonetti à l'auteur, in Silverio Corvisieri, *Trotsky e il comunismo italiano*, Samonà e Savelli, Roma, 1969, pp. 106-107. L'association bourgeoise était celle des journalistes antifascistes exilés en France !
15. Giulio Cerreti, *Con Togliatti e con Thorez, quarant'anni di lotte politiche*, Feltrinelli, Milano, 1973, p. 122.
  16. Pour donner un seul exemple renvoyant à cette période, le responsable de l'organisation du P.C.F. (ennemi acharné de l'extrémisme de ceux qui croyaient à une extension possible des grèves de 1936, comme Ferrat), Marcel Gitton, aurait été un informateur de la police bien avant son détachement du P.C.F. (après le pacte Ribbentrop-Molotov). Cf. Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste 1920-1945*, Fayard, Paris, 1980, p. 449. Voir aussi les témoignages de Darnat et Vassart dans *Vichy 1940-1944, Quaderni e documenti inediti di Angelo Tasca, a cura di Denis Peschanski*, Annali Feltrinelli, a. XXIV, 1985, pp. 330 et 343.
  17. Un des cas les plus connus (parce qu'on l'a rappelé plusieurs fois, à partir de la fameuse interview de Togliatti à *Nuovi Argomenti*, sur laquelle on fonde — à tort — la réputation d'« anti-stalinien » du dirigeant communiste italien) est celui du meurtre de Camillo Montanari par Guido Beiso. En 1956 encore, Togliatti tentait de justifier la lutte sans pitié contre les opposants, qui n'auraient pas été « opposés à poursuivre la lutte avec des méthodes terroristes » non seulement en Union soviétique, en répétant qu'« en 1934 un de nos meilleurs militants, Camillo Montanari de Reggio d'Emilie, fut tué de sang froid par un trotskyste. Des cas identiques eurent lieu ailleurs également ». Palmiro Togliatti, *Opere scelte*, Editori riuniti, Roma, 1974, pp. 722-723. En réalité aucun « cas identique » survenu ailleurs ne fut jamais cité. D'autre part l'assassin n'avait jamais eu de contacts avec le mouvement trotskyste, comme cela fut éclairci à plusieurs reprises à cette époque ; (soit dit en passant, Montanari fut tué le 9 août 1935 et pas en 1934). La biographie de Montanari publiée en 1977 dans le dictionnaire biographique édité par la maison d'édition du P.C.I. ne peut pas ne pas en tenir compte, si bien qu'elle conclut que « plutôt que dans l'improbable matrice trotskyste », l'homicide « se situe dans le climat de provocation mis en place par l'O.V.R.A. ». *Il movimento operaio italiano, dizionario biografico 1853-1943*, vol. III, Roma, 1977, p. 561. En réalité Guido Beiso était un ex-militant du P.C.I., qui s'était rapproché de groupes bordiguistes au moment de l'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N., et avait été à partir de ce moment mis au ban du parti et dénoncé publiquement comme agent fasciste. Il avait tenté par des lettres et des protestations d'obtenir que les calomnies soient retirées et avait demandé à rencontrer un responsable du parti. La rencontre fortuite avec Montanari avait fini par un échange d'invectives puis par un affrontement, conclu par Beiso à coups de pistolet. On pourra voir l'écrit de Trotsky, « Pour un jury des organisations ouvrières », in *Œuvres*, 6, *op. cit.*, p. 172. Pierre Frank, *Histoire de l'Internationale communiste*, La Brèche, Paris, 1979, rappelle l'épisode en confirmant que Beiso était étranger au mouvement trotskyste, ajoutant que l'homicide, survenu « au cours d'une bagarre », avait des origines douteuses : « il n'est même pas sûr que cette bagarre eut une origine politique » (p. 743). J'avais moi-même, dans une note à l'édition italienne du texte de Hungaricus (*Hungaricus 1956, a cura di Antonio Moscato*, Sapere 2 000, Roma, 1986, p. 93), accepté la version qui laissait une tâche sur l'honorabilité de Beiso. Je fais amende honorable, en signalant que Dante Corneli a trouvé dans les archives de l'État deux rapports de l'ambassade italienne à Paris (envoyés au ministère des affaires étrangères et au ministère de l'intérieur, en date des 10 et 13 août 1935) qui décrivent l'épisode confidentiellement, et présentent Beiso comme « un subversif connu ». D. Corneli, *Rappresentanti del Comintern, dirigenti e funzionari di partito, Persecutori e vittime*, édité par l'auteur, Tivoli, 1979, p. 103 ; et *Elenco delle vittime italiane dello stalinismo*, vol. II (M-Z), édité par l'auteur, Tivoli, 1982, pp. 89-91.
  18. Dans le témoignage cité n. 14, Leonetti lui-même avait dit à Corvisieri qu'il s'était senti « détruit moralement encore plus que physiquement » après l'agression de la salle Pleyel. Il ne pouvait « faire autrement que se rappeler que, quand les membres des groupes de choc fascistes l'avaient presque tué à force de matraquage, il ne s'était pas senti aussi mal que maintenant que la violence des nerfs venait de communistes, de camarades qu'il avait dirigés jusqu'il y a peu », Corvisieri, *op. cit.*, p. 106. Mais naturellement ce ne fut pas cela qui

conduisit Leonetti, bien que toujours convaincu de la justesse des positions de Trotsky, comme il l'a confirmé même dans son *Testament* (Cf. *Cahiers Léon Trotsky*, n. 22, p. 124), à tenter de rentrer dans le P.C.F. au cours de la résistance puis au P.C.I. (y entrant effectivement en 1962). Leonetti a expliqué plusieurs fois à tous ceux avec qui il a discuté dans les dernières années de sa vie, que le choix de « retourner » dans le mouvement communiste officiel était en partie motivé par la frustration par l'isolement (aggravé par le caractère querelleur notoire des trotskystes français dans les années trente), et en partie par l'illusion de pouvoir profiter du changement des conditions pour accomplir un travail utile à l'intérieur d'un grand parti. La pleine réintégration de son camarade et ami Terracini dans le P.C.I. l'avait induit en erreur, lui laissant croire qu'il pourrait récupérer une fonction dirigeante, au moins sur le plan théorique. Une erreur, certainement, qu'il est possible de comprendre, mais pas de justifier. Il est dommage que la générosité avec laquelle Leonetti a tenté pendant les vingt années suivantes de racheter cette erreur (qu'il ne défendait pas) en s'engageant pour faire rendre justice aux victimes du stalinisme (et à la vérité historique sur ces années tragiques) ne soit pas prise en compte par ceux qui ont décidé de dédier une brochure aux « méfaits » du vieux militant (défini comme la « conscience critique du stalinisme italien ») et à ses faiblesses à son égard. Nous faisons allusion à Paolo Casciola, *Appunti di storia del trotskismo italiano (1930-1945)*, Centro Studi Pietro Tresso, Foligno, 1986. Casciola est un jeune historien qui semblait prometteur, mais il est aveuglé semble-t-il par une optique sectaire qui lui interdit de comprendre la base concrète de cette erreur lointaine de Leonetti (attiré par l'illusion de pouvoir peser sur le plus grand et le plus souple des partis d'origine stalinienne) pour le moins avec la même indulgence avec laquelle le groupe auquel il appartient justifie ses multiples affiliations nationales et internationales, parfois à la remorque de minuscules « cliques » de « dingues pro-staliniens » (ce sont les mots de l'éditorial de l'organe du G.O.R., *Il comunista*, dans lequel ont été publiés les articles sur Leonetti ensuite réunis en opuscule, a. VII, n. 23-26, octobre 1986).

19. *Archivio del P.C.I.* (A.P.C.), 1393-92, « Bref rapport de Adami sur la Conférence Internationale des Noirs et des Arabes (9-10 mai 1936) ». Giuliano Procacci, *Dalla parte dell'Etiopia, l'aggressione italiana vista dai movimenti anticolonialisti d'Asia, d'Africa, d'America*, Feltrinelli, Milano, 1984, pp. 200-202, fait allusion à ce rapport en l'attribuant toutefois à Spano (dont le pseudonyme était cependant René, à cette période).
20. Romano Cocchi était né à Anzola (Bologne) en 1893 et s'était installé dans la province de Crémone, devenant un collaborateur du catholique démocrate G. Miglioli. Dirigeant du syndicat catholique dans la province de Bergame en 1919-1920, il entra rapidement en conflit avec la hiérarchie ecclésiastique. Après avoir tenté de construire un Parti chrétien du travail, il entra au P.S.I., se liant à la gauche de Serrati et entrant avec elle au P.C.I. en 1924. Arrêté plusieurs fois en Italie (où il fut condamné par contumace à douze ans de prison), en France et en Suisse (où il se rendait comme principal représentant du travail communiste dans l'émigration), il fut membre du C.C. du P.C.I. et à partir de 1937 secrétaire général de l'Union populaire italienne. Exclu du P.C.I. à la suite de sa ferme condamnation du pacte germano-soviétique, dénoncé comme traître et espion de la police, il participa à la résistance comme commandant d'un groupe de liaison à la 18ème région « France Combattante ». Arrêté le 24 septembre 1943 et déporté à Buchenwald, il y mourut le 28 mars 1944.
21. A.P.C., 1393/92.
22. *Ibidem.*
23. *Ibidem.*
24. *Ibidem.* W. était Willy Münzenberg ; La « Maison » était évidemment le Comintern.
25. *Ibidem.*, 1393/93.
26. *Ibidem.*, 1393/119 (*Rapporto Adami, Riservato confidenziale*, en italien, pour le secrétariat du P.C.I., 30 juin 1936).
27. Selon Margarete Buber Neumann, *Da Postdam a Mosca*, il Saggiatore, Milano, 1966, p. 468, Münzenberg, qui se trouvait à Moscou tandis que sévissaient les arrestations parmi ses camarades allemands, réussit à convaincre Togliatti d'intervenir en sa faveur. Togliatti fit remarquer que Münzenberg était particulièrement adéquat pour coordonner l'afflux de volontaires et de spécialistes soviétiques en Espagne, et Münzenberg obtint ainsi un visa qui, pour le moment, lui sauva la vie. Connaissant Togliatti, qui ne bougea pas un doigt, même quand Paolo Robotti, mari de sa belle-sœur et son vieil ami, fut arrêté, peut-être s'agit-il plus d'estime pour les exceptionnelles capacités d'organisation et de propagande de Mün-

zenberg que de générosité. Le dirigeant allemand, qui était pour Trotsky, une canaille *tout court* (en français dans le texte, N.d.T.), puisqu'il se prêtait à toute campagne de calomnies anti-trotskystes, était également condamné. Rappelé en U.R.S.S., il chercha à échapper à son sort. Exclu du K.P.D., traqué et isolé, il finit ses jours pendu dans des circonstances suspectes en 1940, pendant la défaite de la France.

28. Ph. Robrieux, *op. cit.*, p. 441, Jacob Moneta, *Le P.C.F. et la question coloniale (1920-1963)*, Maspéro, Paris, 1971, p. 107, exprime aussi une opinion positive sur Ferrat, sans cependant traiter le sujet de son action spécifique comme responsable de la question coloniale.
29. Leo Valiani, « Fronti popolari e politica sovietica », in *Problemi di storia dell'Internazionale comunista*, a cura di Aldo Agosti, Einaudi, Torino, 1974, p. 207.
30. G. Procacci, *Il socialismo internazionale, op. cit.*, fournit une ample revue de témoignages directs d'ambassadeurs italiens (à Moscou, Genève, Varsovie, etc.) sur les assurances obtenues de Litvinov, Potemkine (délégué soviétique à la S.D.N.) et d'autres représentants de l'U.R.S.S. sur la disponibilité soviétique, quant au fond, à une conclusion diplomatique de l'agression, y compris à travers le plan Hoare-Laval qui prévoyait le démembrement de l'Ethiopie, (pp. 208-209). Cf. également les déclarations de Manuilsky (le véritable porte-parole de Staline dans l'I.C.) rapportées dans la note 13. Le message soviétique a été reçu par le P.C.I. Cela émerge de la confrontation du journal destiné à l'émigration (dont Cocchi s'occupait depuis des années), *Unione popolare*, qui le 11 janvier 1936 demande l'application rapide des sanctions sur le pétrole, et de *l'Unità*, qui dans son numéro 1 de janvier 1936 comprend un article de Ruggero Grieco, secrétaire général du parti, qui ne fait même pas allusion à la question
31. Ferrat avait été exclu du B.P. du P.C.F. sous le prétexte d'une réduction du nombre de ses membres, mais seuls lui et Tillon en avaient été éliminés. Cf. Ph. Robrieux, *op. cit.*, pp. 467-468.
32. A la différence du P.C.F., l'opposition au pacte Ribbentrop-Molotov fut relativement circonscrite dans le P.C.I. : mis à part Altiero Spinelli, chez qui avait cependant déjà mûri une critique plus large qui l'avait rapproché des positions trotskystes, seuls Terracini et Camilla Ravera avaient condamné le pacte depuis leur exil de Ventotene (ils seront écartés sans mesures formelles, selon le style utilisé avec Gramsci, et exclus seulement en janvier 1943, quand la crise du fascisme pouvait rendre possible un retour imminent du *confino*, ce qui aurait rendu publique la position « hérétique », pourtant désormais dépassée à la suite de l'invasion allemande de l'U.R.S.S.) Cocchi fut le seul dirigeant important à prendre une position ouverte, et il fut donc non seulement exclu, mais longtemps persécuté par des calomnies infamantes. Même les mémoires de Teresa Noce, *Rivoluzionaria professionale*, La Pietra-Bompiani, Milano, 1977, p. 232, parlent — à tant d'années de distance — de la « trahison de Romano Cocchi », lui attribuant l'arrestation de Longo sur dénonciation.
33. A.P.C., 1388/3.
34. *Ibidem.*
35. A.P.C., 1388/2.
36. Le rapport de René (Velio Spano) pour l'I.C. se trouve in A.P.C. 1393/1-3, suivi d'une brève note pour le P.C.I. (en italien), il informe en détail sur les contacts pris avec les nationalistes qui avaient constitué un Comité pour la Défense de l'Ethiopie, et sur les contacts, plus difficiles, y compris par « manque d'un mandat », avec les communistes égyptiens. Spano rapportait aussi que, en raison de la faiblesse des forces locales, bien peu de choses avaient été faites vers les troupes italiennes et qu'il avait décidé de les secouer en donnant l'exemple : « j'ai dû aller moi-même avec ma compagne et le meilleur des camarades de la localité lancer à bord d'un bateau à vapeur (le « Toscana », plein de fascistes), des paquets de tracts contenus dans des boîtes de tabac, A.P.C., 1393/4.
37. A.P.C., 1393/36.
38. A.P.C., 1393/90. La lettre est signée, pour le Secrétariat, par Roncoli (Mario Montagnana).
39. La lettre d'Adami (adressée à Gallo et au Secrétariat du P.C.I.) accompagnait deux lettres envoyées à Moscou ; il se doutait que, en raison des « incon vénients habituels », les lettres arriveraient trop tard. « Il est indispensable que de votre côté vous sollicitiez mon départ pour M. et que vous sollicitiez en même temps des directives ». Adami déplorait que « W. Münz. — pingouin — (c'est ainsi qu'on désignait en jargon les envoyés de l'I.C. N.d.R.) m'a mis dans une situation dont je ne peux sortir. Il a suspendu l'aide matérielle

au Comité Inter. ; il ne sait que dire, mais il dit ce que l'on doit faire ; embarrassé, il s'en est tiré, il y a huit ou dix jours, en me disant : « Je demande immédiatement que tu partes pour M. » [...] Ces jours-ci, W. Münz. est absent. Je ne sais que faire. Le Comité Intern. est paralysé ; [...] si je savais quelle pourrait être la ligne politique actuelle du Comité, j'échapperais à la question des sanctions, sur lesquelles sont été engagées toutes les campagnes du Comité ; mais ne sachant ce qu'on voudra effectivement faire de ce Comité, je ne peux l'engager dans des initiatives et des activités dont je ne sais si nous pourrions les mener à leur terme ». Faisant ensuite allusion à la Conférence des Noirs et des Arabes, Adami ajoutait que « sur la base de la résolution que j'ai vu, j'ai compris, en relation avec la situat.[ion] intern.[ationale], comment on doit désormais mener la lutte contre la guerre d'Afrique, mais je ne crois pas que l'on doive faire tomber la campagne internationale et le mouvement créé avec le Comité International ». La lettre se concluait par un appel pressant : « Dans l'état actuel des choses, je dis que je ne sais plus comment continuer. Je vous prie donc de me donner un coup de main ».

40. Paolo Spriano, *Storia del partito comunista italiano*, vol. III, Einaudi, Torino, 1970, p. 252. A plus forte raison le remplacement du groupe dirigeant resta inconnu à la base du parti et aux dirigeants du parti socialiste (qui continuaient à voir en Grieco le secrétaire général en janvier 1939 ; *ibidem*).
41. Il faut dire que le *Dizionario biografico*, *op. cit.*, lui rend justice, reconstruisant avec rigueur ses dernières actions. Toutefois il nous est arrivé d'entendre les échos des vieilles calomnies même de la part de militants qui avaient rompu à gauche avec le P.C.I. dans les années soixante, et qui continuaient à parler de Cocchi comme « l'espion ».
42. Les rapports difficiles entre le P.C.I. et le P.S.I. en 1936-1939 (date à laquelle ils furent brusquement interrompus par le pacte Ribbentrop-Molotov) ne peuvent être traités ici, mais ils sont plus complexes que ce qui apparaissait dans la presse. Le P.S.I. tenta plusieurs fois de se différencier du P.C.I. sur les procès de Moscou et plus généralement sur la politique stalinienne, mais il était soumis à une pression constante. Pietro Nenni, par exemple, fut rappelé à l'ordre par Grieco, pour ses conversations en privé à son retour d'Espagne (« très pessimiste pour le sort de la République ») à la fin septembre 1936. (A.P.C., 1395/52). Si cette lettre personnelle, (très grave, parce qu'elle laissait entendre que dans le cercle des amis de Nenni il y avait quelqu'un qui se dépêchait de rendre compte au P.C.I. des discussions privées) pouvait entrer dans une campagne de conditionnement d'un dirigeant considéré comme influençable, le P.S.I. était mis en accusation même dans les rapports officiels (mais pas publics) : « La lutte contre l'Espagne du peuple a été accompagnée d'une attaque très violente du fascisme international contre l'U.R.S.S.. Ce n'est pas notre faute si votre journal a calomnié l'U.R.S.S. avec les mêmes arguments que ceux que nous avons lus dans la presse fasciste, et en plus au moment où personne ne peut nier que l'Union soviétique se trouve à la tête de l'humanité progressiste. Qu'on le veuille ou non, on ne combat pas contre le fascisme de cette façon, mais on lui rend des services. Nous espérons que votre déclaration selon laquelle il faut faire un seul bloc derrière l'Espagne et l'Union soviétique veut signifier que finalement votre journal cessera de participer, sous le prétexte de la liberté de critique, à la campagne internationale du fascisme contre l'U.R.S.S. ». A.P.C., 1395/76, lettre du B.P. du Parti communiste d'Italie à la Direction du P.S.I., 2 novembre 1936.
43. Un exemple typique de ces ironies faciles sur la faiblesse des opposants se trouve dans le livre de Cerreti déjà cité ; s'apitoyant sur un camarade exclu, selon lui à tort, Cerreti dit : « On sait comment cela finit, un exclu du parti est un homme à demi-perdu pour la cause et même Metallo subit ce triste sort en se joignant [...] aux fameux *trois* qui ensuite étaient quatre ou, peut-être, cinq ; mais comme il n'était pas d'accord avec eux, il finit avec les réformistes. Dommage ! et je le dis sincèrement », p. 122. Cerreti écrit en 1971, mais vingt ou trente ans auparavant, c'était bien entendu autre chose qui accompagnait l'ironie facile et vulgaire.

Serge Lambert

## Notes sur l'histoire du trotskysme en Italie : le P.O.C.

Le 30 octobre 1943 paraît dans le sud de l'Italie *Il Militante*. Pour la première fois, un journal trotskyste voit le jour en Italie même <sup>1</sup>. C'est le fruit du travail d'un petit groupe que dirige Nicola Di Bartolomeo, dit Fosco. Militant précoce, Di Bartolomeo adhère aux Jeunesses socialistes en 1915, à 14 ans. Il rejoint le P.C.I. à sa fondation, en 1921. Emprisonné de 1922 à 1926 pour activités anti-militaristes, il émigre en France sur décision du P.C.I. et dirige en 1927 à Marseille les groupes communistes italiens de la Méditerranée. En désaccord avec la politique du P.C.I. en Italie et celle de l'I.C. en Chine, en 1927-28, il rejoint la Fraction de gauche bodiguiste et est exclu du P.C.I. en 1928. Il rompt avec la Fraction sur la question de la défense de l'U.R.S.S. et celle du front unique, et rejoint la N.O.I. en 1930. « Entriste » dans le P.S.I. en émigration en 1935 et 1936, puis exclu avec les courants bolchevik-léninistes de ce parti, il gagne alors l'Espagne où il combat aux côtés du P.O.U.M., « délégué politique » pour le contrôle et la direction des groupes étrangers dépendant de ce parti. De retour en France en 1938, il entre au Parti communiste internationaliste dirigé par Pierre Frank et Raymond Molinier <sup>2</sup>, adhère avec tout le P.C.I. au P.S.O.P. de Marceau Pivert <sup>3</sup> en décembre 1938, et en exclu en juin 1939. Arrêté en 1940 à la frontière belge, il est interné au camp du Vernet. Libéré après l'armistice, il est à nouveau arrêté, puis remis à la police italienne et déporté à l'île de Tremiti. Il y rassemble un groupe d'une quinzaine de militants qui vont constituer, après leur libération en août-septembre 1943, le noyau de la future section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ses plus proches camarades en 1943 sont de jeunes militants. Bruno Nardini, né en 1919 d'un père socialiste, a émigré en France en 1923. En février 1940, alors étudiant, il a été arrêté à Paris en compagnie de seize militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, et condamné à trois ans de prison. Libéré après l'occupation de Paris, il a été à nouveau arrêté en franchissant la frontière au col du Brenner en février 1942, et envoyé à Tremiti pour deux ans.

Leonardo Iannacone, né lui aussi en 1919, étudiant en philosophie, a d'abord appartenu aux Groupes universitaires fascistes (G.U.F.) dont il a été exclu en mai 1941 pour avoir participé à l'agitation étudiante. Il a rompu peu après avec ses amis partisans de Benedetto Croce <sup>4</sup>, et est devenu marxiste. Déporté fin 1941 et libéré sous caution en mars 1942, il a rejoint Rome.

Dès sa libération, Di Bartolomeo entre au P.S.I. sur sa propre orientation de classe, et représente ce parti dans l'organisation syndicale nouvellement créée à Naples, la *Confederazione generale del lavoro*, que dirigent pour l'essentiel les communistes oppositionnels Enrico Russo, Libero Villone et Vincenzo Iorio<sup>5</sup>. Di Bartolomeo mène donc à la fois un travail « entriste » dans le P.S.I. et une activité indépendante en publiant *Il Militante*.

Le 15 décembre 1943, le groupe de Di Bartolomeo édite un manifeste programmatique, au nom du Centre national provisoire pour la construction du Parti communiste internationaliste (IV<sup>e</sup> Internationale). Sous le titre « Aux travailleurs du monde », il appelle à l'unité « sur les principes de la lutte des classes », dénonce les trahisons de la II<sup>e</sup> puis de la III<sup>e</sup> Internationale, la « la duperie monstrueuse (que) d'expliquer, comme l'ont fait les partis de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale, les causes et les buts de la guerre actuelle par un conflit entre la démocratie et le fascisme », appelle à « lutter sans relâche contre la guerre » et à constituer un parti révolutionnaire puissant. En Italie, « il faut opposer des organismes de classe, des conseils d'ouvriers, paysans et soldats » aux Comités de libération nationale « social-patriotiques » et « exiger une assemblée constituante sur les bases suivantes : liberté de la presse, liberté de réunion, droit de grève, augmentation des salaires, pain, droit au travail, attribution de terre aux paysans [...], pour préparer le soulèvement du prolétariat, pour ouvrir les voies à la révolution socialiste en Italie et dans le monde »<sup>6</sup>.

Isolé et privé de ressources, le groupe bénéficie de l'aide, matérielle et même financière, de militants trotskystes anglais sous l'uniforme. L'un d'entre eux, l'Anglais Charles Van Gelderen, membre du *Revolutionary Communist Party*, raconte :

« J'arrivais en Italie avec l'armée britannique juste après la chute de Mussolini. C'était vraiment comme si l'on vivait une renaissance politique, parce que la nuit des livres marxistes qui dataient de 1926, et dont les pages n'étaient pas encore coupées, réapparaissaient sur des étals en plein air. Lorsque ces livres furent interdits, les libraires les rangèrent simplement dans leurs greniers, et attendirent de pouvoir les ressortir. C'était une atmosphère réellement très joyeuse. Tout le monde faisait beaucoup de politique, et était très révolutionnaire. Quand vous alliez au siège des partis socialistes eux-mêmes, vous pouviez voir des affiches de Marx et Staline, avec des slogans du genre : « Le pouvoir aux travailleurs », et l'atmosphère tout entière était très révolutionnaire. [...] Je vendais toutes mes rations de cigarettes au marché noir et je donnais l'argent au mouvement. [...] Un jour un camarade américain, [...] (il était dans l'armée de l'air) nous informa qu'il avait vu à Bari [...] une affiche en faveur de la Quatrième Internationale. Elle était signée par Mangama (il s'agit de Romeo Mangano, N.d.T.).

Nous décidâmes de prendre contact avec lui. A ce moment cette zone était sous contrôle américain. Naples était sous contrôle anglais. La question était : comment aller jusque là-bas. Il fallait un permis pour se déplacer, et un laissez-passer militaire. C'était assez facile pour moi de l'obtenir. Je travaillais dans un bureau d'un hôpital militaire, et je me fis un laissez-passer que je signais moi-même. Le nom importait peu, dès lors que le document était signé au dos par un lieutenant ou un capitaine, et qu'il portait sur l'autre côté un timbre officiel. Un camarade américain qui était dans la Police militaire donna une lettre à Nicola Di Bartolomeo disant qu'il travaillait avec la Police militaire américaine, et qu'il avait la permission d'aller voir sa mère mourante à

Bari, le seul moyen de transport étant l'auto-stop avec des véhicules militaires. Donc, d'une manière ou d'une autre, en auto-stop, ou en voyageant longuement au sommet d'un chargement de vin sur une charrette tirée par un cheval, et en franchissant les montagnes, nous arrivâmes finalement à Foggia, et nous trouvâmes Mangama »<sup>7</sup>.

Ce n'est donc pas à Bari, mais à Foggia, un peu plus au nord, que les deux militants rencontrent Romeo Mangano, dirigeant de la fédération des Pouilles du P.C.I. Mangano, né en 1896, a fondé en 1913 la fédération de la Jeunesse socialiste de Capitana. Il a rejoint le P.C.I. en 1921 et est devenu secrétaire de la fédération de Foggia. Il semble qu'il soit resté pendant la période fasciste, pendant laquelle il fut arrêté et emprisonné, sur les positions de la gauche du parti. *Quatrième Internationale* écrit à ce propos en 1948 :

« La vieille fédération des Pouilles du Parti communiste italien était en majorité partisane de la tendance de Bordiga dans ce parti. Quand les relations furent coupées, en raison de la dictature fasciste, elle suivit sa propre orientation qui était parallèle à celle des bordiguistes à l'étranger. Cependant, dès la chute du fascisme, les camarades de la fédération des Pouilles, tout en maintenant en entier la vieille plate-forme de la *Sinistra Italiana*, se déclarèrent partisans d'une IV<sup>e</sup> Internationale. Ils ignoraient d'ailleurs l'existence effective de la IV<sup>e</sup> Internationale »<sup>8</sup>.

Sans débat préalable approfondi et semble-t-il sans accord politique précis, Di Bartolomeo et Mangano décident en juillet 1944 de donner naissance au Parti ouvrier communiste. Il publie *l'Internazionale*, dont le premier numéro sort le 5 août 1944, et le journal est d'ailleurs immédiatement interdit par les Alliés<sup>9</sup>.

A ces difficultés d'ordre matériel, s'ajoute le fait que le P.O.C. est né dans la plus grande ambiguïté, résultat de la fusion de deux orientations politiques divergentes, considéré d'un point de vue instrumental par ses promoteurs. D'un côté, le groupe trotskyste de Di Bartolomeo se réfère, pour élaborer son programme, aux thèses des quatre premiers congrès de l'I.C. et au *Programme de transition* de la IV<sup>e</sup> Internationale. De l'autre, Mangano et ses camarades pensent, eux, que « la tactique des fronts uniques et des fronts populaires ainsi qu'elle fut déterminée au III<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale doit être considérée comme contre-révolutionnaire, et les expériences « historiques » de France et d'Espagne, pour ne pas rappeler celles plus lointaines du Parti communiste allemand aux gouvernements de Saxe et de Thuringe, ne tolèrent aucun doute »<sup>10</sup>. Les désaccords programmatiques sont donc très profonds. Ils portent également sur la question du régime intérieur du parti. Les trotskystes sont partisans du centralisme démocratique qui doit permettre la libre discussion dans le parti avant que tous appliquent avec discipline les décisions adoptées à la majorité. Les tendances et les fractions sont à cette condition acceptées. Le centralisme révolutionnaire de Mangano, analogue au centralisme organique des bordiguistes, nie le droit de tendances organisées dans le parti, et donne à la direction un pouvoir absolu sur les militants. Pour Romeo Mangano, permettre à des militants de faire le jeu des tendances, de créer des fractions organisées en vertu d'une conception démocratique qu'il juge fautive et vide, cela signifie trahir les intérêts du prolétariat. Enfin, la question de la nature de l'U.R.S.S. constitue un point nodal des

divergences. Les trotskystes considèrent l'Union soviétique comme un Etat ouvrier dégénéré, tandis que les militants de Foggia en font un capitalisme d'Etat.

Comment, dans ces conditions, le groupe trotskyste s'est-il engagé dans une fusion avec les amis de Mangano ? Di Bartolomeo qui, pour avoir milité avec les bordiguistes avant de devenir trotskyste, connaît bien leurs positions, voulait « obtenir aussi vite que possible la reconnaissance du nouveau parti, reconnaissance sur laquelle il désirait précisément s'appuyer dans les rapports avec la fédération des Pouilles, et pour le développement même du P.O.C. dans les régions du Nord où il désirait affronter plus tard les bordiguistes comme section officielle de l'Internationale », écrit *Quatrième Internationale* <sup>11</sup>.

C'est possible. Mais on sait que Di Bartolomeo joue sur un autre tableau. Son travail entraine dans le P.S.I. (encouragé par Van Gelderen du R.C.P.) porte des fruits sur le terrain syndical. Le 29 décembre 1943, lors du premier Conseil général des ligues constituées, il devient membre de la C.E. de la Bourse du travail de Naples, qui compte déjà 26 ligues et 15 000 adhérents. Il est par ailleurs délégué des exilés au deuxième Conseil national du P.S.I. qui a lieu à Bari le 29 janvier 1944. Et à la même date, il s'oppose victorieusement à une tentative du P.C.I. de liquider la Confédération générale du travail de Naples dirigée par Russo et les autres communistes oppositionnels. Au congrès de cette organisation, les 18, 19 et 20 février à Salerne, il présente une motion votée à l'unanimité qui réclame « la transformation radicale de la société à travers la socialisation des grands moyens de production et d'échange ».

Mais la C.G.L. napolitaine ne résiste pas longtemps aux manœuvres venues essentiellement du P.C.I. Elle cède la place à la *Confederazione generale italiana del lavoro* (C.G.I.L.), née de l'accord au sommet à Rome en juin 1944 entre le P.C.I., le P.S.I. et la Démocratie chrétienne. Dès lors un des principaux terrains d'activité de Di Bartolomeo au titre du P.S.I. disparaît et c'est probablement en raison de son hostilité à l'accord de Rome qu'il est exclu du P.S.I. fin 1944, après avoir une dernière fois participé à sa commission syndicale napolitaine.

Pendant un an, les trotskystes ont-ils hésité entre l'entrisme et la construction d'un partisan indépendant ? Ont-ils voulu, pendant un certain temps, mener les deux de front ? Toujours est-il qu'au début de 1945, forts de l'appui de l'Internationale, et après l'exclusion de Di Bartolomeo du P.S.I., ils s'orientent sur la deuxième voie. Il fallait pour cela une assise numérique que le groupe de Foggia, majoritaire, apportait au jeune parti.

Pourquoi Mangano, de son côté, a-t-il voulu aussi ce bloc ? Sans doute pensait-il pouvoir utiliser une organisation déjà structurée, même faible, où il pourrait faire progresser ses propres idées. Il déclare en effet à Arturo Peregalli : « Nous ne nous fondîmes pas avec les trotskystes, mais crûmes utile de nous mettre à leurs côtés pour la possibilité que nous donnait une organisation internationale » <sup>12</sup>.

Le S.I. de la IV<sup>e</sup> Internationale avait hésité, pour sa part, avant de reconnaître le P.O.C. comme section italienne. La « lettre d'adhésion du Parti ita-

lien à la IV<sup>e</sup> Internationale » avait en effet suscité des réserves dans le S.I., en raison de l'ambiguïté d'un des paragraphes qui indiquait « que seul un Congrès mondial des partis et mouvements adhérents aux principes bolchevik-léninistes et au programme de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la base de l'expérience d'Octobre 1917 et des quatre premiers Congrès de l'Internationale communiste peut construire définitivement la IV<sup>e</sup> Internationale » <sup>13</sup>. Dans une « Lettre aux Italiens » <sup>14</sup> du 2 janvier 1945, le S.I. leur reprochait de considérer la IV<sup>e</sup> Internationale comme un programme, et pas comme une organisation, tout en décidant d'y adhérer. Il rappelait le tournant de 1933 vers de nouveaux partis et une nouvelle Internationale, les « cinq ans de lutte contre les centristes et les opportunistes », la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, la Conférence d'Alarme de 1940. Affirmant nettement que « rejoindre la IV<sup>e</sup> Internationale signifie non seulement adhérer à son programme mais aussi à sa discipline », le S.I. repoussait l'application de la « lettre d'adhésion » jusqu'à une réponse des Italiens.

Ce n'est semble-t-il pas cela qui fit adopter au S.I. la reconnaissance du P.O.C., mais, selon *Quatrième Internationale*, « une très forte pression (fut) exercée sur lui par la tendance minoritaire du parti néo-zélandais et par d'autres sections d'outre-mer qui crièrent au scandale et accusèrent le S.I. de saboter pour des raisons de tendances l'extension et l'influence de notre mouvement vers de nouveaux partis » <sup>15</sup>.

Né dans l'équivoque, le P.O.C. est tout d'abord dirigé par les trotskystes autour de Di Bartolomeo. Ils reçoivent un précieux renfort à la mi-1945 avec Libero Villone, qui, à 32 ans, est déjà un vieux militant. Adhérent du P.C.I. dans la clandestinité, il en est exclu en 1938 pour avoir critiqué les procès de Moscou. En 1940, il est parmi les dirigeants du groupe anti-fasciste *Spartaco* à Naples. Arrêté en 1943, libéré après la chute de Mussolini, il se retrouve parmi les cadres communistes qui reconstituent la fédération du P.C.I. à Naples. Avec Enrico Russo, Vincenzo Ingangi, Mario Palermo <sup>16</sup> et bien d'autres opposants à la politique d'union nationale du P.C.I., il fait partie de la fédération de Montesanto du P.C.I. à Naples <sup>17</sup>. Membre important de la C.G.L., il est rédacteur en chef de son organe *Battaglie Sindacali*. A la mi-1944, il rejoint la Fraction de gauche des communistes et socialistes italiens, qui regroupe aussi bien des bordiguistes de vieille souche comme Fortunato La Camera, Francesco Maruca ou Ludovico Tarsia <sup>18</sup>, que des militants à l'itinéraire plus complexe comme Russo ou Renato Pistone <sup>19</sup>, ou encore des hommes que leur passé ne relie à aucune des vieilles oppositions au stalinisme comme Otello Terzani <sup>20</sup>. Villone ne suit pas la Fraction quand elle se fonde majoritairement dans le Parti communiste internationaliste bordiguiste en juillet 1945, et il devient trotskyste.

La direction du P.O.C. s'installe à Naples, pendant que la fédération des Pouilles reste éloignée, organisationnellement et politiquement, de la direction, se comportant comme un parti dans le parti. Les difficultés sont grandes. Né dans le sud du pays, le parti a beaucoup de mal à s'implanter dans le nord, où il doit affronter le Parti communiste internationaliste bordiguiste avec qui les relations deviennent vite très tendues. Les rapports avec de nom-

breuses régions sont limitées à des échanges de lettres et le parti a du mal à s'attacher les groupes avec lesquels il est en contact. Le manque de moyens financiers empêche les déplacements indispensables et contraint à réduire le tirage du journal dont la publication est déjà irrégulière. D'autre part, le manque d'expérience et d'un noyau de cadres suffisamment important est dramatiquement aggravé par la mort de Di Bartolomeo, en janvier 1946.

En avril 1946, la direction tente de résumer la nature des problèmes fondamentaux. Nardini estime :

« En réalité, le P.O.C. a un vice d'origine : celui d'être né prématurément, en ce sens qu'incités par la situation politique qui semblait favorable, les militants trotskystes en Italie s'empressèrent de proclamer la constitution du P.O.C., sans avoir auparavant assuré un fonctionnement régulier même minime du parti à travers la formation d'un noyau initial de cadres suffisant. [...] A ce vice d'origine se sont ajoutés de graves difficultés objectives, qu'il faut indiquer :

1. Les vingt années de domination fasciste ont mis le mouvement ouvrier italien hors du mouvement ouvrier mondial et pour cela les prolétaires italiens manquent de l'expérience des défaites prolétariennes provoquées par le réformisme et le stalinisme.

2. Les quelques militants qui réussirent à réagir contre la démoralisation de la défaite de 1922 et commencèrent la lutte clandestine contre le fascisme, ne trouvèrent d'autre organisation antifasciste que la stalinienne, dans les rangs de laquelle ils furent corrompus par le carriérisme, le conformisme ou par l'opportunisme.

3. La tradition bordiguiste et la naissance de l'équivoque et confus Mouvement communiste d'Italie, de tendance centriste, ont constitué un écran entre les ouvriers les plus avancés qui sortaient des partis opportunistes et la IV<sup>e</sup> Internationale.

4. Avant la fondation du P.O.C., le trotskysme n'était connu, en Italie, et insuffisamment, que par quelques intellectuels, alors que les masses ouvrières l'ignoraient totalement.

Comme si le vice d'origine et les grosses difficultés objectives ne suffisaient pas, les dirigeants ont fait des erreurs plutôt sérieuses. On a toujours travaillé au coup par coup, sans un plan de travail ordonné. On a appliqué le centralisme démocratique à l'envers : on a fait de la démocratie sur des questions de programme — voir le cas de Foggia — et on a fait du centralisme dans les questions personnelles, en ce sens que l'on a concentré tout le travail sur quelques dirigeants »<sup>21</sup>.

C'est vers le milieu de l'année 1946 que le problème des rapports avec la fédération des Pouilles devient aigu : dans son rapport pour le 1<sup>er</sup> mai 1946, Nardini déclare :

« Ce courant [bordiguiste] existe aussi dans notre parti et a pris la forme d'une violente opposition, non seulement politique mais organisationnelle, d'obstruction systématique à la construction du parti. La lutte contre cette tendance (Romeo Mangano-Foggia) est arrivée à son point culminant, et il sera nécessaire, si elle ne veut pas se plier à la discipline intérieure et extérieure du parti et au programme, non du P.O.C. mais de la IV<sup>e</sup> Internationale, de prendre des mesures définitives »<sup>22</sup>.

Courant juillet, le B.P. se réunit en présence de Michel Raptis, dit Pablo, délégué du S.I., alors principal dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le procès-verbal indique qu'y furent décidées une série de mesures d'organisation, pratiques et administratives : le B.P. doit se réunir toutes les trois semaines ; Villone est responsable de l'Italie méridionale, Iannacone de l'Italie centrale et Nardini de l'Italie septentrionale ; le parti est organisé en cellules d'usines et

en cellules locales ; l'effort doit être concentré sur le nord et le journal doit sortir tous les quinze jours à 5 000 exemplaires ; le *Programme de transition* doit être publié ainsi que d'autres documents dont un Bulletin intérieur préparant le premier congrès du parti, une école théorique doit former tous les membres du parti, etc. En ce qui concerne Mangano, la fin du procès-verbal nous manque, et nous ne pouvons préciser quelle position fut prise. Il semble bien, cependant, que sur proposition de Pablo, le B.P. ait invité Mangano à s'expliquer par écrit sur ses positions et ses désaccords avec la direction<sup>23</sup>.

Mais la crise rebondit le 20 août 1946 avec la démission (pour des « raisons personnelles ») de Iannacone du B.P., désormais réduit à Villone et Nardini. La parution du journal et tout le plan de travail élaboré avec Pablo est remis en cause<sup>24</sup>. Le B.P. décide donc de « diriger essentiellement ses efforts vers l'affermissement de notre parti dans le Nord, même au détriment de notre travail dans le Sud »<sup>25</sup>. Nardini doit s'installer à Milan, tandis que Villone est chargé du journal à Rome et qu'il devra rejoindre ultérieurement son camarade. Le congrès du parti, prévu pour fin 1946, est reporté. Mais les nouvelles dispositions sont vaines. La situation va tourner au Comité exécutif international d'octobre 1946.

Nardini, dans son rapport au C.E.I., donne les éléments les plus précis que nous ayons sur le P.O.C. Parti de trois régions : Foggia avec le groupe le plus important, Naples avec l'appui de Di Bartolomeo et de son travail syndical, et Rome, le P.O.C. a constitué des sections à Venise, Cosenza et Milan. Cette nouvelle implantation est récente et limitée, mais les quatre ou cinq militants milanais vendent, dans les usines, 250 à 300 exemplaires du journal, qui a pris le nom de *IV Internazionale*. Dans toute l'Italie, la vente militante oscille entre 1 000 et 1 500 exemplaires, le reste du tirage étant confié à une agence de distribution. (La répartition par ville est la suivante : Naples, 100 à 150 ; Rome, 150 ; Cosenza, 60 à 75 ; Foggia, 100 au minimum ; Milan, 250 à 300).

Le P.O.C. reste cependant, fin 1946, un tout petit parti qui regroupe moins de 200 militants dont deux tiers environ à Foggia sous le contrôle de Mangano. La « question Mangano » est d'ailleurs soumise au C.E.I., et donne lieu à une résolution commune du S.I. et des délégués italiens Nardini et Mangano :

« a) Le camarade Mangano, en tant que représentant de la fédération des Pouilles, s'engage à respecter la discipline du Parti et de l'Internationale, et à ne défendre ses opinions différentes de la ligne politique de l'Internationale qu'à l'intérieur du Parti et de l'Internationale. b) Le B.P. sera composé de trois membres dont l'un, le camarade Mangano, qui représentera la fédération des Pouilles et assumera les fonctions de secrétaire général du P.O.C. italien. c) La direction politique du journal sera donnée à un camarade de la majorité du B.P. qui sera assisté par un sous-directeur appartenant à la tendance de la fédération des Pouilles. d) Les trois camarades du B.P. s'établiront à Milan, désormais siège de la direction du P.O.C. »<sup>26</sup>.

On peut s'étonner de cette résolution après que Nardini, dans son rapport au C.E.I. ait expliqué que « la reconnaissance du P.O.C. comme section italienne par le S.I. a été une décision complètement aventureuse, en ce sens

qu'il n'existait pas, à ce moment-là, de P.O.C., il n'existait que des groupes qui voulaient devenir la IV<sup>e</sup> Internationale », et qu'il ait rappelé les divergences entre Mangano et la IV<sup>e</sup> Internationale. Il est probable que le S.I. répéta son erreur de 1944 de n'avoir pas tiré toutes les conséquences de la profondeur des désaccords entre les deux groupes constitutifs du P.O.C.

En dépit de la publication d'un programme de revendications transitoires adapté à l'Italie, rien ne s'améliore après le C.E.I. Seuls deux militants se rendent à Milan où la nouvelle direction a été transférée. Les problèmes matériels submergent le parti, et l'aide promise par le S.I. arrive irrégulièrement. Mangano, resté dans les Pouilles, propose alors de réunir une conférence nationale d'organisation chargée de régler les questions pratiques et techniques. C'est pourtant de toute autre chose que la conférence, qui a lieu à Naples pendant l'hiver 1946-47, va s'occuper. Il en sort en effet un nouveau B.P. et un nouveau C.C. dont ne font pas partie les anciens dirigeants trotskystes du P.O.C.

Dès lors, le journal, qui subit une longue interruption entre janvier et mai 1947, est publié à Foggia et défend, sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale, une orientation qui lui est totalement étrangère. Le 21 mai 1947, commentant la crise gouvernementale qui a précédé la formation du troisième gouvernement De Gasperi <sup>27</sup>, *IV Internationale* écrit :

« Les travailleurs conscients doivent assister à cette crise de gouvernement comme de simples spectateurs, car ils n'ont aucun intérêt à faire valoir auprès des divers De Gasperi, même si aujourd'hui ils s'appellent Nenni ou Togliatti » <sup>28</sup>.

Ainsi le P.S.I et le P.C.I. sont-ils mis sur le même plan d'égalité que la Démocratie chrétienne, et dans le numéro suivant du journal, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sont placés tous deux sur le même pied impérialiste.

Le S.I. se retrouvait donc non plus avec une fraction dissidente d'une de ses sections, mais face à la direction de la section italienne. La crise s'ouvrait tout grand entre le P.O.C. et la IV<sup>e</sup> Internationale. La correspondance entre le B.P. du parti et le S.I. échangée entre juin et juillet 1947 témoigne de la virulence de l'affrontement. Au S.I. qui, le 23 Juin, rappelle qu'« il n'y a jamais eu en réalité de congrès constitutif du Parti en Italie et que l'Internationale est désireuse d'arriver au plus vite à la clarification politique et organisationnelle nécessaire de votre mouvement en Italie », le B.P. du P.O.C. répond le 27 juin :

« Nous pensons que jusqu'au congrès mondial [de la IV<sup>e</sup> Internationale] on ne peut parler d'une orientation unique de la IV<sup>e</sup> Internationale : c'est seulement après le congrès que toutes les sections devront s'orienter selon la ligne qui sera définie au congrès même [...] En conséquence, la ligne de notre parti doit être considérée pour ce qu'elle est jusqu'au congrès mondial. Après le congrès, *il y aura la discipline la plus sévère* » <sup>29</sup>.

On retrouve une position quasi-identique à celle exprimée dans la « Lettre d'adhésion du Parti italien à la IV<sup>e</sup> Internationale » selon laquelle « seul un congrès mondial de tous les partis et mouvements adhérents aux principes bolchevik-léninistes et au programme de la Quatrième Internationale peut définitivement [la] construire ». Par ailleurs le P.O.C. est peu soucieux vis-à-

vis de l'Internationale du « centralisme révolutionnaire » qu'il exerce sur les militants. Le B.P. adresse de violents reproches au S.I. :

« Notre parti ne peut tolérer les fractions organisées dans le Parti *spécialement* si vous les encouragez. Notre parti *ne tolère pas* votre ingérence dans le fonctionnement organisationnel du parti. Notre parti est parfaitement persuadé que vous organisez un travail fractionnel dans toutes les sections de l'Internationale et que, en Italie seulement, cela ne vous sera pas possible ». « Vous êtes trop habitués à travailler d'une manière fractionnelle pour comprendre certaines choses ; [...] Nous sommes toujours plus convaincus que vous êtes complètement dépourvus de capacités d'organisation ; vous mélangez le travail d'organisation politique avec celui d'un cirque équestre quelconque. En Italie il n'y a pas de Barnum. Ne nous obligez pas à nous répéter » <sup>30</sup>.

En août ou septembre 1947, après qu'un délégué du S.I. se soit rendu en Italie et ait convoqué un C.C. dont rien de positif ne sortit, le S.I. prend des mesures contre Mangano. Il décide :

1. d'éclaircir devant les membres du P.O.C. et devant toute l'Internationale la nature des divergences entre Mangano et le trotskysme ;
2. de préparer une plate-forme réellement trotskyste en Italie et de commencer la lutte pour constituer sur cette base une tendance politique trotskyste ;
3. de commencer un large travail de regroupement en dehors du P.O.C. pour constituer les bases d'un véritable parti trotskyste en Italie.

Pour la première fois le S.I. met en place un plan d'action susceptible de sortir le trotskysme italien de l'ornière où il s'est embourbé. Ces dispositions donnent un cadre à l'activité des militants trotskystes dans la période de préparation du congrès du P.O.C., mais elles signifient aussi que le P.O.C. est peut-être considéré comme perdu pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

Bruno Nardini et Pablo vont étroitement collaborer pour préparer le congrès du parti. Le premier écrit deux articles : « La situation italienne et les tâches du P.O.C. » et « La construction du parti en Italie et les rapports avec l'Internationale », le deuxième écrit pour sa part « Pour une politique trotskyste en Italie », et les deux militants élaborent un « Projet de programme d'action pour l'Italie ». Tous ces textes sont publiés au *Bulletin intérieur* du S.I. d'août 1947. Les militants trotskystes du P.O.C. disposent donc, à quelques semaines du congrès, d'une analyse et d'un programme pour affronter Mangano et regrouper un noyau trotskyste en Italie. Mais le dirigeant des Pouilles a, dès avant le congrès, une position très nette. Il déclare au B.P. du 27 juin :

« Le congrès du parti ne changera pas grand chose au parti, car les forces sont ce qu'elles sont, et ce ne seront pas les bavardages de tel ou tel camarade qui pourront modifier des positions qui sont le fruit d'une expérience vécue » <sup>31</sup>.

C'est sous de tels auspices que le congrès fut convoqué en novembre 1947.

Il est probable que les textes de la minorité trotskyste du P.O.C. n'ont pas circulé dans le parti dans la période qui a précédé le congrès. C'est du moins ce qui ressort du rapport italien au deuxième Congrès mondial de la

IV<sup>e</sup> Internationale, et rien n'indique que la demande du S.I. de publier ces articles dans un bulletin intérieur du parti a été suivie d'effet.

Mangano, qui affirmait en juin-juillet ne pas avoir peur de répondre au C.E.I. et l'inutilité des « bavardages » de camarades de la minorité, organise le congrès, (toujours selon le rapport au deuxième Congrès mondial), comme s'il voulait en faire une réunion à la fois quasi-clandestine et anti-démocratique. En effet, les mandats sont bloqués par région sur un seul délégué, ce qui conduit à ce que les diverses positions dans chaque région ne sont pas représentées, et à un congrès où seuls sept ou huit membres ont le droit de vote.

Le délégué du S.I. y explique que si le P.O.C. persévère dans son orientation fondamentalement opposée à la IV<sup>e</sup> Internationale, il ne pourra en rester longtemps membre. Cependant, le S.I. reste favorable au maintien du parti dans l'Internationale si celui-ci vote une résolution réaffirmant son adhésion à l'Internationale et l'acceptation de sa discipline politique et d'organisation. A cette condition, il pourra défendre ses droits au sein de l'Internationale. Le délégué du S.I. applique ainsi une orientation décidée au C.E.I. de septembre 1947, où l'on avait également décidé de regrouper des militants trotskystes en dehors du P.O.C. Il cherche donc à jouer sur deux tableaux. Mangano accepte les propositions du S.I. et de la minorité, et appelle alors le congrès à voter la résolution qui l'engage solennellement à appliquer en public la ligne politique de l'Internationale en Italie.

En fait, le P.O.C. sortait de son congrès sans avoir réglé aucune des divergences qui opposaient ses fractions. Le S.I., qui disposait pourtant de l'expérience de la résolution issue du C.E.I. d'octobre 1946 presque immédiatement violée par Mangano, poursuivait dans la même voie tout en invitant en même temps les militants qui lui étaient favorables à continuer leur travail en dehors du P.O.C. Il laissait ainsi à Mangano tout le loisir d'accuser les militants qui suivaient ses instructions de rupture du centralisme et de manœuvres fractionnelles.

Mangano allait à nouveau se charger de lever les ambiguïtés. Dès après le congrès, le journal continue à défendre l'orientation de la fraction majoritaire du parti. Le S.I. envoie alors une lettre ouverte de protestation au C.C. et à tous les membres du P.O.C. dans laquelle il avertit la direction qu'il ne tolérera pas plus longtemps une situation où la politique trotskyste resterait inconnue aux ouvriers italiens. La direction du P.O.C. passe outre, et Mangano déclare au C.C. de février 1948 que tous les moyens sont bons pour lutter contre la direction de l'Internationale et qu'il avait fait voter par le congrès la résolution du S.I. afin de l'induire en erreur <sup>32</sup>. Il semble bien que le S.I., dont un délégué assistait à ce comité central, ait alors pris la décision d'exclure le P.O.C. de l'Internationale, mais ait attendu le congrès mondial pour qu'elle soit effective.

Quelques mois plus tard, après que le P.O.C. eut pris une position totalement abstentionniste aux élections d'avril 1948, *IV Internazionale* déclarait :

« Notre parti, qui est toujours resté intransigeant, se considérant comme l'unique parti de la classe ouvrière italienne, reste sur ses positions, et encore une fois, après

l'enivrement de juin 1946, tient haut le drapeau de l'Internationale prolétarienne, constituée cent ans plus tôt, et aujourd'hui plus vivante que jamais même si, sur son chemin, elle a dû rejeter plusieurs chiffres romains, la I<sup>re</sup>, la II<sup>e</sup>, la III<sup>e</sup> et peut-être aussi la IV<sup>e</sup>, pour arriver à la construction définitive de la direction révolutionnaire mondiale pour la destruction du pouvoir capitaliste » <sup>33</sup>.

Mangano, et avec lui le P.O.C., se considèrent désormais presque hors de l'Internationale. Du côté des trotskystes, comme de celui de Mangano, on s'achemine vers le congrès mondial de l'Internationale dans le même esprit de rupture.

Au congrès mondial, en juin 1948, la question italienne est évoquée à travers le rapport déjà cité à maintes reprises. Elle y est réglée par une « résolution sur le P.O.C. d'Italie ». Cette résolution rappelle :

1. Les divergences de principe sur le programme, la nature des P.C. et des P.S., de l'U.R.S.S., et l'analyse de la période.
  2. Les divergences politiques sur le rôle des mots d'ordre de transition, la politique syndicale, la question du front unique et de l'unité d'action, la politique dans la jeunesse et sur la question agraire.
  3. Les divergences de principe organisationnelles sur le « centralisme révolutionnaire » opposé au centralisme démocratique, le sectarisme, les méthodes d'organisation du P.O.C. qui s'inspirent du slogan « tous les moyens sont bons » dans le conflit avec le S.I.
- Elle caractérise la situation italienne en relevant la maturité particulière de la classe ouvrière qui s'est affirmée dans l'assimilation des mots d'ordre sur l'échelle mobile des salaires, le blocage des licenciements et le contrôle ouvrier. Elle affirme que « la mainmise du stalinisme sur la classe ouvrière est loin d'être absolue », et que le P.S.I., encore lié à la classe ouvrière, peut offrir des possibilités de travail pour une minorité révolutionnaire. Enfin, les années passées ont vu des courants se constituer dans et à l'extérieur des partis traditionnels, et si l'absence de parti trotskyste a empêché leur cristallisation, il n'est pas trop tard pour regrouper les militants hors des partis traditionnels.

La même partie de la résolution note l'insistance du C.E.I. et du S.I. pour avoir une discussion démocratique avec le P.O.C. et rejette les accusations d'activité fractionniste. Evoquant le « travail de regroupement révolutionnaire », elle propose de poursuivre l'action engagée par la minorité du P.O.C. dans le but de publier une revue trotskyste. Pour finir, elle prend une série de mesures :

« Le Congrès mondial :

*Décide* de tirer les conclusions organisationnelles de l'état de fait existant actuellement en Italie tel qu'indiqué ci-dessus.

*Déclare* que le parti qui s'appelle *Parti Ouvrier Communiste* n'est plus la section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale et que celle-ci reste à construire.

*Appelle* tous les camarades du P.O.C. à se rassembler autour de la revue qui doit être publiée prochainement, en vue de construire une organisation trotskyste en Italie.

*Indique cependant aux autres membres du P.O.C. que s'ils désirent maintenir des rapports avec la IV<sup>e</sup> Internationale ils peuvent demander le titre d'organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale qui leur sera accordé par un C.E.I. après une période*

d'essai de six mois, à condition qu'ils appliquent les décisions politiques et organisationnelles du Congrès mondial. Dans ces conditions, ils auront le droit de remettre en question la désaffiliation devant un C.E.I. ultérieur.  
Charge le S.I. de continuer sous sa responsabilité directe le travail de regroupement révolutionnaire en Italie, dont la tâche lui avait été confiée par le C.E.I. d'octobre 1947 » 34.

La brève histoire du P.O.C. s'achève sur un fiasco. Pouvait-il en être autrement avec un parti qui tentait chimériquement de réunir des fractions que tout divisait ? L'essentiel de l'activité du parti semble avoir été la lutte interne, et les quelques succès incontestables comme la publication et la progression rapide de la vente du journal n'ont pas permis que s'établisse un lien solide avec les masses ouvrières. Ce sont quelques dizaines de militants qui, après le congrès de l'Internationale, reprennent presque à zéro le travail de construction d'une organisation trotskyste en Italie.

## NOTES

- Rappelons que les journaux de la N.O.I., *Il Bollettino della N.O.I.*, puis *La Verità*, furent publiés en France dans l'émigration.
- Raymond Molinier (né en 1904), un des fondateurs de *La Vérité* en 1929, dirigeait alors le P.C.I., rival du P.O.I., la section « officielle » de la IV<sup>e</sup> Internationale en France. Pierre Frank (1905-1984), ingénieur chimiste, avait été depuis 1929 étroitement associé à Raymond Molinier et était avec lui un des principaux dirigeants du P.C.I.
- Marceau Pivert (1895-1958), ancien animateur de l'aile gauche de la S.F.I.O., avait fondé le Parti socialiste ouvrier et paysan en 1938.
- Benedetto Croce (1866-1952), fut un des chefs du parti libéral italien.
- Enrico Russo (1895-1973), Libero Villone (1913-1973), et Vincenzo Iorio, étaient tous trois opposés à la politique d'union nationale du P.C.I., et faisaient partie des militants communistes dirigeant la C.G.L., le syndicat qui s'était reconstitué indépendamment des directions des partis ouvriers.
- Bulletin du Secrétariat européen de la IV<sup>e</sup> Internationale*, n. 1, Novembre 1944.
- Témoignage de Charles Van Gelderen, in Sam Bornstein, Al Richardson, *War and the International*, London, 1986, pp. 29-31.
- Quatrième Internationale*, vol. 6, n. 3-4-5, mars-mai 1948.
- The Militant*, 30 septembre 1944.
- « Thèses du P.O.C. », in *Bulletin intérieur du S.I. de la IV<sup>e</sup> Internationale*, vol. 2, n. 17, août 1947. En Saxe en 1920, 1921 et 1923, et en Thuringe en 1921, le K.P.D. avait apporté les voix de ses députés aux Landtag aux gouvernements social-démocrates de ces deux Länder.
- Quatrième Internationale*, loc. cit., p. 105.
- Arturo Peregalli, *L'altra resistenza, la dissidenza di sinistra in Italia, 1943-1945*, inédit.
- International Bulletin*, février 1945.
- Ibidem*.
- Quatrième Internationale*, loc. cit., p. 105. Le parti néo-zélandais est le S.W.P.
- Vincenzo Ingangi (né en 1895), ancien socialiste maximaliste, dirigeant de la fédération napolitaine du P.C.I. au début 1943, rejoint la fédération de Montesanto. Il retourne au P.C.I. et devient député provincial après-guerre. Mario Palermo (né en 1898), avocat, rejoint le P.C.I. en 1930, mais il a alors « des réserves sur la politique de Staline ». Comme Ingangi, il sera des fondateurs de la fédération de Montesanto du P.C.I. et, regagné par la direction nationale du parti, sera sous-secrétaire dans le premier gouvernement d'union nationale.
- A Naples, le P.C.I. se reconstitue en mars et avril 1943 autour d'hommes dont l'objectif est de reconstruire un parti révolutionnaire, et qui considèrent la politique d'union nationale

comme « une véritable trahison ». Le représentant de la direction stalinienne du parti, Eugenio Reale, modifie d'autorité le comité fédéral et interdit de fait (en le fermant), l'accès au siège du parti aux militants. Devant cette provocation, les dirigeants élus du Comité fédéral décident de transporter la fédération du P.C.I. dans un local nouveau, rue Montesanto. Ainsi naît la fédération de Montesanto. La scission durera quarante-cinq jours. Les opposants, isolés et sans journal, ne pourront résister aux représentants « officiels » du P.C.I. qui disposent de *l'Unità*. Si Mario Palermo, Vincenzo Ingangi et Eugenio Mancini seront durablement gagnés à la cause de Togliatti, le retour au P.C.I. d'hommes comme Russo ou Villone, qui n'avaient en rien renié leurs positions, indiquait la profondeur de la crise du P.C.I. en Campanie.

- Fortunato *La Camera* (1898-1972), lié personnellement à Bordiga, exclu du P.C.I. en 1932, participe fin 1943 à la reconstitution du P.C.I. à Cosenza, et rejoint la Fraction de gauche des communistes et socialistes italiens fin 1944 après une nouvelle exclusion du P.C.I. Francesco Maruca (1898-1962), socialiste en 1915, fondateur du P.C.I. à Catanzaro, écarté de la direction pour sa solidarité avec Bordiga, reprend en 1943 la tête de la fédération de Catanzaro du P.C.I. Il est exclu en septembre 1944 avec une bonne partie des dirigeants de la fédération et rejoint la Fraction. Ludovico Tarsia (né en 1876), chirurgien connu, membre de la fraction de Bordiga dans le P.S.I., élu au C.C. du P.C.I. à Livourne, émigre au Brésil de 1928 à 1938. Il reprend contact avec Bordiga à son retour en Italie.
- Renato Pistone (né en 1910), fils d'un membre important du parti fasciste, émigre en France en 1932. En contact avec les frères Rosselli, il s'éloigne d'eux et rejoint les trotskystes du groupe bolchevik-léniniste dans le P.S.I. en 1936. Il travaille avec le P.O.U.M. en Espagne en octobre de la même année, et il se heurte alors violemment avec Di Bartolomeo. Il regagne l'Italie en 1942.
- Otello Terzani (né en 1899), militant du P.C.I., plusieurs fois emprisonné, dirige à Rome, pendant la résistance, *l'Armata rossa*, organisation armée liée au Mouvement communiste d'Italie, ce dernier s'opposant longtemps à la politique d'union nationale du P.C.I.
- P.V. du B.P. élargi des 13 et 14 avril 1946, B.I. du P.O.C., a. 2, n. 1. Archives de l'I.L.T.
- Rapport d'activité de Nardini pour le 1<sup>er</sup> mai 1946, en français, archives I.L.T.
- P.V. du B.P., non daté, mais probablement entre le 5 et le 20 juillet 1946. Archives I.L.T.
- Lettre de Nardini au S.I., 22 août 1946, et lettre du B.P. du P.O.C. au S.I. du 25 août 1946, archives I.L.T.. Bruno Nardini joua un rôle important à cette époque. Nous ne pouvons que regretter que, contacté par nous directement et indirectement, il n'ait jamais répondu à nos sollicitations. C'est toute l'histoire du trotskysme en Italie dans cette période qui y perd.
- Lettre du B.P. au S.I. du 25 août 1946.
- Résolution du 31 octobre 1946, archives I.L.T.
- Alcide De Gasperi (1881-1954), chef de la Démocratie chrétienne, président du Conseil de 1945 à 1953.
- Pietro Nenni (1891-19 ) était alors secrétaire général du parti socialiste ; Palmiro Togliatti (1893-1964), était lui le secrétaire général du P.C.I.
- B.I. du S.I., *supplemento per l'Italia*, septembre 1947, archives I.L.T.
- Lettres des 27 juin et 5 juillet 1947, *Ibidem*.
- P.V. du B.P. du 27 juin 1947, *Ibidem*.
- Quatrième Internationale*, loc. cit., p. 108.
- IV Internazionale*, n. 9, 1948.
- Quatrième Internationale*, loc. cit., pp. 108-111.

## CHRONIQUE

Pierre Broué

Le P.C. italien, la guerre et la révolution <sup>1</sup>

La thèse de Serge Lambert n'a pas « encore » trouvé d'éditeur. Ne nous plaignons pas : nous pensons que c'est en réalité parce qu'elle a été soutenue en France qu'elle a trouvé un directeur de recherche et un jury, qu'elle n'aurait pu trouver en Italie même, pour des raisons politiques, et parce qu'il est des mythes que les politiciens défendent bec et ongles contre les vrais historiens, c'est-à-dire contre la recherche de la vérité historique.

L'histoire de l'Italie pendant la guerre, l'histoire du P.C.I. pendant cette guerre ne sont pas en effet n'importe quel épisode. En Italie, c'est l'agitation ouvrière — et personne ne s'étonnera qu'elle soit partie de FIAT — qui a ébranlé définitivement les bases du régime fasciste, creusé la tombe de Benito Mussolini, une fin de règne qui rappelle un février 1917 en plus triste, mais avec les mêmes phénomènes d'une police qui hésite à réprimer et laisse au travailleur un peu de temps, juste ce qui était nécessaire à réaliser ce qu'est leur coude-à-coude, ce que sera demain la grève générale pour abattre le régime. C'est aussi en Italie que le P.C.I. — la section de l'Internationale communiste que dirige directement Moscou — intervient auprès des hiérarques, fascistes renégats, maréchaux et prélats, pour leur proposer le compromis qui sauvera les uns et les autres de la pression de la rue en échange d'un ministère et donc de la reconnaissance légale de l'agence italienne de Moscou.

C'est à partir de là que commence le travail de Serge Lambert, un travail axé sur le P.C. italien mais qui, en réalité, le dépasse largement, car ses frontières étaient floues : un travail qui est une histoire des communistes italiens pendant la guerre, une histoire d'une révolution qui cherchait ses marques et qui a bien failli les trouver à temps. C'est le mérite de Serge Lambert d'avoir avant tout compris tout cela et de ne pas s'être contenté de garder un œil sur les bordiguistes et un autre sur Togliatti et Longo, de n'avoir fait une histoire ni de groupuscules ni d'appareils, mais celle d'un développement révolutionnaire et d'un mouvement qui échappent largement à la chronologie et à la typologie classiques et qui constituent au fond un parcours rude et difficile au cours duquel une poignée d'apparatchiks, appuyés sur la puissance des armées alliées, ont réussi à faire reculer la révolution italienne, remportant ainsi une partie décisive dans la lutte contre la révolution.

L'histoire de l'Italie à ce rendez-vous de l'histoire ne s'explique d'abord dans un premier temps que si l'on veut bien comprendre qu'elle obéit ici, du fait du long règne du fascisme, à une sorte de loi du développement inégal et combiné dans le domaine politique. C'est pratiquement en 1926 que le communisme italien quitte les sentiers de l'histoire du communisme mondial pour s'engager dans un *no man's land* dans lequel le temps a suspendu son vol. Le parti, interdit de droit et de fait, est un parti marqué de l'influence bordiguiste, non pas au sens sectaire que prendra plus tard le mot, mais au sens gauchiste révolutionnaire qui peut caractériser dans ce cas le courant influencé par Amadeo Bordiga, le vrai fondateur du P.C.I. Les hommes qui, à travers quelques années de prison et de *confino*, voire une « survie » libre précaire, sont restés fidèles à ce communisme du milieu des années vingt dont personne ne saurait contester que ses pulsions et son système d'idées sont entièrement orientés par la perspective révolutionnaire. D'un autre côté, ces révolutionnaires ont une « Mecque », la Moscou révolutionnaire qui a ouvert le cycle dans lequel ils s'attendent à s'engager tôt ou tard. Or Moscou et l'Union soviétique ont pour eux les couleurs de 1920-26. Ni les uns ni les autres, dans la plupart des villes et des villages, n'ont depuis des années de rapports avec l'appareil. Ils n'ont aucune idée de la façon dont l'hitlérisme est arrivé au pouvoir appuyé sur la division entretenue par l'Internationale communiste et les invectives sur le social-fascisme. Ils ont ignoré l'époque du Front Populaire, « la main tendue » aux catholiques ou aux chemises noires, la collaboration ministérielle. La guerre d'Espagne n'a été pour eux qu'une croisade de leurs bourreaux et de leurs maîtres contre leurs frères ouvriers et paysans de la péninsule ibérique. Ils ne savent rien des procès de Moscou, des crimes du stalinisme, pas grand-chose du pacte germano-soviétique et de la collaboration pour l'Europe nouvelle entre Staline, Hitler et Mussolini. Mais ils sont en revanche entrés de plein pied dans la guerre de Hitler contre l'Union soviétique et l'Armée rouge — la leur, celle « des ouvriers et des paysans ».

Quoi d'étonnant si ces hommes, dès que la dalle fasciste se fendille et craque sous l'explosion des masses, reviennent vers les gestes et les symboles qu'ils connaissent, la faucille et le marteau, le drapeau, l'étoile rouge, mais aussi les mots et les institutions qui symbolisent pour eux la révolution, les comités et conseils qui sont pour eux des soviets, les formations armées qui sont des « partisans » ou l'« armée rouge » d'Italie ? Quoi d'étonnant que, dans la lutte contre le régime « fasciste », ils s'en prennent avant tout aux grands propriétaires, aux industriels, aux gros commerçants, banquiers, hauts fonctionnaires, bref tous ces hommes qui incarnent le fascisme mais aussi la bourgeoisie, la propriété privée, l'oppression de l'homme par l'homme ? Quoi d'étonnant qu'ils reprennent spontanément, avant même que la parole ait été donnée aux armes, le langage de la lutte des classes et non celui de l'Union sacrée ?

Bien entendu, l'appareil stalinien n'a pas disparu. Il s'est perpétué à l'étranger, en exil, en France et à Moscou, pendant les années 30, où il a durement combattu les oppositionnels, presque toujours pionniers du mouvement communiste, les excluant, voire les assassinant, comme en Espagne.

Les quelques centaines d'hommes qu'il a su conserver sont des « durs », trempés dans les luttes fractionnelles, souvent liés aux tâches du G.P.U., parfaitement rompus aux tournants et aux palinodies, totalement disciplinés. Quand la révolution italienne commence en 1943, ils sont revenus mais ne contrôlent rien encore. La plupart, infiltrés et capturés ou livrés par les pays européens où ils avaient cherché refuge, se trouvent au *confino* où ils reforment des noyaux. Ce sont eux évidemment qui sont capables d'exclure Terracini en 1943, bien après le début de la guerre germano-soviétique... pour avoir dénoncé le pacte Hitler-Staline de 1939. Ce sont eux qui tentent de reconstituer l'appareil, jouant systématiquement les jeunes — qui sont coupés de la tradition révolutionnaire — contre les vieux qui l'incarnent, les intellectuels et petits-bourgeois qui acceptent la collaboration avec les catholiques et les fascistes déçus, acclament « union sacrée » et antifascisme, contre les ouvriers qui attaquent les patrons, les grands propriétaires, les prélats et veulent régler tous les comptes, celui de l'oppression de classe au premier chef. L'exemple le plus célèbre est évidemment celui de Rome dont parle Serge Lambert : le P.C.I. va reconnaître le groupe d'intellectuels, avec Ingrao, qui sortent des jeunesses fascistes, et repousser le vieux groupe ouvrier de *Scintilla* qui s'attache à construire des détachements de partisans rouges.

L'histoire « du P.C.I. », c'est, à partir de 1943, le combat d'un appareil stalinien, amené de l'extérieur, pour coiffer d'en-haut le véritable parti, le parti réel, celui qui a survécu au fascisme et vit dans les quartiers ouvriers et les villages, pour le baïllonner et imposer, par-dessus sa tradition « bordiguiste », une politique stalinienne de guerre à laquelle nulle tradition ne l'a évidemment préparé.

L'un des mérites exceptionnels du livre de S. Lambert est de nous faire comprendre que cet appareil, quelle que fût la puissance de sa technique, la rigueur de sa discipline, la détermination de ses exécutants, l'expérience et la fermeté contre-révolutionnaire de ses chefs, n'a trouvé sa force que parce qu'il était en Italie le fer de lance de la coalition internationale des « Alliés ». Non seulement Palmiro Togliatti, avec son « discours de Salerne », qui sauve la monarchie, est, en la circonstance, le porte-parole tant du gouvernement soviétique que du commandement interallié, mais c'est à des militants staliens rompus en Espagne à la collaboration avec le G.P.U., comme Irving Goff, que l'O.S.S. demande les rapports de renseignements sur les syndicats et formations politiques qui rejettent en Italie du Sud occupée la subordination aux exigences des Alliés !

\*  
\* \*

L'étude de Serge Lambert ne peut guère se résumer. Il faut vivre avec lui, dans le détail patiemment reconstitué, les efforts de ces militants communistes des villes industrielles du Nord qui à partir des communistes des usines et des quartiers constituaient leurs organisations publiaient *Stella rossa*, *Bandiera rossa* ou *Il Lavoratore*, organes de combat de classe d'un communisme « révolutionnaire » parfois baptisé « intégral ». L'appareil en viendra à bout avec une énorme patience, combinant menaces, scissions, appels à l'unité,

violence, corruption, parfois obligé, comme dans l'affaire napolitaine du « Montesanto », de reconstituer en partant de zéro une organisation communiste tout entière passée sur des positions de classe et unifiant dans ses rangs tous les communistes, des bordiguistes aux trotskystes, en passant par les socialistes devenus révolutionnaires. Ce sont parfois des fédérations entières qui se sont construites, notamment dans le Sud, en dehors de l'appareil et qu'il ne sera pas facile de soumettre à l'autorité centrale.

C'est en fait la condition de l'Italie, en tant que puissance « ennemie » des « Alliés » et « occupée » par ses vainqueurs, qui va constituer, avec la présence des occupants, le principal atout entre les mains des « normalisateurs » qui veulent un P.C. contre la révolution et des organisations de masse patriotiques. L'agent de renseignement Irving Goff s'indigne qu'on ait pu autoriser une organisation syndicale de plusieurs centaines de milliers d'adhérents à posséder un journal qui exprime un point de vue qui n'est pas celui de l'Union sacrée — et les syndicats seront unifiés de force avec des dirigeants qui ne sont pas élus, mais désignés par les partis de la Résistance, eux-mêmes comme on sait liés aux Alliés et les représentant comme leurs auxiliaires dans la conduite de la guerre.

Comment ne pas comprendre non plus la véritable division du travail entre puissantes belligérantes et occupantes ? Ce sont les troupes de choc allemandes qui viennent à bout par un massacre systématiquement généralisé des combattants de cette Armée rouge romaine du « Mouvement communiste d'Italie » qui hissait le drapeau rouge sur les édifices conquis et célébrait l'anniversaire de la révolution russe plutôt que la Fête nationale. La disparition sous les coups de la Gestapo de chefs locaux radicalisés ne peut pas être non plus tenue pour un facteur négligeable dans une lutte où chaque position compte.

\*  
\* \*

En bon chercheur, Serge Lambert ne néglige aucune piste. C'est ainsi qu'il a soigneusement suivi celle des désaccords à l'intérieur du P.C.I., au cœur même de son appareil, comme ce que l'on a appelé l'« extrémisme » de la fédération turinoise du P.C.I., par exemple, ou la prise à contre-pied de la direction du parti lui-même par Togliatti lors de son ralliement à l'Union sacrée derrière le gouvernement de l'ex-hiérarque fasciste Badoglio, reconnu par l'Union soviétique et appuyé par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Il n'a pas non plus négligé les rumeurs si souvent évoquées ou mentionnées par les journaux sur les conflits entre « militaires » et « civils », sur « le danger révolutionnaire » incarné par « les partisans rouges » et qui les aurait à certains moments dressés contre les politiciens civils.

Sa conclusion n'est pas celle de tout le monde, mais elle est solidement argumentée. Il est indéniable que la résistance de la direction du « Nord » reflète, quoique de façon déformée, la pression des masses des grandes agglomérations industrielles qui, comme en Grèce, ont formé les gros bataillons des premières troupes armées. Mais cette pression s'exerce souvent dans un sens très particulier : les « chefs », ici, ne tiennent pas à affronter leurs trou-

pes, à leur faire enterrer les armes, à les désarmer, et redoutent les retours de bâton contre les ordres intempestifs qui ouvriraient un risque d'être débordés par leurs hommes. L'insistance avec laquelle un Luigi Longo souligne que ce sont seulement des « considérations extérieures » — entendons les exigences de l'U.R.S.S. stalinienne — qui « empêchent » le parti de prendre le pouvoir démontrent, non un désaccord avec la ligne dictée à ces cadres supérieurs, mais la difficulté qu'ils trouvent à son application.

Quant à la prétendue opposition qui se serait produite entre chefs militaires et chefs civils, elle ne relève, elle aussi, que de questions subalternes de prestige, de rivalités, de partage de pouvoir. Mais la question d'orientation, celle de savoir si le parti communiste et les formations armées très nombreuses qu'il contrôle seront au service d'une « révolution » et d'une prise du pouvoir des travailleurs ou au service d'une reconstruction nationale dans la lutte contre les Alliés a été tranchée bien avant. En ce sens, S. Lambert a parfaitement raison de souligner, non seulement que c'est sur le terrain politique que cette question a été réglée, et en particulier par la victoire de l'appareil sur le « vieux parti », imposant la ligne du « nouveau parti » de collaboration de classes, mais encore que l'insurrection, par exemple, a été conçue d'un bout à l'autre par l'appareil comme une initiative préventive... contre la révolution et que les plus ardents partisans de l'insurrection n'étaient pas en même temps des partisans cachés de la révolution mais au contraire ses adversaires les plus déterminés.

La façon dont la première bataille politique a été réglée, que ce soit dans les villes industrielles du Nord ou à Naples, dans les banlieues de Rome ou dans les unités partisans, démontre en tout cas clairement, selon Serge Lambert, que c'est devant l'autorité de l'U.R.S.S. en tant que pays de la Révolution que les communistes révolutionnaires d'Italie se sont inclinés et que c'est le prestige de la Révolution d'Octobre, de la « transformation » et de la « construction socialiste » mis au service de la politique d'Union sacrée, qui a permis le triomphe des forces matérielles au service de la politique de la direction du P.C.I. Coupés des débats sur l'Union soviétique, ignorant des développements de deux décennies, des tournants en épingle à cheveux, des palinodies et des cabrioles du Comintern stalinien, les « vieux » communistes italiens dans leur ensemble semblent même avoir cru que Togliatti cherchait à leur imposer une politique opportuniste dans le dos de Staline lui-même et avoir patiemment attendu que ce dernier, enfin informé, desserre le frein et le baïllon qui leur avaient été imposés en son nom ! Bien que les hommes de Togliatti aient parfois utilisé — lorsque c'était vraiment nécessaire — l'assassinat politique, ils ont réussi, la plupart du temps à s'en dispenser en pratiquant la division et l'émission de critiques et adversaires de la ligne officielle dont la moindre faiblesse n'était pas la foi absolue que tous gardaient en l'Union soviétique et l'homme qui semblait à l'époque la symboliser.

On comprend mieux alors que les troupes de *Stella Rossa* dont les archives gardent la trace de débats autour d'un texte de Trotsky, aient, dans leur majorité, rallié finalement le P.C.I., qu'elles avaient un instant numériquement surclassé à Turin, sans pour autant avoir eu à livrer un conflit marqué par de nombreux affrontements physiques. On comprend aussi combien

apparaissait faible la position « neutraliste » ou « défaitiste » des bordiguistes de ligne directe attachés aux thèses de *Prometeo* — et donc certains finirent, eux aussi, dans l'union sacrée.

Dans un article de ce même numéro, Serge Lambert tente de retracer l'histoire des trotskystes italiens, leur tentative de constituer à la fin de la guerre une section de la IV<sup>e</sup> Internationale et le cinglant échec qui s'ensuivit. Le contraste est saisissant ici avec l'organisation des trotskystes français. Nulle part comme en Italie n'existent autant de groupes armés ou non, ouvriers surtout, qui soient dressés consciemment contre la politique qui leur est dictée par le parti communiste. Nulle part ces militants n'ont été aptes à constituer de telles forces, groupes ouvriers autour d'un journal, groupes militaires capables d'initiative, de défense et de harcèlement, rayonnement politique capable de concurrencer sérieusement, parfois d'éclipser totalement celui du parti officiellement lié à Moscou. Jamais non plus effondrement ne fut plus total : bordiguistes comme Bordiga, anciens bordiguistes comme Enrico Russo, communistes d'opposition comme Libero Villone, vieux trotskystes entrés dans le P.S.I. comme di Bartolomeo, trotskystes tout court comme Nardini, tous présentent le même bilan, totalement négatif en ce qui concerne la construction du « parti révolutionnaire » qu'ils ambitionnaient d'opposer au P.C.I. Aucun n'a été capable, même dans une faible mesure, de donner de l'Union soviétique et de la politique stalinienne une explication qui, sans faire de leurs interlocuteurs les ennemis de l'U.R.S.S. en elle-même, les amenât à ne pas croire ses dirigeants sur parole et à faire de l'attitude à l'égard du premier pays entré dans la révolution la pierre de touche de la rectitude politique.

\*  
\* \*

Serge Lambert raconte que Togliatti, retour d'Union soviétique, après avoir lancé le « tournant de Salerne », se rendit à Naples et qu'une de ses premières rencontres fut avec le vétéran ex-bordiguiste Russo, l'ancien chef de la colonne Lénine du P.O.U.M. et dirigeant, avec Nicola di Bartolomeo, de la nouvelle centrale syndicale indépendante, la G.G.L. Il l'aborda amicalement, lui dit qu'il ne partageait pas ses positions mais comprenait ses critiques : la place de Russo était au parti communiste où il jouirait toujours du droit d'avoir des divergences et de les exposer.

Nous abordons ici une question que Serge Lambert ne traite pas en elle-même mais qu'il touche à plusieurs reprises. Bien entendu, la position de Togliatti ne s'expliquait pas par un quelconque « démocratisme » ou « libéralisme », un attachement particulier aux droits des vieux militants du parti ou au fonctionnement de la démocratie de parti à Naples. Mais Russo était un dirigeant reconnu d'une partie du prolétariat napolitain contre lequel plusieurs opérations avaient échoué et qui conservait une réelle influence. L'écartier ne pouvait se faire qu'avec son consentement ou au prix d'une dure bataille où les protagonistes laisseraient tous des plumes. Palmiro Togliatti commençait donc par négocier.

Russo refusa. Mais dans le même temps, son compagnon dans la scission de Montesanto, l'avocat Mario Palermo, acceptait de revenir au parti et...

recevait un portefeuille ministériel. Les propositions du P.C.I. émietèrent le front de ses adversaires, ne leur laissèrent finalement aucun bastion et les dispensèrent même, au bout du compte, d'avoir à liquider physiquement des hommes isolés qui ne comptaient plus dans la lutte. Dans le même temps, au maquis, dans les journées de la Libération et les mois qui suivirent, les hommes des services secrets du P.C.F. mettaient apparemment moins de gants avec les oppositionnels français, liquidaient d'abord et... négociaient ensuite.

Serge Lambert suggère une explication pour ce phénomène qui est après tout un trait distinctif du stalinisme italien par rapport au stalinisme français : une plus grande aptitude à supporter la contradiction, à accepter la discussion, une plus grande souplesse vis-à-vis de l'opposition intérieure, des mœurs apparemment moins rigides et plus « démocratiques ». Il ne s'agit pas, bien entendu de suggérer que le P.C.I. « nouveau », construit, comme il le fut, en opposition à la base ouvrière révolutionnaire du parti du temps de Gramsci et Bordiga, aurait, à une date indéterminée — la dissolution de l'Internationale communiste ! —, rompu ses liens avec Moscou et cessé d'être un parti « stalinien » comme l'était à l'époque le parti communiste français. Ou bien supposer que le « nouveau parti » de Togliatti avait été ainsi construit d'emblée dans la substance nouvelle qui en faisait un parti « eurocommuniste » avant la lettre. Ainsi se trouveraient réhabilitées en matière de science politique la transubstantiation et la recherche de la pierre philosophale permettant de changer la nature des partis — ce que font d'ailleurs tous les jours dans leurs commentaires des gens considérés comme sérieux et spécialistes de la politique italienne.

En réalité, dans la capacité du P.C.I. à régler ses problèmes internes et les oppositions sur sa gauche par d'autres méthodes que les mitraillettes ou le matraquage simple, nous avons un reflet accidentel, mais significatif — « effet pervers » disent les spécialistes — de l'application au P.C.I. de la loi de Marx sur le développement inégal et combiné. Une comparaison avec le P.C.F. permettra d'utiliser et d'illustrer cette notion.

La construction de l'appareil du P.C.F. jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale s'est faite de façon continue, sans interruption durable ni véritables à-coups. Les dirigeants du P.C.F. à cette époque, comme ses principaux cadres sont des hommes généralement gagnés à l'époque de la tactique ultra-gauchiste et sectaire de la fin des années 20 appelée « classe contre classe ». Ce sont les mêmes qui ont, sans transition, préconisé et soutenu la politique du Front populaire et du Front français, appelé à l'union nationale anti-fasciste, avant d'assurer que le pacte Hitler-Staline était un geste de paix positif contre les « fauteurs de guerre » alliés, avant de se retrouver au premier rang des propagandistes de la « grande guerre patriotique ». Il n'y a pas de faille dans la formation de cet appareil, pas de manque, pas de trou béant, aucune solution de continuité entre les générations. L'homogénéité de l'appareil est telle qu'il réagit presque automatiquement et se montre en toute occasion parfaitement apte à réagir contre les pressions de l'extérieur, le mouvement des masses et tout risque de débordement. L'emprise de cet appareil est totale sur le parti comme l'est dans les années 44-45 celle du parti sur la classe ouvrière et des milieux comme l'intelligentsia. Dans cette

mesure, il n'a aucun besoin de prendre des gants avec des opposants qui sont de toute façon des individus plus ou moins isolés, marginalisés dès le départ. Plus tard, il n'y a, pour lui, aucune difficulté à exclure, calomnier, persécuter sans autre forme de procès, tout opposant, critique ou susceptible de l'être. Pour lui, la démocratie est un luxe inutile.

En revanche, le P.C. italien se trouve placé dans les années de guerre dans une proposition très précaire. Sa phalange « espagnole », son appareil rompu à tout, représente une classe d'âge, d'hommes qui avaient l'âge de combattre en Espagne et d'émigrer avant. Ce n'est que peu à peu qu'il peut sélectionner, trier, dans la jeune génération militante les hommes qui vont ensuite manifester leur fidélité inconditionnelle dans l'alliance avec De Gasperi et l'admiration pour Tito, dans la haine de Tito et la dénonciation de De Gasperi, dans la guerre froide comme dans la coexistence pacifique, avec Staline comme avec Khrouchtchev. Il faut chaque fois composer, discuter, diviser, gagner du temps. Il lui faut savoir convaincre et menacer, cajoler aussi bien que frapper. Aucun coup en tout cas n'est gagné d'avance. Ainsi l'appareil du P.C.I. est-il, dès la constitution du « nouveau parti », en possession d'un arsenal extrêmement varié et notamment d'une souplesse très grande dans le domaine de la lutte contre les opposants de l'intérieur et les adversaires de gauche. C'est au fond la faiblesse du P.C.I. à ce moment décisif de son histoire qui lui permettra beaucoup plus tard de jouer aux moindres frais le « démocrate » et de « récupérer » beaucoup plus facilement des mouvements critiques et contestataires. L'explication historique suggérée par Lambert ne vaut-elle pas mieux que l'explication métaphysique proposée par les spécialistes reconnus ?

\*  
\* \* \*

Les historiens britanniques Bornstein et Richardson ont donné dans leur histoire des trotskystes britanniques pendant la guerre (*War and The International*) dont nous aurons à rendre compte prochainement de larges extraits des souvenirs de trotskystes britanniques, notamment de Charles van Gelderen et de leur contact avec ce mouvement ouvrier italien si surprenant parce qu'il n'avait pas de passé récent ! De l'image d'Épinal que chacun s'est plus ou moins formée de ce passé italien tout proche encore et si mal connu, se dégagent des figures du mouvement ouvrier d'un intérêt et, pour certains au moins, d'une envergure exceptionnelle. C'est le cas, par exemple de Thémistocle Vaccarella, cadre de base du P.C.I., inspirateur de *Stella Rossa* et vraisemblablement abattu par les services spéciaux. C'est le cas des frères Venegoni, de Legnano, de l'admirable phalange de militants du MC. d'I. romain et de leur Armée rouge. C'est le cas du philosophe Libero Villone, un des hommes de Montesanto passé au trotskysme. C'est le cas de Nicola di Bartolomeo, vieil émigré bordiguiste passé au trotskysme, compagnon de Molinier, bien connu en Espagne dans le P.O.U.M. sous le nom de Fosco et reconstruc-teur en Campanie du mouvement ouvrier et du parti socialiste dans lequel il avait pratiqué l'entrisme à titre individuel à sa libération du *confino*. C'est enfin et surtout l'extraordinaire personnage campé par Enrico Russo, dont on

peut regretter que les historiens lui aient porté si peu d'intérêt tout en ne l'ignorant pas totalement ce qui permet d'émettre des conjonctures sur les raisons de leur silence.

Né à Naples en 1895, Russo avait rejoint les Jeunesses socialistes à 15 ans, le parti à 16. Son intelligence lui valut pendant la guerre une promotion au grade de lieutenant d'infanterie. Revenu mutilé, de nouveau ouvrier métallurgique, il était en 1917 secrétaire de la FIOM de Naples, le syndicat des métaux et polémiquait contre la politique de scission prématurée de Bordiga à laquelle il préférerait la conquête du parti socialiste. Leader des partisans de la III<sup>e</sup> Internationale à Naples après Livourne dans le parti de Serati, il rejoint le P.C.I. en 1924, est secrétaire de la Bourse du Travail de Naples en 1925, responsable de la C.G.L. de Campanie où il dirige une grève générale contre la vie chère. Secrétaire du parti en Campanie en 1925, il émigre en France sur décision du parti, entre au comité central, devient secrétaire général des groupes communistes de la région parisienne, obtient de leur congrès en 1928 l'approbation d'une plateforme proche de celle de l'Opposition de gauche. Même décision, même vote après l'intervention de Thorez qui annule la délibération. Même intervention avec l'intervention de Dimitrov. Finalement les groupes communistes italiens de France sont dissous et réorganisés : Russo n'est pas exclu, mais n'est pas repris. Le voilà seul. Pas pour longtemps : il rejoint avec ses amis la Fraction de gauche, la représente même sous le nom de *Candiani* dans le bureau international de l'Opposition de gauche. Il rompt avec la Fraction quand celle-ci déclare sa position de défaitisme révolutionnaire dans la guerre d'Espagne. Lui, il est parti combattre et il commande militairement la colonne Lénine, des volontaires étrangers du P.O.U.M. Réfugié en France avec la défaite, interné à Saint-Cyprien, il est livré par Vichy aux autorités fascistes, condamné à 5 ans. Libéré en septembre 1943, il redevient, après presque vingt ans, secrétaire de la Bourse du Travail de Naples qu'il contribue à reconstituer, secrétaire général méridional de la C.G.L. et membre influent du P.C. de « Montesanto ». Confirmé par le congrès de Salerne de la C.G.L., il devient directeur de *Battaglie sindacali*, organise et dirige grève et manifestation du 4 mars 1944, en pleine guerre. Bien entendu, cible du P.C.I., abandonné par le P.S.I., il doit reculer. On le retrouve dans le P.S.D.I. où il tente d'animer un courant de gauche. On trouve sa signature en 1960 au bas d'un manifeste en faveur du syndicalisme lutte de classes. Nous savons seulement qu'il est mort en 1973.

Ce que Serge Lambert a découvert de lui suffit en tout cas pour que nous puissions affirmer que la vie de Russo fut une vie exceptionnelle de militant communiste exemplaire, toujours fidèle à sa classe et à sa conscience, jamais effleuré par la tentation stalinienne qu'il combattit pendant des dizaines d'années comme il combattit la bourgeoisie italienne. Russo est, pour le moment, un inconnu dans la classe ouvrière italienne et dans la jeunesse. Certes. Mais cet oubli ne sera pas éternel. Nous savons que le mouvement retrouvera l'un de ceux qui furent de ses ancêtres les plus honorables et qu'il lui rendra la place qui est sienne. Ce n'est pas le moindre mérite de la thèse de Serge Lambert que d'avoir préparé des réhabilitations de cette dimension et de cette portée, en contradiction avec des procès qui se déroulèrent un peu

partout, mais qui tous, comme les trois les plus célèbres, avaient été jugés à Moscou.

## NOTE

1. S. Lambert, *Tradition révolutionnaire et « Nouveau Parti » en Italie (1942-1945)*, Thèse Grenoble, 1985.

## DOCUMENTS

## Domenico Sedran (Adolfo Carlini)

## Mémoires d'un prolétaire révolutionnaire

Nous publions ici des extraits traduits de l'italien par Antonella Marinosci-Durand des mémoires du militant italien Domenico Sedran parus dans *Critica comunista*. En raison de l'ampleur du texte et de la place limitée dont nous disposons, nous avons dû, bien que ce choix nous a été difficile, résumer certains passages, qui apparaîtront en italique dans le texte. Nous avons décidé de ne conserver intégralement que les extraits qui portent directement sur l'activité politique militante de D. Sedran et sur les jugements politiques qu'il a portés tout au long de sa vie d'ouvrier révolutionnaire. Notons enfin que, lorsque nous le citons dans les résumés, ses expressions sont mises entre guillemets.

\*  
\* \* \*

*Domenico Sedran est né en 1905 dans le Frioul de parents métayers. Dans cette famille d'une « bonne dizaine d'enfants », « on ne voyait jamais un sou ». Aussi, en mai 1922, après avoir vendu une bête pour payer le voyage, D. Sedran quitte l'Italie pour les mines du Luxembourg. Il s'arrête en chemin pour travailler dans la région de Verdun. Pendant l'hiver 1924, il se rend dans la région parisienne, à Sannois, où il est menuisier. Un an plus tard, alors qu'il travaille dans une usine de chemin de fer, à Nanterre, il entre au parti communiste, dans les groupes de langue italienne, où il prend le pseudonyme de Carlini.*

Travaillant et habitant à Paris, j'ai été amené à fréquenter un milieu antifasciste, plus vivant et plus cultivé. Ce fut surtout le cas dans l'organisation communiste de langue, dans laquelle existait encore la tendance bordiguiste qui s'opposait par la critique à la tendance togliattienne et stalinienne, laquelle étouffait toute discussion interne sous prétexte de discipline.

Dans les heurts à l'intérieur du parti avec la tendance bordiguiste, j'étais, dans un premier temps, avec la majorité contre les bordiguistes. Puis je connus les écrits de l'Opposition russe et de Trotsky, dont on publia à Paris,

grâce à l'avocat russe Boris Souvarine <sup>1</sup>, le *Cours nouveau*, la *Déclaration des 83* et la *Plate-forme de l'Opposition russe*. Quand je lus ces trois documents de l'Opposition, je n'eus plus aucun doute sur la justesse révolutionnaire et marxiste de l'Opposition par rapport au bureaucratisme stalinien qui usurpait la démocratie interne du parti en étouffant toute discussion. Le P.C.I. dans l'émigration envoyait des ouvriers à Moscou, et, de préférence, ceux qui avaient connu les prisons fascistes, pour rendre leur témoignage plus crédible à leur retour. Ce fut le cas d'un certain Fugazza, un Milanais. A son retour à Paris, après avoir passé un certain à Moscou, il vantait les mérites de la bureaucratie stalinienne et disait que les opposants au stalinisme étaient des vendus et des traîtres du socialisme. Le communiste triestin Caligaris <sup>2</sup>, qui passa six ans dans les prisons fascistes et qui fut envoyé à Moscou en 1932 pour divergences politiques avec le parti, n'en est jamais revenu.

*En février 1928, la police française arrête Sedran dans un bar où se rencontrent des antifascistes de toutes tendances. Il est expulsé de France avec quatre de ses camarades.*

Nous sommes arrivés en Belgique et la Bourse du Travail se chargea de nous trouver du travail. Cependant, les arrestations des opposants au stalinisme commençaient en Russie. Dans l'Internationale, les staliens se contentèrent d'exclure tous ceux qui ne pensaient pas conformément à la bureaucratie stalinienne. En 1928 à Bruxelles, dans une assemblée du groupe de langue à la Maison des traminots, un représentant du P.C.I. (je ne me souviens pas s'il s'appelait Nicoletti <sup>3</sup>) fit un bref exposé sur les divergences politiques en Russie entre le stalinisme et l'Opposition. A l'assemblée, il y avait aussi Mario Montagnana <sup>4</sup>, beau-frère de Togliatti, qui nous lançait des regards méprisants à nous, opposants, et proférait des paroles encore plus méprisantes à l'égard de Trotsky et de l'Opposition russe. On passa au vote. Ainsi nous fûmes trois à être exclus du P.C. : moi, un maçon de Côte, Consomi, et un Espagnol qui par la suite fut hospitalisé dans un sanatorium. [...] Nous étions alors en pleine période du « social-fascisme », dont le théoricien dans l'Internationale était le Hongrois Varga <sup>5</sup>. Il avait établi que la situation en 1928-29 était révolutionnaire. Dans les écrits de la III<sup>e</sup> Internationale on pouvait lire qu'il y avait partout des milliers de grèves et on décrétait qu'on devait faire des manifestations de rue dans chaque ville le 1<sup>er</sup> août de chaque année. Le mot d'ordre était de crier et de proclamer : « Les Soviets partout » <sup>6</sup>. Dans le cortège de manifestants à Bruxelles, nous n'étions même pas un millier. Il y avait plus de policiers qui nous surveillaient que de manifestants.

Quand le tribunal spécial fasciste condamna pour la première fois en 1929 le communiste triestin Gortan <sup>7</sup> à être fusillé, le lendemain soir à Bruxelles eut lieu une manifestation de protestation devant l'ambassade fasciste italienne pendant laquelle on entendit la police tirer des coups de feu. De même en 1929 eut lieu un grand meeting pour protester contre l'assassinat d'un antifasciste à la frontière alors qu'il rentrait de Suisse, sur lequel la police fasciste disait avoir trouvé des plans pour des actions terroristes. Un avocat français ainsi qu'Ignazio Silone (auteur de *Fontamara* et de *Le pain et*

*le vin*) prirent la parole. La police m'arrêta à la sortie de ce meeting, me demanda mes papiers, puis m'amena à la lumière d'un réverbère et prit note de mon nom ; puis on me rendit ma carte d'identité. Moins de dix jours après, je fus convoqué au commissariat de police, où l'on me communiqua que sur ordre de la « sûreté nationale », j'étais prié de quitter la Belgique sous huitaine, sous prétexte que j'avais participé à un meeting anarchiste. On me reprit ma carte d'identité, et je ne protestai même pas, car cela n'aurait servi à rien. Je m'adressai à mon syndicat du Bois, qui réussit à prolonger de quelques mois mon séjour en Belgique.

*A Bruxelles, un camarade indique à Sedran comment franchir clandestinement la frontière, et il regagne Paris au petit matin du 1<sup>er</sup> janvier 1930.*

J'allai au Secours rouge, qui me donna quelques 30 francs. Un jour, un permanent du Secours, sachant le milieu que je fréquentais, me demanda si, dans ce quartier de Paris (le XI<sup>e</sup> arrondissement), on critiquait la politique du parti. Je lui répondis que oui et que j'étais d'accord avec les critiques : ainsi par la suite quand je me rendis au Secours rouge, on me répondit que les fonds du Secours étaient épuisés.

Après quelques mois, je ne pouvais m'installer à Paris, et des camarades bordiguistes me donnèrent l'adresse de camarades à Lyon. En 1930, je reçus de Paris le mensuel *La Vérité* en langue italienne que publiaient les trois exclus du comité central du parti communiste d'Italie. Dans le premier numéro, outre les articles des trois — Blasco, Santini et Leonetti<sup>8</sup> — qui expliquaient leurs divergences sur le social-fascisme et les autres questions de l'histoire du mouvement ouvrier italien, on trouvait un long article de Trotsky sur la situation italienne et les tâches qui en découlaient. Répondant aux bordiguistes qui étaient à l'étranger et qui affirmaient dans leurs derniers écrits qu'on passerait en Italie directement de la chute du fascisme au communisme, Trotsky expliquait qu'en Russie quand le tsarisme s'écroula sous la poussée révolutionnaire des masses pendant la révolution de février 1917, le parti bolchevique n'avait pas pu se mettre tout de suite à la tête des masses, parce qu'il était dispersé en Sibérie, en prison ou en exil, et qu'il en serait donc de même en Italie où on connaîtrait une période démocratique plus ou moins longue comme cela s'était passé en Russie.

*De Lyon où il travaille toujours comme menuisier, D. Sedran se rend en Corse où il espère obtenir une carte d'identité qui le mettrait enfin en règle avec la police française. Mais le document qu'il obtient ne lui donne pas droit à travailler dans l'industrie. De retour à Lyon six mois plus tard, il a de nouveaux démêlés avec la préfecture. En 1931, il va à Marseille où il travaille dans une usine métallurgique puis dans une entreprise de fabrication de meubles. Sa situation au regard de la loi est toujours aussi précaire, ce qui ne l'empêche pas de poursuivre son activité militante.*

Après la défaite de la classe ouvrière allemande en 1933, avec l'avènement au pouvoir de Hitler, on organisa à Marseille une manifestation au con-

sultat hitlérien, pour protester contre la condamnation à mort de quatre ouvriers d'Altona, qui avaient participé aux actions révolutionnaires des spartakistes à la fin de la guerre de 1918. Nous avons été une demi-douzaine de manifestants à être embarqués au commissariat de police le plus proche, mais nous avons été relâchés après l'intervention d'une personnalité de gauche (je crois qu'il s'agissait du maire social-démocrate).

Je me rappelle que, quelques jours après la prise du pouvoir par Hitler, *L'Humanité*, organe du P.C.F., a publié un dessin représentant un fantôme avec une faux dans les mains et entouré de crânes gisant sur le sol, à la manière des figurines religieuses ; en légende on pouvait lire que les jours de Hitler étaient désormais comptés, et qu'il ne lui restait pas beaucoup de temps pour rire. On pouvait lire en outre que d'ici deux mois, on n'entendrait plus parler de Hitler parce que les ouvriers social-démocrates, après la trahison de leurs chefs, viendraient renforcer les rangs du K.P.D. Trotsky, au contraire, quelques années avant la prise du pouvoir par Hitler, dans son livre *Et maintenant ?* appelait la classe ouvrière allemande au front unique avec les partis socialiste et communiste contre Hitler, l'avertissant que si Hitler prenait le pouvoir, il passerait alors comme un tank meurtrier sur son crâne et sa colonne vertébrale.

*D. Sedran change à nouveau de travail, employé alors à la démolition de grands voiliers dans le port de Marseille. Arrêté et accusé de fabrication de fausses cartes d'identité, il passe un mois en prison avant que la police lui notifie son expulsion. Il maquille alors son livret de travail afin de se faire passer pour un ouvrier français et est embauché comme toupiste aux chantiers navals de La Seyne. Cinq mois plus tard, il est à nouveau arrêté, et la police lui intime l'ordre de quitter la France dans les huit jours, ordre auquel il n'obtempère pas.*

De retour à Marseille, qui est la deuxième ville de France, j'étais au chômage et les camarades du groupe de Marseille me délèguèrent comme représentant à la conférence trotskyste nationale qui eut lieu à Paris en 1935. J'y fis la connaissance du camarade Blasco, qui s'exprima longuement sur la situation internationale ; je crois que le camarade Leonetti était également présent. Le camarade Blasco m'invita à parler de la situation de notre organisation de Marseille. Les camarades indochinois présents à la conférence et que j'avais connus à Marseille m'invitèrent à déjeuner avec eux dans un restaurant chinois de luxe. Je me suis alors demandé : « Alors c'est à mon tour maintenant de manger le riz à la chinoise avec des baguettes ? »

*Sedran raconte alors son retour à Marseille.*

Les élections de juin 1936 portèrent au pouvoir le Front populaire et le socialiste Léon Blum. Avec cette victoire électorale de la gauche, des grèves spontanées se déclenchèrent dans les grandes usines et ce fut un véritable déferlement avec la grève générale de la production et des transports. Avec cette lutte de classes, les travailleurs ont arraché à la classe patronale les

40 heures hebdomadaires sans diminution de salaire ainsi que quinze jours de congés alors qu'ils n'avaient qu'une semaine auparavant.

Lorsque nous avons repris le travail après la grève, mon patron m'a dit que la grève lui avait fait perdre beaucoup de clients, qu'il n'y avait pas assez de travail pour tout le monde, et qu'il serait obligé de licencier. Le comité de grève répondit au patron qu'on ferait 35 heures par semaine pour éviter les licenciements. Après la grève, rentrant à l'usine dans les derniers, je fus soudain frappé par le chauffeur du patron d'un coup de tête dans l'estomac. Des ouvriers vinrent nous séparer. Je crois que le chauffeur avait été poussé par le patron parce que pendant la grève j'avais collé dans l'usine une affiche de l'organisation trotskyste qui disait, en réponse à la presse bourgeoise, qu'il était juste que la classe ouvrière et les minorités révolutionnaires conspiraient contre l'Etat bourgeois même si le Front populaire était au pouvoir en collaboration avec le capitalisme.

En août 1936, je partis de Marseille avec un petit groupe d'antifascistes pour l'Espagne révolutionnaire. A Perpignan, dernière ville française, nous rencontrâmes d'autres groupes venant d'ailleurs. Nous nous mîmes en route à pied sous un long tunnel des Pyrénées. Au premier village espagnol, à Port-Bou, nous avons pris le train pour Barcelone. Les paysans qui travaillaient les terres devenues leur propriété nous saluaient en levant le poing. Arrivés à Barcelone, les trotskystes, les bordiguistes et les maximalistes se rendirent à l'hôtel Falcón où il y avait déjà une demi-douzaine de trotskystes italiens qui avaient participé à la journée révolutionnaire du 19 juillet 1936, pendant laquelle, dans les trois-quarts de l'Espagne, triompha le mouvement populaire antifasciste. Le groupe des trotskystes italiens qui avait participé à cette journée était composé de Di Bartolomeo, Napolitain, qui était délégué aux étrangers auprès du P.O.U.M., Lionello Guido, de Chioggia, Placido Magreviti, Sicilien, et Pino et Piero, Milanais.

A la caserne Lénine, nous nous sommes entraînés pendant une semaine en attendant notre fusil et cinquante cartouches pour monter au front. A l'hôtel Falcón, les discussions politiques se poursuivaient au sujet de notre demande d'adhésion au P.O.U.M., avec droit de fraction. Le camarade Di Bartolomeo nous donna la réponse, indiquant que le P.O.U.M. refusait le droit de fraction. C'est pendant ces journées que nous avons lu dans *La Batalla*, organe du P.O.U.M., un petit communiqué sur les procès de Moscou, presque sans aucun commentaire.

Ainsi nous sommes partis pour le front, une colonne de 400 miliciens, espagnols pour la plupart, même si la colonne fut appelée « colonne internationale du P.O.U.M. ». Outre les multiples nationalités, de nombreuses tendances politiques étaient également présentes : pivertistes, brandleriens, bordiguistes, trotskystes, maximalistes, sneevliens (que leur député, le hollandais Sneevliet <sup>9</sup>, salua au moment du départ pour le front).

A l'aube, nous étions environ deux cents miliciens, à tenir la route de Casetas de Quincena, entre Huesca et Estrecho Quinto. Par la suite nos actions consistèrent à élargir notre territoire. C'est pendant ces actions que moururent courageusement le secrétaire de la Jeunesse communiste du P.O.U.M., Pedrola, ainsi que le secrétaire du groupe trotskyste de Marseille,

Robert de Fauconnet <sup>10</sup>. Il y avait des morts et des blessés presque chaque jour. Une nuit où j'étais de garde, presque au lever du soleil, je vis quelqu'un à une certaine distance qui agitait quelque chose de blanc. J'ai moi aussi agité mon mouchoir en criant : « Adelante, venga ». C'était un soldat avec un mouchoir sur sa baïonnette, qui passait de notre côté. Un jour l'ennemi concentra des feux croisés venant de deux côtés opposés, Huesca et Estrecho Quinto. Heureusement pour nous, beaucoup d'obus de 155 n'explosèrent pas. Le commandant Piquer donna l'ordre à des paysans de creuser une fosse carrée, où je vis enterrer, entre autres, deux camarades français qui venaient tout juste de rejoindre le front. Un milicien, pied noir d'Algérie, Gaston, qui avait fait la guerre de 1914, dit que ce bombardement équivalait en violence aux bombardements destinés à prendre une position. Et en effet, à la fin du bombardement, les phalangistes s'approchèrent de notre position avec un drapeau blanc en tête du groupe. Etant donné qu'ils avaient des armes, le camarade Enrico Russo, bordiguiste napolitain dissident, qui était chef du groupe de la route de Huesca, donna l'ordre de tirer. Les phalangistes emmenèrent avec eux un autre camarade pied noir d'Algérie, Berenguer, alors qu'un journaliste du P.O.U.M., qui s'était rendu compte de la feinte des phalangistes, réussit à faire marche arrière.

Je me rappelle qu'un jour nous avons tenu une réunion du groupe trotskyste pour savoir pourquoi notre correspondant de Barcelone n'avait plus donné signe de vie après que nous étions partis pour le front. Nous étions tous assis autour d'un trou creusé par une bombe, et à cause de notre inexpérience de la guerre et de notre imprudence, nous avons été vus depuis Estrecho Quinto ; tout à coup nous entendîmes le sifflement des obus qui, par chance, ratèrent leur cible.

Cela faisait un bon mois que nous tenions cette position et étant donné que leurs efforts pour nous déloger étaient vains, les militaires fascistes abandonnèrent leur position d'Estrecho Quinto, fuyant une nuit le long de la montagne de l'Aragon et laissant une vingtaine de soldats prisonniers, six canons et une dizaine de mitrailleuses hors d'usage.

Le front d'Estrecho Quinto tombé, je revins à Barcelone avec une bonne partie des internationalistes pour une dizaine de jours. C'est par lettre ouverte que notre groupe demanda à nouveau au P.O.U.M. son adhésion toujours avec le droit de discussion et de fraction. La réponse du P.O.U.M. ne fut pas longue, elle fut même très brève. On nous disait que la condition de notre adhésion était que nous répudiions ouvertement toutes les calomnies dites et écrites par le secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale contre le P.O.U.M. La lettre de réponse portait la signature d'Andreu Nin <sup>11</sup>.

Nous avons remis ces quatre lignes du P.O.U.M. à un camarade belge de la jeunesse socialiste qui avait été blessé, afin qu'à son passage à Paris il les donne au secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale. Je ne sais pas si Trotsky ou le secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale ont répondu au P.O.U.M. On demandait de quelles calomnies il s'agissait où et quand, et de bien les préciser.

Je crois que les dirigeants du P.O.U.M. ne voulaient pas passer pour des trotskystes. En fait, ils ne l'étaient pas. Si l'on fait un peu d'histoire sur la formation de ce parti, on comprend tout de suite pourquoi le P.O.U.M. ne pou-

vait pas être le parti guide de la révolution espagnole. Maurín <sup>12</sup> a été exclu, en même temps que Arquer <sup>13</sup> et d'autres, de la III<sup>e</sup> Internationale en 1928, comme tendance de droite. A la suite de leur exclusion, ils fondèrent un parti appelé *Obrero y campesino* <sup>14</sup>, principalement en Catalogne et dans les îles Baléares ; leur idéologie de droite, parlementaire et réformiste, fusionna par la suite avec les groupes de gauche de Nin et Andrade <sup>15</sup>, prenant le nom de *Partido obrero de unificación marxista*.

Andreu Nin a été secrétaire des syndicats rouges à Moscou et a été expulsé en tant qu'opposant de gauche en 1930. Après le congrès de fusion entre les deux tendances de droite et de gauche, le P.O.U.M. a presque toujours été dominé par la tendance de droite. Même sur le plan syndical, le P.O.U.M. cohabitait, dans un petit syndicat catalan comptant 50 000 adhérents <sup>16</sup>, avec les socialistes qui ne valaient guère mieux que nos partisans de Saragat <sup>17</sup>, alors que le syndicat anarcho-syndicaliste, fort d'un demi-million d'adhérents, domina toutes les grèves, se donnant même une tradition révolutionnaire. Les marxistes ne pouvaient-ils pas ouvrir les yeux en entrant dans le syndicat le plus important et le plus révolutionnaire ? Mais il manquait au P.O.U.M. la théorie marxiste pour polémiquer avec les anarcho-syndicalistes sur la nécessité de l'Etat ouvrier dans la révolution et même après la révolution. Mais pour avoir une idée claire sur la question de l'Etat, il fallait comprendre la situation en traçant les perspectives révolutionnaires et programmatiques, et non pas se renfermer dans sa propre organisation poumiste en attendant que les masses viennent à soi.

Vers la fin de 1936, j'ai discuté avec des militants anarcho-syndicalistes qui m'ont dit qu'ils laissaient Luis Companys, républicain catalan, à la tête du gouvernement de la Catalogne pour ne pas effrayer les gouvernements démocratiques comme ceux de France et d'Angleterre, mais que le pouvoir effectif leur appartenait à eux, aux masses révolutionnaires armées qui avaient écrasé le soulèvement militaire fasciste. Cependant, à la suite du compromis avec la bourgeoisie républicaine, le mouvement ouvrier alla en s'affaiblissant même en Catalogne.

[Largo] Caballero, socialiste, qui était le chef du gouvernement de Madrid, fut remplacé par le stalinien Negrín <sup>18</sup>, qui donna par la suite l'ordre de désarmer les milices ouvrières de Catalogne. La première attaque de la contre-révolution stalino-bourgeoise républicaine fut de s'emparer du central téléphonique de Barcelone qui était contrôlé par la C.N.T. : l'attaque fut repoussée et la nouvelle diffusée par téléphone dans toutes les usines. Les ouvriers arrêtaient le travail, descendirent sur les boulevards du centre et occupèrent leurs usines.

Mais après ce premier jour de manifestations de protestation de la masse ouvrière désarmée et sans aucun mot d'ordre, le deuxième jour, le 4 mai 1937, seule une minorité de militants anarcho-syndicalistes opposants de Balios <sup>19</sup>, continua la lutte, affrontant sur les barricades la contre-révolution stalino-bourgeoise. Le P.O.U.M. résista lui aussi avec ses militants, trois jours de barricades élevées un peu partout dans la ville de Barcelone.

On disait que le gouvernement central de Valence avait fait débarquer à Barcelone 7 000 gardes d'assaut armés jusqu'aux dents. Ainsi le gouverne-

ment central de Catalogne désarma et soumit la classe ouvrière catalane. On a dit qu'il y avait eu plus d'un millier de morts <sup>20</sup>.

[Largo] Caballero était encore formellement le chef du gouvernement, et il ne savait rien. Quand il protesta, il dut donner sa démission. Dans le gouvernement il y avait aussi quatre dirigeants anarchistes, Peiró, Montseny, García Oliver et López Sánchez <sup>21</sup>, qui aidèrent au désarmement de la classe ouvrière catalane en engageant tout leur prestige. Ainsi les anarcho-syndicalistes qui, par principe, sont contre l'Etat et même contre la formation d'un Etat ouvrier, acceptèrent quatre postes ministériels dans le gouvernement qui était en train de désarmer la classe ouvrière sous prétexte qu'il fallait d'abord gagner tous ensemble la guerre contre Franco, et après seulement faire la révolution. Théorie si chère à la bureaucratie stalinienne, et qui avait déjà conduit la révolution chinoise à la défaite en 1926.

Peu après, on n'eut plus besoin des ministres anarchistes et on les chassa du gouvernement. Entre temps Nin et les autres dirigeants du P.O.U.M. furent arrêtés sous l'accusation de liens avec les fascistes. Nin disparut de la prison où le gardaient les staliniens, et le P.C.E. écrivit dans une brochure qu'il avait passé les lignes du front pour rejoindre Franco. On n'a jamais su où il est enterré.

Après la soumission et le désarmement de la classe ouvrière par le gouvernement kérenskyste de Negrín, Trotsky écrivit immédiatement un article intitulé : « La victoire de Franco est désormais assurée, ce n'est plus qu'une question de temps » <sup>22</sup>. Trotsky concluait son article en disant que les combattants internationaux auront au moins acquis une expérience révolutionnaire. En effet, une partie des plus grands dirigeants de la révolution yougoslave furent de ceux qui combattirent en Espagne, Tito y compris.

Après le mai 1937 de Barcelone, notre mensuel *La Voz Leninista* devint clandestin et fut publié quand on le pouvait avec l'aide des camarades qui étaient au front. Les deux principaux rédacteurs du journal y compris après l'installation de Negrín en Catalogne, disparurent. Erwin Wolf, qui avait été secrétaire de Trotsky, fut arrêté à la fin juillet et relâché par la suite. Il nous raconta qu'on lui avait braqué des lampes sur le visage. Il fut à nouveau convoqué au sujet de son visa pour retourner en France. Quand il y alla, il disparut et on ne sut plus jamais rien. Sa femme, une camarade, fille d'un député socialiste norvégien <sup>23</sup>, visita en vain toutes les prisons de Barcelone.

Moulin, étudiant venant de Genève, qui écrivit le texte intitulé : « Maintenant ou jamais, pour résister et pour que la révolution soit victorieuse », que nous avons distribué sur les barricades de Barcelone, nous dit que quelqu'un l'avait photographié dans la rue à ce moment-là : il alla travailler chez des paysans pour pouvoir manger <sup>24</sup>, sans jamais revenir.

Le camarade Munis (Fernández) <sup>25</sup> continua avec d'autres camarades espagnols à faire paraître *La Voz Leninista* jusqu'à notre arrestation, en mars 1938, avec parmi les habituelles accusations stalinienne des procès de Moscou, celle d'avoir tué un capitaine russe <sup>26</sup>. L'arrestation eut lieu un dimanche matin de mars 1938. A sept heures, je suis allé ouvrir la porte. Tout à coup j'ai senti le froid des canons de deux pistolets pointés sur mon front, et un troisième sur le ventre.

Les policiers dirent en me poussant : « Qui est Carlini ? » Je répondis : « *Yo mismo* ». Puis : « l'autre, où est-il ? » ; on répondit : « Aage Kielson, danois ». A midi, ce dimanche-là, presque tout le groupe trotskyste de Barcelone se trouvait dans les cellules souterraines de Calle Layetana, sauf, bien-sûr, l'agent provocateur stalinien Max Joan. Même le camarade Luigi Zanon n'était pas avec nous, parce qu'il devait être utilisé par la police, dans le style des procès de Moscou.

Avec le camarade Manuel Fernández (Grandizo), dit Munis, il y avait moi, Carlini ; Victor Ondik, Tchèque qui a été blessé à un poumon sur le front de Huesca ; Aage Kielson, Danois, qui a combattu au front de Madrid ; Jaime Fernández, le seul soldat qui se soit courageusement enfui de l'Alcazar de Tolède occupé par les troupes des généraux franquistes ; Teodoro Sanz, qui eut une main à moitié paralysée par une blessure sur le front de Madrid ; Antonio Guerrero, que l'on a amputé d'une jambe suite à une blessure sur le front de Madrid ; Polacio, sympathisant trotskyste, qui a perdu son unique fils âgé de seize ans, tombé lors de l'assaut de la caserne Montaña de Madrid. Même le directeur de l'imprimerie de la C.N.T. fut arrêté, ainsi que deux sympathisants chez qui nous déposions le journal *La Voz Leninista*.

Après deux semaines passées dans des cellules d'isolement seulement munies d'un banc de pierre, en passant devant la cellule de Munis, je dis qu'il fallait s'attendre à un procès du genre de ceux de Moscou. Munis n'était pas très convaincu que Max Joan<sup>27</sup> fût un agent de la Tcheka.

Ainsi, on m'emmena dans un autre bâtiment pour l'interrogatoire, toujours Calle Layetana. Après m'avoir enfermé dans une petite pièce pendant quelques jours, on m'emmena dans une pièce plus grande, où était assis un homme aux cheveux blancs. Le policier, voyant mes mains noires et gonflées, me demanda s'il fallait relâcher mes menottes. Je lui répondis de faire comme bon lui semblait. L'homme aux cheveux blancs me dit : « Si tu signes ce que Zanon a signé, tu seras libre et tu pourras retourner en France. » Un policier me montra la photographie d'un homme en uniforme militaire, mort, avec du sang répandu par terre, en me disant qu'il s'agissait du capitaine russe Léon Narvitch tué par Munis. Par la suite, j'ai été mis dans une pièce, avec un garde armé, jour et nuit. Un jour le commissaire « cénétiste » (de la C.N.T.) Méndez, me dit qu'il me fallait aussi expliquer mes rapports avec les anarchistes. Je répondis que mes rapports avec eux étaient excellents.

Quand je suis allé au deuxième interrogatoire, j'avais à mes côtés Zanon<sup>28</sup> qui répétait tout ce que les policiers lui avaient fait apprendre par cœur pendant quinze jours. Encadré de trois policiers j'ai crié : « C'est une infamie ! ». Les trois policiers me plaquèrent à terre puis me relevèrent et l'un d'entre eux me lut le papier qu'ils voulaient que je signe. Je répondis que je devais lire le papier moi-même : alors que je le lisais, je me suis rendu compte qu'il y avait un billet dans ce papier. Je n'ai pas eu le temps lire ce qui était écrit dans ce billet car le policier s'en aperçut et me l'arracha des mains, me donna un coup et dit : « Vous irez quand-même au procès et ce sera pire pour toi ! ».

Pendant notre détention dans la *Carcel Modelo* de Barcelone, nous avons rencontré des détenus du P.O.U.M. et des miliciens ouvriers de la C.N.T. et

le camarade Fernández Munis fit quelques conférences dans le couloir de la prison au cours desquelles des militants d'autres organisations ont pris connaissance des positions politiques des trotskystes au sujet de la révolution espagnole.

Par la suite nous avons été transférés dans un couvent transformé en prison d'état. Quelques jours avant l'arrivée des troupes de Franco, les prisonniers fascistes, avec la complicité des gardiens, s'emparèrent de la prison, libérant tous les fascistes. Dans leur dortoir on a retrouvé du chocolat, des saucissons, des boîtes de sardines et des lits très confortables, alors que l'on crevait de faim.

Un international, un Hongrois je crois, a vu un gardien par la fenêtre et lui a dit que nous étions encore une trentaine à être emprisonnés ; le gardien répondit qu'il en parlerait à l'officier. Quelques heures après, les portes de la prison s'ouvrirent aussi pour nous.

*Libéré, Carlini voit la chute de Barcelone, et malade, ne pouvant fuir, il se cache dans la capitale catalane jusqu'en août 1939. Il commence alors un long et difficile périple vers la France, avec en poche en tout et pour tout cinq pesetas. Il rend ici hommage à l'hospitalité et la solidarité du peuple espagnol, aux paysans avec qui il partage un bol de soupe ou une assiette de polenta. Parfois dans la benne d'un camion, le plus souvent à pied, il franchit torrents et collines, échappe à la surveillance des soldats franquistes et passe enfin la frontière par les montagnes, aidé une dernière fois par une militante espagnole qui refuse ses deux derniers pesetas. Sur le versant français des Pyrénées, un berger français, qui le nourrit et le loge, lui apprend que la France est en guerre. Il continue son chemin et se rend à Perpignan, en cherchant à éviter les gendarmes français.*

A Perpignan j'ai demandé mon chemin pour aller à la Bourse du Travail. J'ai parlé avec le secrétaire de la 22<sup>e</sup> région lui expliquant ma situation. Il me demanda où j'avais combattu en Espagne et me répondit qu'il avait reçu l'ordre de la direction syndicale française d'envoyer tous les étrangers qui n'étaient pas en règle au commissariat de police. Il ajouta qu'il pouvait me lire la circulaire si je le désirais. Je restai muet. Le secrétaire de la 22<sup>e</sup> région, voyant que je ne bougeais pas, m'invita à m'en aller, sinon il me faisait arrêter.

Ainsi, j'errai dans la ville. Par la suite j'ai pensé que j'aurais pu trouver l'adresse de quelque Italien antifasciste à la Bourse du Travail, et qu'ainsi j'aurais pu envoyer mon adresse à Marseille afin qu'on m'envoie l'argent pour le voyage. J'ai vivoté pendant quelques jours dans la ville. Un conseiller municipal socialiste de Perpignan qui avait même un valet portier m'accueillit dans son bureau et après que je lui ai expliqué ma situation, m'a dit que je devais me rendre à la préfecture pour me mettre en règle. Il me donna une demi-douzaine de tickets de repas pour pauvres.

Dans un café, des militants antifascistes organisèrent une collecte pour moi. Ils m'indiquèrent ensuite le chemin de la Légion étrangère parce qu'il y

avait là-bas de quoi manger. Peut-être se vanteraient-ils auprès des policiers en disant qu'ils participaient au recrutement des légionnaires.

Avant que, le soir, on ne ferme la Bourse du Travail, je m'y cachais et j'y dormais. D'autres fois je dormais sous les ponts. J'attendis ainsi pendant une semaine qu'on m'envoie l'argent de Marseille. Un jour que j'étais au commissariat de police de Perpignan, un homme qui parlait italien entra. Il me demanda si j'étais ce trotskyste qui s'était enfui de Barcelone. Je lui demandai pourquoi. Il m'expliqua qu'à Marseille des camarades étaient en train de faire une souscription, et me donna quelques noms de ces camarades. Je répondis alors que c'était moi ; puis je lui demandai qui il était. Il répondit Mario Castagna. Je répondis : « Je connais ton nom en raison des luttes antifascistes de Paris ».

Quelques jours après j'étais dans un camp de concentration avec les réfugiés espagnols dans la zone infestée de paludisme qu'est Saint Cyprien. Dans le camp j'ai rencontré des camarades espagnols et j'ai reçu l'argent des camarades de Marseille. Après quelques semaines un ingénieur vénitien que j'avais connu en Espagne me demanda si je voulais être menuisier avec lui pour un cercle d'officiers de Perpignan. Un camion venait nous chercher le matin en même temps que les menuisiers espagnols. Le soir, le même camion nous ramenait. On travaillait juste pour pouvoir manger un peu mieux au restaurant, et pour s'acheter quelques paquets de cigarettes. Les officiers qui commandaient les travaux que l'on faisait au cercle disaient : « Si on vous paie, dès que vous avez de l'argent, vous fuyez ».

Pendant mon peu de temps libre à Perpignan, j'avais des contacts avec l'organisation trotskyste. Les deux camarades institutrices, Suzanne et Sophie, étaient déjà en contact avec les camarades espagnols du camp. Elles me disaient qu'elles étaient surveillées par la police.

Vers la fin de l'année 1939, les non-Espagnols des camps de Saint Cyprien furent transférés dans les baraquements des internationaux, à Pau-Gurs, dans les Pyrénées occidentales. Dans le train, pendant le voyage le long des Pyrénées, nous avons vu les toits de Lourdes sur une petite montagne. Dans ce camp, j'ai rencontré beaucoup de gens que je connaissais déjà parmi lesquels le camarade tchèque Victor Ondik qui était dans le même procès que moi à Barcelone. Ondik me dit que, dans le camp, se trouvait aussi l'agent provocateur Max Joan, qui par la suite s'engagea dans la Légion étrangère, tout à fait digne de ses idéaux. Il y avait aussi le camarade Lionello Guido de Chioggia, qui mourut en déportation à Dachau. A Gurs, quelques camarades, parmi lesquels un capitaine piémontais des brigades internationales, me demandèrent de raconter les péripéties de mon voyage. Quand j'eus fini de raconter, le capitaine me dit qu'en Italie je n'aurais pas pu atteindre la frontière et la franchir sans être guidé.

Ces jours-là, j'ai lu les derniers écrits de Trotsky sur l'invasion de la Pologne. Il définit la politique de Staline comme celle d'un chacal parce qu'il avait passé un accord avec Hitler pour se partager la Pologne ; et l'avantage pour la Russie de déplacer les frontières de 200 kilomètres vers l'Occident n'est rien en comparaison des dégâts causés dans l'opinion internationale. La Russie, ajoutait Trotsky, possède un très vaste territoire qui peut être amputé

même de milliers de kilomètres, et avec une population inépuisable. La « guerre éclair » de Hitler commencera à avoir d'abord des difficultés, puis se calmera dans un deuxième temps. Il ajoutait aussi que, là où les troupes soviétiques occuperont des territoires, nous ne nous opposerons pas aux nationalisations des terres, des banques et des industries : tout cela appartiendra à un seul patron, l'Etat, alors que dans le monde capitaliste il y a deux patrons, le privé et l'Etat et également le chômage. Il ajoutait : nous continuerons notre critique contre la bureaucratie stalinienne même dans les zones qu'elle occupe.

*Avec l'offensive allemande de mai 1940, les compagnies de travail dont Carlini fait partie sont évacuées. A Compiègne, Carlini est à nouveau arrêté, conduit à Paris où il est parqué avec ses compagnons d'infortune dans le stade Jean Bouin. Puis, tandis que les troupes allemandes s'approchent de Paris, il est transféré dans un camp de concentration en Bretagne, près de Vannes. Il s'enfuit et se rend à Paris. Seul et sans ressources, il décide de gagner Bruxelles où il vit dans une église qui sert de camp de triage pour les réfugiés. Retrouvant des anciens d'Espagne, il trouve du travail au canal Albert de Bruxelles, puis dans une menuiserie. Arrive alors 1941.*

A la déclaration de guerre à la Russie, en juin 1941, la Gestapo continua avec plus d'intensité encore sa chasse aux antifascistes. J'ai pensé aller travailler dans le nord de la France, entre autres pour faire perdre mes traces. A Bruxelles, à la suite d'un attentat, le camarade maximaliste Benci fut arrêté par la police belge. Il était aussi sympathisant trotskyste. Contrairement à Ortega, originaire des Marches, et qui a aussi combattu en Espagne, le camarade Benci est intervenu pour exprimer son accord pour la diffusion d'affiches internationalistes contre la guerre publiées par l'organisation belge de la IV<sup>e</sup> Internationale. Benci, luttant contre la guerre, a été arrêté par la police. Moi et d'autres nous habitons dans le même hôtel. La Gestapo coupa au couteau le matelas de Benci, puis demanda à la propriétaire de l'hôtel où j'étais ainsi qu'Ortega, qui s'en tira grâce à son vrai nom, Mazzuchelli. En ce qui me concerne, l'hôtelière a dit que je travaillais à Saint-Nazaire alors que j'étais à Saint-Omer, à une dizaine de kilomètres de la mer du Nord au nord de la France [...].

Quand je travaillais dans le nord de la France, j'ai transporté plus d'une fois la correspondance de l'organisation trotskyste entre la France et la Belgique. Le dernier manuscrit à porter en Belgique m'a été confié par le camarade Hic <sup>29</sup>, arrêté par la suite avec d'autres camarades et mort dans les camps de déportation.

En 1941, un dimanche d'été, dans un bois à la périphérie de Bruxelles, le camarade Léon <sup>30</sup> donna une conférence sur le thème de l'économie capitaliste et le marxisme à laquelle étaient présents une bonne douzaine de camarades et de sympathisants. Si la conférence, même si elle tendait à s'éterniser, s'était déroulée en période normale, il n'y aurait rien eu à dire. A la limite, elle aurait été utile pour élever le niveau de culture idéologique marxiste chez les militants. Mais, au moment où l'on risquait la déportation dans des camps

d'extermination pour une inoffensive conférence économique, je n'ai pas pu me retenir de couper le camarade pour citer un passage du livre de la grande économiste marxiste Rosa Luxemburg dans lequel elle disait qu'on pouvait être de grands économistes, mais que, si on se trompait sur la tactique particulière de la lutte, on anéantissait du même coup ces mêmes connaissances économiques. Mon interruption ne fut pas trop appréciée par les présents à la conférence, entre autres parce qu'ils n'étaient pas habitués à la discussion.

Le jeune et courageux camarade Léon fut arrêté à Charleroi en 1944 avec le camarade Galloy<sup>31</sup> qui avait été blessé à un poumon sur le front de Huesca. Léon fut destiné au four crématoire et Galloy, également déporté, mourut à Charleroi quelques années après la guerre.

En août 1943, j'ai demandé au chef de la fraction bordiguiste Ottorino Perrone (Vercesi)<sup>32</sup> s'il pouvait me donner une adresse à Milan. Mais, à cause de son sectarisme monolithique, le bordiguiste Perrone m'a répondu que je pouvais trouver une adresse sans son aide. Quelques temps auparavant j'avais discuté amicalement avec Vercesi, comme cela arrivait souvent ; c'était au moment où les troupes soviétiques étaient passées à la contre-offensive, reconquérant une bonne partie du territoire, et Perrone me dit que Staline avait eu raison contre Trotsky. Je n'ai même pas répondu parce que je ne le croyais pas digne d'une réponse. Perrone-Vercesi, comme moi-même et même plus que moi, était informé car, à l'étranger, les publications d'opposition à Staline et les livres de Trotsky dénonçant la suppression de toute démocratie interne dans les organisations ouvrières et les massacres des meilleurs militants ne manquaient pas. Il en était de même des purges de 1937 touchant les meilleurs cadres de l'Armée Rouge comme le maréchal Toukhatchevsky, ainsi que Blucher<sup>33</sup>, etc., purges qui avaient affaibli l'armée soviétique en la privant de ses meilleurs cadres.

Je rapporte maintenant ce que le secrétaire de Trotsky venant de Turquie et de passage à Marseille a dit dans une réunion, au sujet de l'opinion de Trotsky sur les développements de la situation future après la prise de pouvoir par Hitler<sup>34</sup>. L'Allemagne, dans le cadre du développement naturel de ses forces productives et de ses vues expansionnistes, regarde vers l'est, c'est à dire qu'elle cherche à s'emparer de l'agriculture de l'Ukraine et du pétrole de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan — Tiflis et Bakou. Mais une victoire totale de l'Allemagne sur la Russie ne serait pas vue d'un trop bon œil par les impérialistes occidentaux car dans un second temps l'Allemagne mettrait en danger leurs propres intérêts impérialistes de domination mondiale. Les événements de la seconde guerre mondiale confirmèrent les prévisions de Trotsky. Les alliés intervinrent massivement seulement lorsque se profila le danger de la victoire de l'Allemagne sur la Russie. Après le partage de la Pologne sur la base de l'accord Staline-Hitler, Trotsky écrivit que l'Allemagne déclarerait la guerre à la Russie en 1942, alors que la guerre éclata en juin 1941. Il n'y a donc eu qu'une erreur de date. Quelles furent au contraire les prévisions de l'expert et réaliste Staline ? Après la mort de Staline, une bonne partie de ceux qui l'avaient soutenu demanda au maréchal Joukov<sup>35</sup>, jugé comme le vainqueur de Berlin : « Toi, Joukov, qui étais dans l'état-major, ne savais-tu pas que Hitler était en train de rassembler des divisions blindées aux frontiè-

res de la Russie ? » Joukov répondit que personne ne pouvait dire un mot qui aurait mis en doute la justesse de la politique de Staline.

En août 1943, nous avons tenu une réunion du groupe trotskyste de Bruxelles, axée en grande partie sur la situation italienne après la chute du fascisme. Le rapporteur était le très jeune camarade Germain<sup>36</sup>. Examinant la situation qui s'était nouée sous Badoglio<sup>37</sup>, il concluait son discours avec des mots d'ordre adaptés à la situation d'alors. Avant tout, la paix immédiate. Deuxièmement des élections immédiates pour une Constituante. J'ai alors pris la parole pour manifester mon désaccord avec le deuxième point. J'ai dit que si le mot d'ordre de Constituante, comme tous les mots d'ordre démocratiques tels que le droit de grève, les droits syndicaux, l'augmentation des salaires ont une valeur révolutionnaire sous les dictatures, avec la révolution de mars 1917 et la chute du tsar, le mot d'ordre de Constituante a perdu toute sa valeur révolutionnaire. C'est devenu immédiatement un mot d'ordre menchevique, parlementariste, bourgeois. Si, après la chute de la dictature tsariste, Lénine, rentrant d'exil, n'avait pas imposé ses célèbres « Thèses d'avril », et s'il n'avait pas, avec l'aide de Trotsky, imposé un changement de cours politique à la majorité du parti bolchevique (qui avait déjà décidé d'attendre les résultats des élections à la Constituante, décrétées par le gouvernement provisoire de Kerensky pour janvier 1918), je me demande si la révolution d'Octobre aurait pu avoir lieu. Il est donc plus que clair que le mot d'ordre d'élections, même immédiates, après la chute de la dictature fasciste, dérouta le prolétariat de son chemin révolutionnaire en lui faisant accepter une voie qui n'est pas révolutionnaire, mais plutôt parlementariste et réformiste.

De passage à Paris, deux camarades espagnols, Ponce et Mauricio<sup>38</sup>, m'invitèrent chez eux pour discuter de la situation italienne après la chute de la dictature fasciste. Ils me dirent que la situation italienne, avec le gouvernement provisoire de Badoglio, correspondait à la situation sous Kerensky en Russie en 1917, et me proposèrent comme mot d'ordre, outre celui de la paix immédiate, la terre aux paysans et l'appui aux comités de grève dans les usines afin qu'ils deviennent les organismes de base des futurs soviets et de passer ainsi au mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ».

*Ce même mois d'août, rentrant en Italie, Carlini est arrêté à Modane, emprisonné à Bardonecchia, à Suse, puis à Turin et enfin à Milan, d'où il s'enfuit avec ses camarades peu avant que les Allemands investissent la prison. Redevenu menuisier, il reprend également son activité politique, en Italie cette fois.*

A Corvetto nous nous sommes souvent réunis et dans les discussions mon point de vue était bien différent du point de vue stalino-togliattien qui indiquait déjà la voie de la collaboration de classe. Pour cette raison, j'étais souvent menacé par les camarades du parti communiste, mais le plus acharné contre moi, Carletto, me sachant par la suite à l'hôpital pour une jaunisse, est venu me rendre visite et m'a apporté un kilo de sucre, aussi rare que très utile

à ma guérison. Je crois que ce camarade est mort dans les camps d'extermination hitlériens.

Nous nous réunissions aussi dans la boutique d'un forgeron, boulevard Umbria. J'y ai rencontré Lelio Basso<sup>39</sup>. Un jour, sachant que j'étais trotskyste, il me donna à lire quelques pages qu'il avait écrites. Quand je les lui ai rendues, je lui ai dit que dans ses longs écrits il manquait un véritable contenu de classe et une critique des partis ouvriers qui collaboraient avec la bourgeoisie dans le Comité de libération nationale. En fait, après la guerre, Basso se rapprocha des positions réformistes, soutenant un point de vue luxembourgo-spontanéiste. Si Rosa Luxemburg n'avait pas été assassinée avec son camarade Liebknecht<sup>40</sup> en 1919, sous le gouvernement du social-démocrate Noske, Rosa<sup>41</sup>, étant une véritable marxiste, aurait admis, ainsi que l'a reconnu Trotsky, que Lénine avait raison sur la nécessité du parti, guide de la révolution.

J'ai aussi milité un peu avec les bordiguistes que j'avais connu à l'étranger. Un jour le camarade Gigi Bassi<sup>42</sup> de Palmanova m'amena chez un camarade qui était en train de dessiner une carte de Milan marquée de plusieurs signes qui devait servir pour un plan insurrectionnel. Ne disant rien, j'ai déçu le camarade qui s'attendait certainement à une approbation enthousiaste de son plan insurrectionnel donquichottesque.

Quelques jours avant la fin de la guerre, dans un bar de Corvetto, eut lieu une réunion de camarades bordiguistes. Dans sa brève introduction le camarade Onorato Damen<sup>43</sup> disait que le lendemain, ou au plus tard le jour suivant, les comités de libération nationale proclameraient l'insurrection populaire à Milan. Pendant le débat qui a suivi, je suis intervenu pour dire qu'il était utopique de s'attendre à ce que ces comités lancent un tel mot d'ordre. Je disais que ces comités ne feraient rien d'autre que de tenter d'arrêter les masses, parce que la bourgeoisie et les partis ouvriers avaient peur de se trouver en face d'un mouvement armé difficile à contrôler. Le camarade B. Maffi se rangea de mon côté. Le bordiguisme, alors qu'il brandit arbitrairement des principes de classe, prend en fait souvent des positions pratiquement de droite, comme dans le cas de l'insurrection de Milan.

Quelques jours après la libération, alors qu'avec le camarade bordiguiste Ugenti j'allais à bicyclette à Corvetto, j'ai été arrêté par un barrage de partisans. Un des partisans m'avait pris pour le chauffeur d'un autocar qui la veille ne s'était pas arrêté au poste. Je fus alors emmené au siège le plus proche des partisans garibaldiens, où l'affaire se régla rapidement. Après avoir repris notre chemin, je dis avec contentement à Ugenti que nous avions eu de la chance qu'ils n'aient pas contrôlé le contenu des paquets que nous transportions sur nos vélos. Il me répondit que nous avions vraiment eu de la chance, sinon ils auraient au moins confisqué les tracts que nous avions. Ces tracts disaient que la classe ouvrière ne devait pas payer les frais de la reconstruction après les destructions dues à la guerre impérialiste, que la classe ouvrière devait continuer la lutte jusqu'à la libération totale de l'exploitation capitaliste, même si le loup d'hier s'était métamorphosé en agneau. Le tract disait également que les dirigeants réformistes étaient en première ligne pour pousser la classe ouvrière dans la « tâche » de reconstruire l'économie capitaliste et

l'Etat oppresseur, et qu'il était nécessaire de déraciner complètement la plante capitaliste afin qu'elle ne produise plus le fruit fasciste et qu'il ne suffisait donc pas de couper une branche « fasciste ».

*D. Sedran évoque enfin ses luttes syndicales de l'immédiat après-guerre jusqu'aux années 1960, et ses positions de défense permanente des travailleurs de son usine, positions qui lui « ont valu l'hostilité des dirigeants réformistes et des petits chefs de l'A.T.M. » (l'usine où il travaillait).*

Dans ma vie, j'ai toujours été heureux de transmettre à autrui tout ce que je savais, que ce soit dans le travail, au niveau social ou au niveau des connaissances politiques. J'ai ainsi toujours lutté dans ma vie pour le progrès de l'humanité.

En 1960 à Milan, j'ai demandé au camarade Fernández quelle était la situation des trotskystes en Espagne. Dans sa réponse il m'informa que les camarades Romualdo et Bastian avaient été fusillés. Et comme eux, beaucoup d'autres camarades que j'ai cités sont morts. Il me revient à l'esprit ce que j'avais lu il y a un demi-siècle dans un texte d'un grand révolutionnaire russe en chemin pour la Sibérie : « L'histoire travaille avec lenteur et avec une cruauté barbare, mais nos cœurs crient : ce que tu fais, fais-le et fais-le vite ! ».

Milan, 1971.

## NOTES

1. Boris Lifchitz, dit *Souvarine* (1893-1984), n'était pas avocat mais journaliste, dirigeant du P.C.F., exclu en 1924 pour avoir défendu Trotsky, rompt avec Trotsky en 1929.
2. Luigi *Caligaris* (1894-1937), socialiste puis communiste, déporté aux îles Lipari de 1926 à 1932. Réfugié en U.R.S.S., exclu du P.C.I. comme trotskyste, arrêté et déporté.
3. Nicoletti était le pseudonyme de Giuseppe di Vittorio (Cf. n. 10, p. 16). L'homme dont parle Sedran pourrait être en fait le Génois Melchior *Vanni*, dit Bonetti, alors secrétaire des groupes de langue italienne du P.C. belge.
4. Mario *Montagnana* (1895-1960), métallurgiste, collaborateur de Di Vittorio dans l'émigration, membre de la direction de l'I.C. à partir de 1935, responsable alors des Italiens à Moscou.
5. Jenö (Eugen) *Varga* (1879-1964), économiste communiste hongrois.
6. En français dans le texte.
7. Vladimir *Gortan* ( -1929), Slovène, condamné à mort et fusillé pour avoir tué le fasciste qui conduisait un cortège de paysans contraints à voter de force.
8. Rappelons que Blasco était le pseudonyme de P. Tresso, et Santini celui de P. Ravazzoli.
9. Henricus dit Henk *Sneevliet* (1883-1942), pionnier du mouvement communiste en Hollande et en Asie (Indonésie et Chine), quitte le P.C. en 1927, fonde le R.S.P., signataire de la « Déclaration des quatre ». Rompt avec le Mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938. Fusillé sous l'occupation.
10. Robert *de Fauconnet* (1914-1936), militant du P.O.I. de Marseille, combattant de la colonne Lénine.
11. Andrés *Nin* (1892-1937), aux J.S. en 1911, secrétaire national de la C.N.T. en 1921, secrétaire de l'I.S.R. Membre de l'Opposition unifiée, exclu du P.C.R., puis expulsé d'U.R.S.S. en 1930. Opposé à l'entrisme, contribue à la fondation du P.O.U.M. dont il devient secrétaire en 1936. Arrêté, torturé et assassiné par la G.P.U.

12. Joaquim *Maurín* Juliá (1896-1973), militant de la C.N.T., dirigeant du P.C.E. en Catalogne. Exclu, fonde le B.O.C. en 1931. Secrétaire général du P.O.U.M. en 1935.
13. Jordi *Arquer* Salto (1907-1981), fondateur en 1927 du P.C. catalan, puis dirigeant du B.O.C. et ensuite du P.O.U.M.
14. Bloc ouvrier et paysan (*Bloque obrero y campesino*) créé autour du noyau de la fédération catalano-baléare du P.C. espagnol en 1930, autour de Maurín.
15. Juan *Andrade* Rodríguez (1897-1981), cofondateur du premier P.C. d'Espagne, exclu en 1927, cofondateur et dirigeant de l'O.G., dirigeant du P.O.U.M. dès sa fondation.
16. Il s'agit de la F.O.U.S. (*Federación obrera de Unidad sindical*), regroupement de syndicats exclus de la C.N.T. ou restés autonomes jusque-là, dirigé par des militants du P.O.U.M., de mai à août 1936.
17. Giuseppe *Saragat* (né en 1898), socialiste de droite, artisan de la scission à droite du P.S.I. en 1947, qui donna naissance au Parti socialiste démocratique.
18. Francisco *Largo Caballero* (1869-1946), dirigeant socialiste populaire, avait évolué à gauche à partir de 1933. Il fut chef du gouvernement de Front populaire de septembre 1936 à juin 1937 ; Juan *Negrín* López (1889-1956), socialiste de droite, fut imposé à la tête du gouvernement par le P.C. et ses sympathisants en 1937.
19. Jaime *Balús*, anarchiste, s'opposa, avec ses camarades du groupe des « Amis de Durruti », à la participation des dirigeants de la C.N.T. aux gouvernements de Front populaire.
20. Selon les sources officielles, il y eut quatre cents morts et mille blessés. Des observateurs étrangers indiquent, eux, neuf cents morts et deux mille cinq cents blessés.
21. Juan *Peiró* Belis (1887-1941), responsable de la C.N.T., ministre dans le gouvernement Caballero, livré par Pétain à Franco et fusillé ; Federica *Montseny* (née en 1905), dirigeante de la C.N.T. et de la F.A.I. ; Juan *García Oliver* (1901-1980), ancien dirigeant des dissidents des « Trente » ; avaient été respectivement ministre de la santé, de la justice et de l'industrie du gouvernement Caballero.
22. Aucun texte de Trotsky ne porte en fait ce titre.
23. Erwin *Wolf* (1902-1937), Tchécoslovaque, membre du S.I., avait été envoyé en avril 1937 à Barcelone pour réorganiser le groupe bolchevik-léniniste. Hjordis *Knudsen* (née en 1914), fille du député Konrad *Knudsen* (1890-1959), hôte de Trotsky en Norvège, était la compagne de Wolf.
24. Hans David *Freund*, dit Moulin (1912-1937), en Espagne depuis août 1936, dirigeant de la section bolchevik-léniniste à Barcelone, arrêté et probablement éliminé par la G.P.U.
25. Manuel *Fernández Grandizo*, dit Munis (né en 1900), un des fondateurs de l'O.G. en Espagne, organisateur à Barcelone de la section B.L.
26. Le provocateur de la G.P.U. Léon Narvitch, infiltré dans le P.O.U.M. et démasqué le 16 juin 1937, fut exécuté par quatre militants du P.O.U.M., après qu'il ait fait arrêter de nombreux dirigeants du parti. Cf. R. Revol, « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky*, N° 3.
27. Max et Joan pourraient être les pseudonymes d'un « commissaire politique » allemand, non identifié, peut-être Lothar Marx, qui aurait pu jouer le rôle de l'« agent de la Gestapo » pour le procès public auquel auraient dû être soumis Munis et Carlini.
28. Luigi *Zanon*, adhérent de fraîche date du groupe B.L., avait cédé devant la violence et la peur, et signé une confession dans laquelle il reconnaissait avoir été témoin du meurtre de Narvitch par Munis, et aussi d'avoir eu connaissance d'instructions données par la IV<sup>e</sup> Internationale à ses militants en vue d'organiser en Espagne des activités terroristes. Il devait un peu plus tard revenir sur ses aveux. Cf. R. Revol, « Procès de Moscou... », *loc. cit.*
29. Marcel *Hic* (1915-1944), trotskyste à 18 ans, dirigeant des J.S.R., puis du P.O.I., secrétaire de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale sous l'Occupation, arrêté en 1943, meurt en déportation.
30. Abraham *Léon* (1918-1944), secrétaire de la section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale dans la clandestinité.
31. Florent *Gallo* (1904-1958), métallurgiste, déporté à Buchenwald, participe à la cellule trotskyste du camp.
32. Ottorino *Perrone*, dit Vercesi (1897-1957), au P.C.I. dès 1921, dirigea ensuite la Fraction de gauche bordiguiste.
33. Mikhail N. *Toukhatchevsky* (1893-1937), ancien officier de la Garde impériale, au P.C.R. depuis 1918, avait été, depuis 1934, vice-commissaire du peuple à la défense. Arrêté et

- fusillé en 1937. Vassili K. *Blucher* (1889-1938), d'abord Garde rouge, puis partisan, ministre de la guerre de la république d'Extrême-Orient en 1921-22, aurait présidé le tribunal qui condamna Toukhatchevsky. Exécuté en 1938.
34. Il s'agit probablement de Jean van Heijenoort.
35. Georgi V. *Joukov* (1896-1974), dans l'Armée rouge en 1918, chef d'état-major en 1941. La bataille de Moscou et la prise de Berlin en firent le chef le plus populaire de l'armée.
36. Germain était le pseudonyme d'Ernest *Mandel* (né en 1923).
37. Pietro *Badoglio* (1871-1956), maréchal, président du Conseil après la chute de Mussolini.
38. Eduardo *Mauricio Ortiz* (1902-1986), ancien du P.S.O.E., rejoint en 1930 l'Opposition communiste espagnole. Partisan de l'entrée des trotskystes dans le P.S.O.E. en 1934, il participe cependant par discipline à la fondation du P.O.U.M. Exclu du P.O.U.M. après la victoire franquiste, il rejoint la IV<sup>e</sup> Internationale.
39. Lelio *Basso* (1903-1978), socialiste maximaliste, fonda en janvier 1943 le Mouvement d'unité prolétarienne, qui fusionna en août de la même année avec le P.S.I., donnant naissance au Parti socialiste italien d'unité prolétarienne. Après la scission de 1947, devenu secrétaire général du P.S.I., il défend une politique de rapprochement avec le P.C.I., avant d'être écarté de la direction. Il quitte le P.S.I. en 1963 pour fonder le nouveau P.S.I.U.P.
40. Rosa *Luxemburg* (1871-1919), Polonaise, cerveau de la gauche social-démocrate allemande, et Karl *Liebknecht* (1871-1919), dirigeant des jeunesses socialistes, antimilitariste, avait été assassinés par leurs geôliers peu après avoir participé à la fondation du P.C. allemand.
41. Gustav *Noske* (1868-1946), social-démocrate, fut le bourreau de la révolution allemande en 1918-19.
42. Antonio *Gabassi*, dit Gigi Bassi (1892-1975), communiste, membre de la Fraction de gauche bordiguiste à l'étranger, puis en Italie après la guerre du Parti communiste internationaliste (bordiguiste).
43. Onorato *Damen* (1899-1979), membre de l'aile gauche du P.S.I., puis du P.C.I., partisan de Bordiga, exclu du P.C.I. en 1929. Dirigeant du Parti communiste internationaliste (bordiguiste) après la chute de Mussolini.

## DOCUMENTS

Paris, 22 septembre 1933

## Carlo Rosselli et Trotsky

*A l'automne 1933, Carlo Rosselli prend contact avec Trotsky. Né à Rome en 1899, d'une famille aisée d'origine juive, Rosselli, après avoir été un fervent interventionniste pendant la guerre, se rapproche en 1921-22 du socialisme réformiste, en réaction à l'avancée du fascisme. En 1922, il fréquente Piero Gobetti et la rédaction de Rivoluzione Liberale et fonde à Florence un cercle culturel apolitique qui sera dévasté par les bandes fascistes. Après l'assassinat de Matteotti, il adhère au Parti socialiste unitaire de Turati. Il fonde la revue Quarto Stato en 1926 et travaille avec Pietro Nenni à la réunification socialiste. Condamné au confino pour cinq ans aux îles Lipari, il s'en évade en 1929 avec Emilio Lussu, avec qui il fonde à l'automne de la même année le mouvement Giustizia e Libertà. En 1931, il signe un accord avec le P.S.I. et toute la Concentration antifasciste sur la base duquel Giustizia e Libertà devient « le mouvement unitaire de l'action révolutionnaire en Italie ». Mais l'accord ne survit pas longtemps. Quand éclate la guerre d'Espagne, Rosselli court combattre parmi les premiers. Déçu par les socialistes, il se rapproche des communistes peu avant de mourir, en juin 1937, assassiné par des cagouleurs aux ordres de Mussolini.*

*Nous publions la lettre, en français, qu'il envoya à Trotsky le 22 septembre 1933, ainsi que l'article-interview qu'il a consacré à sa rencontre avec Trotsky, qui a eu lieu, selon toute probabilité, le 25 décembre 1933. Cet article a été publié en première page dans Giustizia e Libertà du 25 mai 1934, avec en chapeau cette citation de Trotsky jeune s'adressant aux ouvriers de Nikolaïev : « La joie la plus grande est celle de la lutte pour la grande cause de la justice et de la liberté ».*

\*

\* \*

Cher M. Trotsky,

Je vous écris au nom des *Cahiers de Giustizia e Libertà* — le mouvement révolutionnaire italien — pour solliciter votre collaboration à notre revue.

Je crois que vous connaissez notre mouvement auquel vous avez fait une référence dans un de vos derniers et si vivants articles.

Nous ne sommes évidemment [pas] d'accord sur bien des points ; mais il nous semble comprendre — même à travers vos critiques — que vous reconnaissez la fonction historique réservée, à l'époque du fascisme, à un mouvement comme le nôtre. Mouvement d'ailleurs en formation, qui se garde bien de vouloir donner une direction impérative à l'histoire et à la révolution, et qui est ouvert à toutes les suggestions et toutes les critiques, surtout lorsqu'elles viennent d'une personnalité comme la vôtre, douée d'une expérience unique de vie politique et d'action révolutionnaire. D'ailleurs je sais que vous collaborez souvent à des journaux et à des revues — comme le *Manchester Guardian* — qui ont une position différente de la vôtre.

Nous vous serions reconnaissants si vous pouviez nous donner un article pour notre prochain numéro qui doit paraître vers la fin octobre. Nous vous laissons le choix du sujet en nous permettant seulement de vous soumettre quelques arguments qui, à notre avis, intéresseraient particulièrement le public italien.

Il n'y a pas de doute, par exemple, qu'un article de vous sur Mussolini aurait un retentissement formidable et serait lu avec un intérêt passionné en Italie ; d'autant plus que l'article, étant données vos opinions sur le rôle des personnalités dans l'histoire, vous donnerait l'occasion de discuter la question italienne. En tout cas un article sur le fascisme avec des références particulières au fascisme italien serait d'un gros intérêt.

Bien que notre mouvement ne soit pas riche, nous sommes en mesure de vous offrir une indemnité, par exemple 500 fr.

L'article, pour paraître dans le numéro 9 (le prochain) devrait nous parvenir au plus tard pour le 10-15 octobre.

Il vous intéressera peut-être de savoir que nous publions deux éditions clandestines de la revue pour l'Italie. Notre public se compose surtout de jeunes qui prennent une part active à la lutte révolutionnaire.

Je vous remercie d'avance et j'espère que vous aurez la possibilité d'accepter une collaboration qui sera certainement très appréciée dans notre mouvement.

Agréez mes meilleures salutations.

Carlo Rosselli

## Rencontre avec Trotsky

Trotsky en retard ? Impossible. L'ingénieur, le mathématicien de la révolution peut anticiper, précipiter ; jamais retarder. Une raison froide et très puissante règle tous les actes de sa vie comme un mécanisme d'horlogerie. Son génie, même dans l'opposition, est organisateur. Imberbe, à Nikolaïev <sup>1</sup>, il réussissait à organiser clandestinement avec une méthode scientifique des centaines et des centaines d'ouvriers. Vingt ans après, par un miracle d'audace scientifique, il organisera les journées d'Octobre, l'Armée rouge. Mais sa première victoire, Léon doit l'avoir remportée sur son tempérament passionné, explosif, par une opération de chimie psychologique. Le problème était le suivant : transformer en force constante et uniforme les formidables charges de dynamite intérieure. Il a réussi. Mais en devenant un peu inhumain.

C'est une belle vie que celle de Trotsky, et loin d'être conclue. En cinquante-quatre ans à peine, trois fois sur les hauteurs, trois fois dans la poussière. Mais toujours dans la poussière de l'Olympe, la sienne, comme les nuages que ravissaient les guerriers d'Homère.

Y eut-il jamais, dans l'histoire, un exilé plus victorieux ? Une après l'autre se ferment à lui toutes les frontières, prolétariennes, bourgeoises. Les classes gouvernantes sont prises d'un immense effroi en raison de cette victoire que Trotsky transporte avec lui, la révolution d'Octobre, pour laquelle on se souviendra de son nom pendant des siècles à côté de celui de Lénine. Il n'est pas plus surprenant que la frontière la plus hargneuse soit celle de sa propre révolution. Le héros d'Octobre est trop dynamique. Il n'y a pas de place pour lui en Russie, dans les périodes de calme. C'est un génie à admirer en secret et à distance : de près il est trop dérangeant et dangereux.

Trotsky est infiniment plus grand que Staline, mais Staline a sagement administré la révolution, au prix de la rapetisser et de l'embaumer ; tandis que Trotsky l'aurait vouée à la destruction avec quelque initiative napoléonienne. Si des jours difficiles viennent pour la Russie, peut-être Trotsky sera-t-il rappelé. Ce sera alors l'apothéose. Et Trotsky, qui sait attendre, subordonne toute sa pensée et son action à son retour.

### L'homme

Le voilà, finalement. Il entre d'un pas svelte, décidé. Le retard qui l'oblige à raccourcir l'entrevue est naturellement dû à une raison de force majeure. Tandis qu'il retire son pardessus, j'observe un personnage différent de celui que la tradition nous a transmis. Il est surprenant de trouver si jeune

et vigoureux, si simple, celui qui a dirigé deux révolutions. La nécessité d'éviter d'être reconnu — les assassins sont toujours embusqués — et son raffinement inné le conduisent à s'habiller avec un style bourgeois irréprochable. Tandis que nous nous asseyons, je me demande : est-ce là tout Trotsky ? Mais sur le fond noir du costume se détache, unique élément de poésie, une grande cravate bleue, beaucoup plus bleue, beaucoup plus douce que ses yeux pénétrants. Pendant l'entrevue je regarderai souvent cette cravate qui mettra une touche romantique dans ses arguments secs et résolus : mais je chercherai en vain à analyser sa « dynamite intérieure ». Trotsky ne se livre plus, ou se livre rarement. Il a un « rôle » à jouer dans le monde, face au monde, et il ne peut plus se dépouiller de ce « rôle ». L'homme et le personnage ne font désormais qu'un.

Il attaque la conversation par une réplique polémique délicieuse (l'entrevue avait été sollicitée pour lui demander de collaborer aux *Quaderni di G.L.*).

« Je peux tranquillement faire imprimer des articles sur des journaux bourgeois, parce que personne ne pourra penser qu'il y a entre nous des affinités, un lien politique. Je me sers d'eux comme d'un tramway. Mais avec vous c'est différent ».

Je réplique que nous ne voulons pas, que nous ne pouvons pas être un tramway. Mais il serait facile d'éviter toute confusion avec une note. Qu'il écrive ce qui lui convient le mieux : même une critique de *Giustizia e Libertà*.

La conversation glisse sur le terrain politique, et je ne sais si, et jusqu'à quel point, j'ai le droit d'en rendre compte.

Je dirai seulement que dès ses premières phrases je me suis rendu compte d'une réserve préalable qu'aucun argument n'aurait pu faire changer. Une position de bolchevik-léniniste orthodoxe, intransigeant. Il attaque d'abord sur le thème ordinaire et usé du libéralisme, de l'idéalisme bourgeois ; puis face à des réponses précises sur le caractère de G.L., il se borne à repousser mes pointes offensives avec les formules traditionnelles de la politique de la lutte des classes pure et de la dictature du prolétariat.

### Trotsky et G.L.

La conversation n'aura pas duré sur ce mode plus de trois minutes : pour le reste de l'heure elle prendra le caractère d'une joute oratoire cordialement hostile.

« Je crois vous connaître, être assez informé sur le mouvement *Giustizia e Libertà*. Je vous ai déjà rencontré plusieurs fois dans ma vie, dans la lutte révolutionnaire en Russie. »

Sa référence aux socialistes révolutionnaires me rappelle que c'est justement en tant que socialiste révolutionnaire que Trotsky a débuté à Nikolaïev. Il tourmentait la pauvre Alexandra Lvovna <sup>2</sup>, avec qui il fut plus tard déporté en Sibérie, en raison de son marxisme ! Et entre 1903 et 1917, il a peut-être fait partie du parti bolchevique.

Je contestai son information qui me semble sommaire et préconçue. Je lui parlai de l'Italie, des mouvements italiens, de *Rivoluzione Liberale* qui dès

1920 défendit la révolution russe en exaltant les valeurs libérales et se battit pour une lutte de classe intransigeante des avant-gardes ouvrières.

Il reste sceptique, inamovible.

« Aujourd'hui vous êtes féroce contre Mussolini et le fascisme. C'est naturel. Vous êtes de pauvres émigrés (et lui, ce n'est pas un émigré ? — non, il a raison, il ne l'est pas ; on n'émigre pas de l'histoire). Mais demain ? Demain quand vous retournerez en Italie et que les abîmes s'ouvriront tout grand entre les classes, de quel côté serez-vous ? »

Je proteste énergiquement. Je lui rappelle des éléments de fait ; notre lutte qui dure depuis 1920, nos positions programmatiques ; et comme il semble insensible, je lui dis : « Nous croyons avoir compris la leçon d'Octobre, votre leçon. Nous n'attendons pas de Constituantes. Nous ne fournirons pas un Kerensky<sup>3</sup>. Nous conquerrons tout de suite les objectifs suprêmes. *Giustizia e Libertà* est un mouvement jeune, qui en est à ses débuts, vous ne pouvez pas l'emprisonner dans les formules et les expériences du passé. »

Là Trotsky m'est apparu conservateur, vieux. Comme tous ceux qui ont non seulement beaucoup expérimenté, mais beaucoup conclu dans le passé, il ne réussit plus à croire que l'avenir puisse lui réserver quelque chose de nouveau. La structure sociale est une, et la révolution italienne ne peut que se développer selon un schéma.

### La révolution italienne

« Tant que le fascisme était un fait qui avait lieu aux marges de la vie européenne, on pouvait supposer que le peuple italien se soustrairait à la loi commune. Mais après l'Allemagne, une révolution italienne n'échappera pas aux voies obligatoires ».

Commencé en parlant de l'originalité créatrice de toute révolution, le discours passe ensuite à la situation italienne. Mais, face à la réalité et à notre travail concret, il atténue son intransigeance. Il admet — au passage — la possibilité, un jour, d'une collaboration technique.

« Mais demain, en plein processus révolutionnaire, je vous combattrai ».

Il fait allusion à la mauvaise situation, du point de vue politique, de l'émigration italienne ; pire que la très mauvaise situation de l'émigration russe après 1905. Il prévoit que dans un processus révolutionnaire en Italie la rupture entre bourgeoisie et prolétariat sera très profonde. Mais il ne veut pas s'expliquer, il est sybillin. Sa dialectique est scintillante et repoussante. Ou bolchevik-léniniste, ou alliés de la bourgeoisie.

Je passe à l'attaque en observant que le parallélisme russo-italien est vicieux : qu'en Italie le prolétariat doit beaucoup compter avec les couches moyennes et petite-bourgeoises ; que lui-même, dans ses écrits sur la révolution espagnole, a insisté sur l'importance des mots d'ordre démocratiques et a soutenu la thèse que là où la révolution ne suit pas le désastre militaire, une phase de transition qui peut être longue est nécessaire et inévitable.

« Quelquefois, en lisant vos écrits, il semblerait que la phase de transition finit par quasiment s'identifier avec la dictature ».

Il conteste nettement, et son orthodoxie réapparaît de façon exemplaire, même trop exemplaire, de ses réponses.

Il est tard. Tous ses rendez-vous souffrent du retard initial. L'entrevue s'achève sur un ton relativement froid. Suivi de son secrétaire, il disparaît.

### Impressions

Impressions ? Oh, certes, un cerveau admirablement organisé, cristallin. Les arguments, comme dans ses livres, comme dans ce chef-d'œuvre massif qu'est *l'Histoire de la révolution*, avancent en rang serré, en cascade, avec des développements élégants et le secours d'un style très personnel. Sa volonté est impérieuse. Sa personnalité puissante. Mais l'homme ? L'homme est peu humain.

La nature a doté Trotsky de tous les dons dans une mesure inouïe, sauf du don de Socrate. Il est trop sûr, parfait, fort, pour pouvoir comprendre les autres. Tandis que son moi intérieur, par la jeunesse de son esprit, est continuellement en transformation, son moi social semble rigidifié.

Trotsky est prisonnier de son passé, et de la polémique historique avec Staline, avec le bolchevisme qui l'a saccagé, en le reniant.

Trotsky subordonne tout à son retour en Russie : c'est la raison pour laquelle il réussira difficilement à travailler avec profit pour la révolution en Occident. A son échelle personnelle, il répète l'erreur de la III<sup>e</sup> Internationale.

Trotsky est la révolution victorieuse. De la même manière que les révolutions doivent leurs hommes sans pitié, Trotsky se sert de tout et de tous pour atteindre son but. Il dispense son intérêt et ses sympathies en exacte corrélation avec l'utilité qu'il peut en retirer.

Le meilleur biographe de Trotsky, Max Eastman<sup>4</sup>, dans un livre qui est un joyau de pénétration psychologique et une juste exaltation de son génie, observe que ce qui l'a empêché de devenir un grand chef politique (il serait plus juste de dire « un conducteur de peuple » parce que Trotsky est un grand chef) est l'excessive confiance en soi, ou plutôt l'insuffisante perception des autres, ce sens immédiat, inconscient, en quoi consiste la fascination mystérieuse du chef.

Cette limite n'est pas, comme le prétendent ses détracteurs, le fruit d'une ambition effrénée. Trotsky a sacrifié toute sa vie à la révolution ; sa rébellion juvénile contre son père riche (qui, à quatre-vingt ans, exproprié de ses nombreux biens par les soldats de son fils, se convertira au communisme) est magnifique : et son nouvel exil, tel qu'il l'affronte superbement, révèle en lui un caractère d'acier.

Cette limite est plutôt due à l'extraordinaire force d'attraction d'une pensée qui évolue intimement de manière si cohérente et complète qu'elle n'a pas besoin de la contribution des autres.

En un mot, Trotsky, par ses idées, sa technique, sa volonté, n'a pas besoin des autres hommes, en tant qu'individus, personnalités : il a besoin d'un peuple, d'un drame social, d'une révolution. Mais nous doutons que les peuples d'Occident trouvent en lui leur homme.

## NOTES

1. C'est à Nikolaïev, port de la mer Noire, que Trotsky, finissant ses études secondaires, contribua à la fondation de l'Union ouvrière du sud de la Russie.
2. Alexandra L. *Sokolovskaia* (1875-1937), devint la première femme de Trotsky et la mère de ses deux filles, Zinaïda et Nina.
3. Aleksandr F. *Kerensky* (1881-1970), chef du gouvernement provisoire en août 1917, était un compagnon de route bourgeois des socialistes révolutionnaires russes.
4. Max *Eastman* (1883-1969), écrivain et traducteur, une des grandes figures de la gauche socialiste américaine autour de la première guerre mondiale, était le traducteur de Trotsky qu'il avait rencontré en U.R.S.S. après la révolution.

## Notes de lecture

**Memoria antologica saggi critici e appunti biografici un ricordo di Camillo Berneri nel cinquantesimo della morte.** (Ed. de l'archive familiale Berneri, Piazza dello Spirito Santo 2, 51 100 Pistoia, Italie).

C'est le 5 mai 1937 à Barcelone que le militant anarchiste Camillo Berneri est tombé, avec son camarade Barbieri, sous les balles des tueurs en Espagne. Ce professeur de philosophie, emprisonné, exilé de l'Italie mussolinienne, était venu en Espagne aux premières heures de la révolution et avait combattu comme commissaire politique de la colonne cénétiste Francisco-Ascaso. Ce milicien s'était fait journaliste : dans *Guerra di Classe*, il dénonçait la collaboration gouvernementale de ses amis espagnols, le stalinisme dans le rôle de Noske. Il l'a payé de sa vie.

Ses amis viennent, pour le cinquantenaire de son départ, de publier ce petit livre précieux : des souvenirs écrits par plusieurs de ses compagnons, italiens ou espagnols, quelques articles peu connus de lui, une bonne bibliographie.

Un conseil aux amis : si vous passez par Pistoia... allez aux archives et si vous cherchez un livre, écrivez-leur.

Autres ouvrages disponibles de Camillo Berneri, *L'Emancipazione della donna*, *Mussolini Grande Attore*, de Maria Luisa Berneri, *Viaggio attraverso Utopia* et, de Francisco Madrid Santos, *Camillo Berneri. Un anarchico italiano (1897-1937)*.

**Urban, Joan Barth, *Moscow and the Italian Communist Party. From Togliatti to Berlinguer***, Ithaca, Cornell University Press, 1986, 370 p.

Si Mrs Joan Barth Urban n'existait pas, les dirigeants des P.C. d'Europe occidentale seraient obligés d'en fabriquer une autre. Le livre de ce professeur de sciences politiques de l'Université catholique d'Amérique est présenté par

le grand spécialiste nord-américain Donald L. Blackmer comme l'étude qui, « pour des années, constituera le traitement définitif des rapports les plus intéressants et les plus révélateurs de ce qu'on a l'habitude d'appeler le mouvement communiste international ».

Malgré une caution de cette importance, on ne peut s'empêcher de frémir à lire à la page 10 de la préface que l'hypothèse de départ de Mrs Urban a été que « Togliatti et l'élite du P.C.I. avaient en fait été en défaveur auprès de Staline à la fin des années 20 et au début des années 30 ». Mrs Urban ignorerait-elle ce qui est arrivé, en U.R.S.S. et ailleurs aux dirigeants des P.C. en « défaveur » auprès de Staline pendant cette période ? Et les bras en tombent à la voir annoncer ensuite tranquillement qu'elle a trouvé confirmation de son idée dans les archives... du P.C.I.

De façon générale, il manque à Mrs Urban une analyse du stalinisme qui lui servirait de clé pour comprendre le sujet qu'elle traite sur la base de lectures et de recherches considérables et souvent très intéressantes. On la chercherait vainement sous sa plume. Le « Parti », l'« Internationale » sont des univers clos, à l'abri des pressions de classe, isolés des pressions de la base, où s'affrontent seulement les idées et — secondairement — les ambitions dans le parti. Ainsi distingue-t-elle deux grandes tendances permanentes, les « sectaires » et les « rénovateurs » et explique-t-elle longuement la supériorité de cet outillage-là. Dans chacune de ces deux tendances il y a des « extrémismes » et des « modérés ». Le prototype du « sectaire extrémiste » est Amadeo Bordiga et celui du « sectaire modéré », le P.C.F. à-travers-les-âges ! Mrs Urban ne nous indique pas à quelle sous-catégorie de « sectaire » Staline appartenait et elle ignore même la possibilité de l'existence, derrière les « idées » de Staline, d'une force sociale et de certains intérêts propres de la bureaucratie maîtresse du Parti et de l'Etat.

Il faut ajouter à cela que, fidèle à certains thèmes de « nouvelle histoire » qui mettent l'accent sur les sentiments individuels et les caractéristiques personnelles dans les conflits politiques, Mrs Urban nous parle par exemple de l'« amitié » entre Humbert-Droz et Togliatti sans s'occuper une seconde de l'existence d'une « fraction de droite » dans l'Internationale communiste sous l'aile de Boukharine, ou opère une distinction entre Thälmann d'un côté, Secchia-Longo, autre variété de « sectaires », de l'autre, sur la base de ce que les seconds auraient seulement des « idées pour changer la politique du parti » et aucune volonté d'occuper les places. On lui laisse là une opinion qui doit être vraiment personnelle !

Pourtant Mrs Urban a énormément travaillé. Son livre donne une foule d'indications précieuses, fourmille en remarques de détail d'une certaine importance. Elle a par exemple très bien analysé le jeu de Togliatti battant en retraite devant l'offensive stalinienne de la « troisième période » et rusant pour gagner, bien inutilement, un temps qui ne lui apportera rien. Elle repère au passage la suppression dans la traduction allemande du 8<sup>e</sup> plénum d'une intervention malencontreuse pour « la ligne », de Thälmann, passée dans l'édition française. Elle n'hésite même pas à donner les éléments qui contredisent ses propres imprudentes affirmations ou déductions. Ainsi montre-t-elle clairement que la lutte pour les « mots d'ordre démocratiques »

et contre l'exclusion de Trotsky est le fait de Gramsci — et pas de Togliatti ; ainsi montre-t-elle clairement la capitulation de Togliatti en 1928 où il abandonne la droite — et en l'occurrence Tasca — à son sort. Elle décrit avec beaucoup de précision la ligne ultra-gauche des années 1929-1933, contredit son affirmation sur la « tolérance » de Togliatti à l'égard des opposants, en indiquant qu'il fut le premier à réclamer l'exclusion du parti des « trois » (Blasco, Leonetti, Ravazzoli). C'est peut-être sous sa plume qu'on trouve le meilleur exposé de la politique inaugurée en 35 vis-à-vis de l'Italie, le travail à « l'intérieur du fascisme » pour « la réforme du fascisme » et son « évolution ». Elle montre parfaitement que le P.C.I., au début de la crise du fascisme est parfaitement en ligne avec Moscou quand il propose d'inclure dans le Front national « l'opposition fasciste » ou quand le professeur Concetto Marchesi propose en son nom l'entrée d'un ministre communiste dans un gouvernement royal, au cas où le roi chasserait Mussolini. Elle met en relief, avec beaucoup de bonheur, le rôle joué en 1944 par l'ambassadeur Bogomolov comme intermédiaire entre Moscou et le P.C.F. comme le P.C.I. Elle a même saisi le conflit de génération entre les « anciens » et les « nouveaux », substance du « nouveau parti » qui doit servir à Togliatti à venir à bout de l'ancien, révolutionnaire, comme l'a montré Serge Lambert.

Mais ses outils conceptuels, sa conception générale sont trop insuffisants pour ne pas la trahir chaque fois qu'il s'agit de donner un commentaire, ou, plus encore, une tentative d'interprétation. Pour ne nous en tenir qu'à quelques questions, comment peut-elle assurer que le silence de Togliatti pendant la période des procès de Moscou — tout relatif d'ailleurs — serait un indice d'une certaine réserve, quand on sait que Togliatti était à cette époque délégué du Comintern en Espagne au moment où son camarade de parti, l'homme du GPU Vittorio Vidali, et quelques autres, perpétrèrent les crimes que l'on sait ? Comment peut-elle sérieusement accumuler les indices qui démontrent, selon elle, que Togliatti a « failli » être en disgrâce à Moscou dans cette période, alors que le fait brutal est qu'il est l'un des rares survivants à son niveau, ce qui en dit long sur son engagement dans la purge ?

Comment peut-elle qualifier Antonio Roasio de « vieux militant ouvrier » alors que c'est un apparatchik formé à l'école Lénine, nommé en U.R.S.S. à la section des cadres, donc de toute évidence un homme des services ? Pourquoi croit-elle sur parole les tenants de la thèse de Dimitrov imposant, malgré Staline, la politique du Front populaire ? Comment ne s'aperçoit-elle pas que la lutte contre « la droite allemande » en 1928, c'est la sacralisation de Staline, la proclamation de son infaillibilité et de son droit de réhabiliter Thälmann, protecteur du voleur Wittorf ? Pourquoi ne voit-elle jamais que les cadres, pas les militants ? Pourquoi ignore-t-elle les ouvriers et les paysans, ces hommes et ces femmes que le parti « encadre » ? Pourquoi, à propos des « nouveaux » et des « anciens », parle-t-elle des « recrues » pour les opposer aux « cadres » ? Quel sens donne-t-elle aux mots qu'elle emploie ?

Son électisme impressionniste et son incapacité à faire une analyse historique transparaisent à travers une phrase consacrée au tournant (la *svolta*) de Salerne, l'appel aux communistes à ne plus poser la question royale et à soute-

nir le roi et le gouvernement du maréchal Badoglio, hiérarque fasciste de la veille. Elle écrit :

« Cette *svolta* était non seulement conforme aux préférences politiques de Togliatti lui-même, mais elle convenait à la stratégie plus vaste de Staline pour la division de l'Europe en sphères d'influence soviétique et occidentale. En fait, le tournant du P.C.I. était parfaitement synchronisé avec la décision du P.C.F. d'accepter les conditions de Charles de Gaulle pour participer au gouvernement provisoire français à Alger ».

Mrs Urban voit ainsi dans le discours de Salerne d'abord l'expression des opinions personnelles de Togliatti — dont nous sommes désolés de lui dire que, s'il en avait, ni elle ni personne n'en sait rien, et qu'il faut donc lui attribuer seulement ce qu'il disait et écrivait. Elle constate en outre qu'il correspond à la stratégie de Staline et illustre le tout par la synchronisation avec le P.C.F. Un historien — Mrs Urban ne l'est pas et sa méthode relève de la politologie et du journalisme de mauvaise qualité — serait parti du fait, l'action de Bogomolov avec la synchronisation P.C.F.-P.C.I., aurait généralisé en l'insérant dans la stratégie de Staline : il pouvait ensuite, s'il y tenait, dire ce qu'il voulait des « préférences politiques » de Togliatti, une question sans intérêt en la circonstance.

Voilà pourquoi les thèses développées par la suite dans le livre de Mrs Urban, sur le « désengagement » du P.C.I. de Moscou, sur son désir d'« autonomie », la quête de « sa propre identité », nous paraissent autant de vues de l'esprit, extraites de la réalité politique par des raisonnements impressionnistes et des constructions plus que fragiles. Ce livre est à des kilomètres au-dessous de la thèse de Serge Lambert dont je rends compte dans le même numéro. Je ne serais pourtant pas étonné qu'un éditeur français le remarque comme une concentration de lieux communs et d'idées reçues et, surtout, du fait qu'il répond à une demande, tant en ce qui concerne le P.C.I. que sur la question des rapports entre les P.C. en général et Moscou. Et dans ce cas, ce livre-là serait édité en français.

P.B.

**Reiner Tosstorff, *Die POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista) während des Spanischen Bürgerkriegs (1936-1939)*.**

Notre ami, R. Tosstorff a soutenu devant un jury au département d'histoire de l'Université de la Ruhr à Bochum sa thèse sur le P.O.U.M. pendant la guerre civile espagnole de 1936 à 1939.

Il est difficile de la résumer. Reiner commence par un historique du communisme espagnol entre 1920 et 1934 avant d'étudier la naissance du P.O.U.M. au lendemain de l'écrasement de la révolution d'Octobre. Le cœur du sujet comprend les chapitres suivants : « De l'élection Front populaire au putsch militaire : l'Espagne dans une situation prérévolutionnaire », « De

l'exclusion du gouvernement à l'interdiction du P.O.U.M. : la contre-révolution stalinienne », « Les Journées de mai - une Provocation ? Entre les mythes de la propagande stalinienne et l'évaluation historique », « Le P.O.U.M. et la révolution sociale », « Le P.O.U.M. axe d'une nouvelle Internationale ? », « Le P.O.U.M. persécuté par le gouvernement Negrín », « Le P.O.U.M. après 1939 : vers sa disparition ». C'est dire qu'il apporte plus encore qu'il ne promet puisque son dernier chapitre, aussi fouillé que les autres, constitue un précis de l'histoire du P.O.U.M. après la fin de la guerre civile.

Il existe des thèses qui font des découvertes — ou croient faire des découvertes sensationnelles. Celle de Reiner est d'une autre espèce. Rien de ce qui a été écrit sur le P.O.U.M. ne lui a échappé, qu'il s'agisse de livre, de note, d'articles. Ses 382 pages de texte de sa « dissertation inaugurale » sont tout simplement le point de nos connaissances, toutes les informations, tous les travaux ayant été passés par lui au crible de la critique et les erreurs corrigées sans ostentation, avec précision et modestie : certaines de ces corrections sont pourtant fort précieuses.

Reiner ne s'est pas contenté de passer au crible les papiers de toute espèce. Il a interviewé intelligemment beaucoup de témoins, d'acteurs, qu'il ne laisse cependant pas influencer à l'excès sur son jugement, toujours sûr et pondéré.

La dissertation de Reiner est un précis aussi complet qu'il est possible de l'être, accessible à tout lecteur. L'érudit, le spécialiste est non moins passionnant dans les notes. C'est dire qu'il s'agit là d'un excellent travail. Sera-t-il publié ? Il faut le souhaiter. Il mérite au moins une publication allemande et une publication castillane. Faut-il dire ici que nous les souhaitons et les recommandons au moins, avec l'espoir que Reiner joindra alors à ce travail au moins un index des noms de personnes qui le rendrait plus maniable, donc encore plus profitable. Car personne désormais ne pourra travailler sur la guerre d'Espagne, et pas seulement sur le P.O.U.M., sans faire référence à ce travail qui mérite de devenir un classique et sera sans doute pour les historiens à venir tout simplement « le Tosstorff ».

P.B.

**Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international, sous la direction de Jean Maitron, Editions ouvrières. *Grande-Bretagne*, tome 2, 1986.**

Le « Maitron » n'est décidément plus seulement le monument qui se poursuit sur l'histoire du mouvement ouvrier français et qui atteignait récemment le tome 28 (fin de la lettre F). Après le Japon et l'Autriche, Jean Maitron termine ici une Grande-Bretagne en deux volumes, œuvre de spécialistes britanniques et adaptée par François Bédarida.

Qu'en dire sinon que c'est un instrument de travail indispensable et que quiconque travaille sur la Grande-Bretagne contemporaine doit l'avoir sous la main ? On y trouvera toutes les figures importantes du Labour Party et des syndicats, les têtes de file du parti communiste et de l'Independent Labour Party. Peut-être certains regretteront-ils cependant un intérêt trop faible pour les formations minoritaires à l'intérieur du mouvement ouvrier. On regrettera aussi de très rares notations trop rapides, par exemple sur la « vie de famille heureuse et paisible » de Robert Smilie (p. 221) dont l'un des fils trouvera la mort en Espagne républicaine dans des conditions suffisamment tragiques pour bouleverser la vie de sa famille.

## Courrier

Hilda Blake, sœur de Heinz Pächter, nous écrit parce qu'il est dit dans la note 62 de la page 24 de l'article de Pierre Broué « Gauche allemande et Opposition russe », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 22, juin 1985, que son frère fut à un moment donné « brandlérien ». Après avoir vérifié auprès de la veuve de Pächter, elle est en mesure de démentir que Pächter ait jamais été membre de l'organisation brandlérienne avec laquelle il eut seulement des contacts, comme avec beaucoup d'autres. Dont acte.

## Les départs

### Sam Fishman (1924-1986)

Sam Fishman qui vient de mourir et qui était président de la Federation of Labor du Michigan, membre du comité national des social-démocrates des Etats-Unis, et qui était un des dirigeants les plus populaires de l'United Auto Workers, avait à peine 14 ans quand il avait quitté la Jeunesse communiste pour rejoindre le Socialist Workers Party. Il l'avait quitté en 1940, avec la minorité, pour rejoindre le Workers Party de Shachtman et plus tard l'Independent Socialist League. Il devait être pendant longtemps le président du Local de Ford du CIO à Detroit — de tout temps une position-clé dans la classe ouvrière américaine.

### Raoul Faure (1895-1986)

Raoul Faure est mort le 22 décembre 1986. Il était né le 4 juin 1895. Il était le neveu de Raffins-Dugens qui fut le « pèlerin de Kienthal », le premier dirigeant communiste de l'Isère et rejoignit la IV<sup>e</sup> Internationale en 1946. Reçu à l'école normale en 1911, il s'y familiarisa avec les idées socialistes avec lesquelles il sympathisait déjà, fut mobilisé en 14, prisonnier de guerre quelques mois en 1918, où il commença à militer pour la III<sup>e</sup> Internationale et pour l'ARAC des anciens combattants hostiles à la guerre. Il fut l'un des premiers militants du P.C. dans l'Isère, un des organisateurs aussi du Syndicat de l'enseignement fidèle à la CGTU lors de la scission. Il quitta le P.C. en 1928 pour protester contre ses attaques contre l'école, en pleine période « gauchiste », et maintint dans l'opposition au stalinisme des dirigeants de la CGTU la section départementale de la Fédération unitaire de l'Enseignement. En 1934, il fut l'un des rares visiteurs de Trotsky chez Beau et c'est chez lui, à Noyarey, qu'il organisa la rencontre avec Trotsky des dirigeants de la Fédération de l'Enseignement, Bouët, Dommanget, Aulas et Gilbert Serret, le 8 août 1934. Il milita sur le plan syndical jusqu'à la fin de sa vie et assura pendant des années la rubrique pédagogique de *L'Ecole émancipée*. Raoul avait beaucoup de fierté de ses relations passées avec Trotsky et le manifesta quand c'était nécessaire. Ce vieux militant était resté fidèle au communisme de ses vingt ans. Nos amis P. Broué et J.-P. Joubert ont assisté à la levée du corps avant l'incinération.

### Clara Thalmann (1907-1987)

Nous avons parlé d'elle et de son mari Pavel dans le N° 27 des *Cahiers Léon Trotsky*, pp. 107-108, à propos de leurs souvenirs communs, *Combats pour la liberté*.

C'est elle aujourd'hui, à la date du 27 janvier 1987, qui nous envoie en quatre langues son dernier message et son dernier sourire, préparés d'avance dans sa résidence de la Séréna : « Je vais faire la révolution dans le " ciel " ».

Nous la connaissions bien. C'était la brasseur des Spartakiades de Barcelone de 1936 qui, avec son copain Paul, avait pris le fusil dans les milices espagnoles. C'était elle, la belle femme du P.O.U.M. aux cheveux blonds, que Mary Low et Ramón Brea avaient vu ranger le linge dans les armoires de l'hôtel particulier saisi par ce parti. C'était elle qui avait échappé aux pièges des hommes du G.P.U. à Barcelone, à ceux de la Gestapo à Paris. C'était la merveilleuse hôtesse de la Séréna, cette maison de jeunesse. C'était toujours à son âge, la beauté, la gaieté, l'optimisme. On ne va pas la pleurer ; elle s'en serait indignée, elle qui était si fière que Pavel soit parti si tranquille, mais on ne l'oubliera pas, cette grande dame, notre camarade dont la vie, disions-nous récemment, était leçon d'énergie et d'enthousiasme.

### Juan García Durán (1915-1986)

Juan García Durán est mort subitement à Alicante le 12 décembre 1986 et il laisse un grand vide parmi les historiens du mouvement ouvrier que leurs travaux ont conduits vers l'Espagne de la guerre civile.

Il était né le 16 février 1915 à Villagarcía de Arosa, dans la Galice, et, très tôt, milita avec les anarcho-syndicalistes : il fut l'un des plus jeunes délégués au congrès de la C.N.T. de Saragosse en mai 1936. Quelques mois plus tard, il était fait prisonnier par les militaires soulevés et condamné à mort. Il passa toute la guerre en prison, fut libéré et deux fois encore condamné pour son activité clandestine, réussit à s'évader. Entre deux séjours en prison, il travailla notamment comme mineur de wolfram, employé de bureau, boulanger. Mais, de tout temps, son principal souci fut d'apprendre et de lire sans pour autant cesser de militer : il était en 1946 secrétaire de l'Alliance nationale des forces démocratiques.

Installé en France, il se consacra autant qu'il le put à la recherche, d'abord son livre sur la guerre civile sur mer, qui fut une thèse de Sorbonne et ensuite ses différents travaux bibliographiques, en particulier le dernier, *La Guerra civil española. Bibliografía y Filmografía* qui sera pour des années l'outil indispensable au chercheur. Il avait parcouru le monde, correspondu avec des milliers. Il trouvait le moyen de gagner sa vie et même de doter abondamment un prix qui portait son nom pour un travail historique sur la Guerre civile qui fut attribué à Barcelone le 6 novembre dernier par un jury international.

Militant, érudit, avide de savoir, généreux et désintéressé, Juan García Durán était un grand bonhomme et les *Cahiers Léon Trotsky* s'inclinent devant sa mémoire.

**Nahuel Moreno (1924-1987)**

Nahuel Moreno est mort le 25 janvier 1987 à Buenos Aires. Il était né Hugo Bressano le 21 avril 1924 à Rivadavia.

Il avait milité dès 1940, participant en 1941 comme délégué au congrès constitutif du PORS qui unifiait la majorité des organisations argentines se réclamant du « trotskisme », le quittant quelques mois plus tard pour rejoindre la LOR de Liborio Justo qu'il quittait à son tour bientôt. Il avait 19 ans et était étudiant en droit quand il dressa dans la brochure *El Partido* un premier bilan de ses efforts militants qui lui permit de réunir autour de lui, dans la GOM, un noyau de jeunes militants.

Il devint alors un révolutionnaire professionnel. Le GOM était le début de la fraction Moreno qui fut toujours une organisation solide, bien soudée, capable de manœuvrer comme une formation militaire dans la jungle des partis et des groupes, de scissionner, de fusionner, de pratiquer l'entrisme, d'animer des fronts. Ce groupe s'était doté d'une infrastructure matérielle et technique qui était la condition de sa liberté de mouvement. A partir du GOM, on retrouve la fraction moreniste en 1946 dans le groupe *El Militante* du vétéran ouvrier Mateo Fossa, puis dans le POR de 1947 à 1954. C'est ensuite l'entrée dans le PSRN, large regroupement où les morenistes publient *La Verdad* et contrôlent la fédération à base ouvrière de Buenos-Aires, puis « l'entrisme organique » et le journal *Palabra Obrera*, « organe du péronisme révolutionnaire ». C'est ensuite le PRT et, à partir de 1968, sa fraction *La Verdad* qui s'unifie en 1972 avec un courant issu du PS et qui donne naissance au PST. Ce dernier, une des cibles de la dictature, se poursuit à partir de 1982 sous la forme du MAS.

La ligne d'organisation internationale de Moreno a connu aussi bien des tournants. Délégué au II<sup>e</sup> congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, où se manifestent pour la première fois au grand jour ses divergences avec Posadas, Moreno se rallie en 1952 à l'appel du SWP contre la ligne « pabliste » du secrétariat international et participe au « comité international » de la IV<sup>e</sup> Internationale. Contre le S.I. et ses partisans posadistes, il est l'animateur en Amérique latine du SLATO, le « secrétariat latino-américain du trotskisme orthodoxe » qui lutte section par section et construit au Pérou son second bastion. A la suite de la « réunification » de 1963, le SLATO revient en 1964 au courant international dirigé par E. Mandel et devient pour un temps l'un des piliers du secrétariat unifié (SU) de la IV<sup>e</sup> Internationale en Amérique latine. D'abord membre d'une fraction commune avec le SWP en 1973, il constitue en 1979 la Fraction bolchevique qui rompt avec le SU et s'unifie peu après avec d'autres formations au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale (comité international), avec laquelle il rompt moins deux ans après, créant sa propre organisation la LIT(Q) et dirigeant sa fraction internationale à partir de la Colombie, puis de l'Argentine, quand ses portes lui sont à nouveau ouvertes.

Nahuel Moreno était sans doute l'un des plus anciens de la génération des « trotskistes d'après Trotsky » : il avait seize ans à la mort du fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale. Peut-être apparaîtra-t-il aux yeux de l'historien comme

un militant infatigable jailli de l'émiettement des groupes et partis de la IV<sup>e</sup> Internationale en crise et qui en fut partie prenante dans ses efforts pour le surmonter. Mais ce n'est pas aux *Cahiers Léon Trotsky* qu'il appartient de faire ce bilan : simplement s'incliner devant un combattant disparu.

**Le C.E.R.M.T.R.I.**  
**Centre d'Etudes et de Recherches**  
**sur les**  
**Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux**  
88, rue Saint-Denis - 75001 Paris  
Tél. 42.33.47.92

*Un centre de documentation pour les chercheurs*  
Ouvert les lundi, mercredi, vendredi de 13 h à 18 h

**Archives :** Journaux, revues, bulletins intérieurs, tracts, affiches des organisations révolutionnaires internationales.

**Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. :** Bulletin trimestriel. A ce jour, 44 numéros parus et comportant des catalogues, répertoires ou reproductions de textes ou brochures anciens d'organisations révolutionnaires.

Abonnement annuel consultation : ..... 60 F  
Cahiers du C.E.R.M.T.R.I. : ..... 50 F  
couplé (consultation + Cahiers) : ..... 90 F

Le C.E.R.M.T.R.I. vend des documents anciens d'organisations révolutionnaires (journaux, revues, brochures).

**Vente de livres de la Librairie du Travail :** (originaux d'avant-guerre) :  
« L'abominable vénalité de la presse », (1931), de A. Raffalovitch, d'après les documents des archives russes (1897-1917).  
« M. Poincaré et la guerre de 1914 », (1935), de Gustave Dupin.

Tous ces livres au prix exceptionnel de 40 F (frais d'envoi compris).  
Règlement par chèque à l'ordre du C.E.R.M.T.R.I.

Communiqué

ASSOCIATION DES AMIS DE BENJAMIN PÉRET

Le conseil d'administration s'est réuni le 10 novembre 1986  
(absents le docteur Ferdière, excusé, et Jean-Marc Debenedetti)

Le bureau suivant a été élu à l'unanimité :

président : Jean-Louis Bédouin

secrétaire : Claude Courtot

trésorier : Jacques Sautès

Le siège de l'association des amis de Benjamin Péret est situé :  
14, rue d'Orchamp - 75018 Paris - Tél. 42.64.75.89

Suivant le vœu de l'assemblée générale du 22 octobre 1986 et conformément à l'article 20 des statuts de l'association, le conseil d'administration a décidé de modifier les statuts pour les actualiser (nouveau bureau, nouvelle adresse, cotisation annuelle fixée à 120 francs, etc.). Les statuts modifiés seront portés à la connaissance des adhérents.

Les nouvelles conditions d'existence de l'association seront communiqués à la presse.

Pour l'établissement (urgent) du sommaire des volumes 5 et 6 des *Œuvres complètes*, le conseil d'administration rappelle à tous que trois commissions ont été constituées et que chacun peut apporter ses contributions en s'adressant aux membres de ces commissions :

Textes politiques : Guy Lecrot-Prévan  
35, rue du Bourg-Tibourg - 74004 Paris.

Jean-Michel Goutier  
78, rue Pasteur - 94380 Bonneuil.

Textes critiques : Jean-Michel Goutier  
Dominique Rabourdin  
128, rue Lecourbe - 74014 Paris.

Textes sur les mythes Pierre Rivas  
et l'Amérique latine : 38, rue du Dragon - 75006 Paris

Evelyne Sanchez  
17, avenue Nationale - 91300 Passy.

Jean-Marc Debenedetti  
189, rue Ordener - 75018 Paris.

.../...

Un appel sera adressé personnellement à tous ceux qui seraient susceptibles de posséder des lettres de Benjamin Péret, pour les inviter à en fournir des photocopies à l'association, à des fins de publication dans les *Œuvres complètes*, sous réserve de l'autorisation écrite des destinataires ou de leurs ayants droit.

Le secrétaire  
Claude Courtot

## ŒUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication va se terminer prochainement avec son 24<sup>e</sup> volume. Le plan prévu est de publier ensuite la seconde série des *Œuvres* couvrant la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, à 1933, date de l'appel à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée », pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert - C.L.T. : 2, rue Bayard, F 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis (10<sup>e</sup>) et de la Brèche, rue de Tunis.

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS  
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
SUR LES PRESSES  
LIENHART ET C<sup>e</sup> A



EN MARS 1987  
DE L'IMPRIMERIE  
AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 3263. *Imprimé en France*

DÉPÔT LÉGAL : MARS 1987

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

**Cahiers Léon Trotsky ★ Diffusion La Pensée Sauvage**